

BAROMETRE DE LA COHESION SOCIALE 2012

La peur du chacun pour soi

Etude réalisée à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale

Mission Analyse stratégique, synthèse et prospective

Sandra HOIBIAN

142, rue du Chevaleret
75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 00
Fax 01 40 77 85 09



DEPARTEMENT CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS

Etude réalisée à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale

Mission Analyse stratégique, synthèse et prospective

Le département « Conditions de vie et Aspirations » est composé de :

- Régis Bigot, Directeur du département
- Sandra Hoibian, Directrice adjointe du département
- Patricia Croutte, Chef de projet
- Emilie Daudey, Chef de projet
- Jörg Müller, Chargé d'études et de recherche
- Mélanie Babès, Chargée d'études et de recherche
- Isabelle Delakian, Assistante.

Avant-Propos

Ce document présente les résultats des questions insérées à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale dans la vague de début 2012 de l'enquête permanente du CRÉDOC sur « les Conditions de vie et les Aspirations ». Il propose notamment une analyse des réponses en fonction des caractéristiques socio-démographiques des enquêtés.

Ces questions constituent la deuxième vague d'un baromètre initié en 2011.

Encadré 1 - Précisions méthodologiques

L'enquête a été réalisée en « face à face », entre décembre 2012 et janvier 2013, auprès d'un échantillon représentatif de 2 003 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge - sexe, PCS) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement général de la population. Un redressement final a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale de 18 ans et plus¹.

Plusieurs thèmes ont été abordés :

- La perception de la cohésion sociale par la population : les évocations spontanées associées à cette expression, la perception de la force de la cohésion sociale en France, ses facteurs de renforcement et de fragilité.
- Quelques indicateurs tentant de mesurer la cohésion sociale en France : le sentiment d'intégration dans la société, le sentiment de solitude, la perception d'inégalités générationnelles, la possibilité pour chacun de trouver la place qu'il mérite dans la société, etc.
- Les acteurs les plus à même d'améliorer la cohésion sociale et en particulier les attentes vis-à-vis des pouvoirs publics.

¹ Pour plus de précisions sur les caractéristiques techniques de l'enquête, on pourra se reporter au rapport intitulé « Premiers résultats de la vague de début 2012 » (CRÉDOC, mars 2012).

The fear of "everyone for himself"

Social cohesion refers, in public opinion, to respectful relationships which depend mostly on individual attitudes. Individuals consider themselves as active players of social cohesion. In particular, respect for others and tolerance are, for most people, far more essential for living together than any kind of consensus on "shared values" or a "national project". Nevertheless, for French people, individual behaviors can either preserve social cohesion or harm it. In this perspective individualism appears as the main threat to living together in a society (33%, +2 points this year). This year, the economic crisis enhances the fear of "it's everyone for himself" and the feeling that one can rely on nobody else but on its own. The contrast is striking between a vision of a non-cohesive society (eight out of ten people complain about a weak social cohesion) and a strong feeling of personal integration (88% of the population have the feeling of being well integrated in French society, 51% even say they are "very well" integrated). This apparent paradox is due to a large disparity of integration between social categories and the feeling that the individual situations have finally little to do with personal merits. To strengthen social cohesion, the population relies on individual initiatives in order to maintain social ties, and expect the government to guarantee basic living conditions to everyone (employment, housing, quality standards in education); these are considered the stepping stones to more harmonious society.

La peur du chacun pour soi

La cohésion sociale évoque, dans l'esprit de la population, des relations empreintes de respect, qui reposent beaucoup sur l'attitude de chacun. Les individus se sentent au premier chef responsables et acteurs de la cohésion sociale. En particulier, le respect de l'autre et la tolérance sont, pour la population, bien plus indispensables au vivre ensemble qu'un éventuel consensus autour de « valeurs communes » ou d'un « projet commun ». Mais, pour l'opinion, les comportements individuels peuvent tout aussi bien servir la cohésion sociale que lui nuire : l'individualisme apparaît ainsi comme la première menace du vivre ensemble (33%, +2 points cette année). La crise ravive cette année la peur du « chacun pour soi » et le sentiment de ne pouvoir compter que sur soi-même se diffuse. Le contraste est saisissant entre d'un côté la vision d'une société peu unie (8 personnes sur dix déplorent une cohésion sociale faible) et un fort sentiment personnel d'intégration (88% de la population ont le sentiment d'être bien intégrés dans la société française, 51% disent même être « très bien » intégrés). Cet apparent paradoxe tient beaucoup à une grande disparité d'intégration selon les catégories sociales et au sentiment que la situation des uns et des autres a finalement peu à voir avec le mérite. Pour renforcer la cohésion sociale, la population s'en remet aux initiatives individuelles pour maintenir le lien social, et attend des pouvoirs publics qu'ils offrent à chacun des conditions de vie minimales (un emploi, un logement, une éducation de qualité), tremplins vers un vivre ensemble apaisé.

Synthèse

La cohésion sociale évoque des relations empreintes de respect, qui reposent beaucoup sur l'attitude de chacun

Lorsqu'ils entendent les mots de cohésion sociale, les Français pensent avant tout aux **relations entre citoyens** (42% des citations). Ils se figurent une société où il fait bon « vivre ensemble » « sans conflit » (20%) et ils pensent à la solidarité et à l'entraide entre les habitants (18%). La cohésion sociale évoque ensuite une juste **répartition des richesses** et l'accès à des conditions de vie décentes pour tous (17%). Enfin, une part non négligeable de la population (16%) exprime des **réserves** quant au caractère illusoire (qualifié de « rêve » ou « d'utopie »), voire manipulateur du concept (les deux mots évoquent alors une « arnaque », un « artifice politique »).

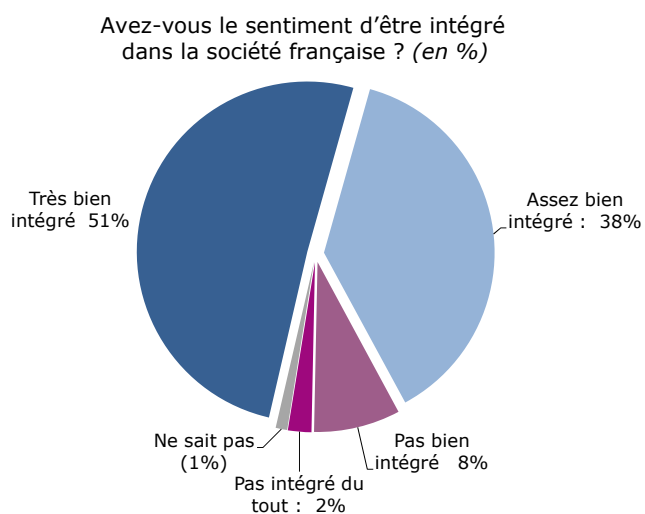
Loin de se sentir désengagés, **les individus** se sentent au premier chef responsables et acteurs de la cohésion sociale. « Les efforts de chacun pour vivre ensemble » arrivent ainsi en tête des moyens pour renforcer la cohésion sociale (34%).

En particulier, **le respect** de l'autre et la tolérance des valeurs et de la culture de chacun sont, pour la population, la condition la plus indispensable au vivre ensemble (40% des réponses), davantage qu'un éventuel consensus autour de « valeurs communes » (9% des réponses) ou d'un « projet commun » (4%). A l'inverse, les comportements individuels peuvent tout aussi bien servir la cohésion sociale que lui nuire : l'individualisme apparaît ainsi comme la première menace du vivre ensemble (33%, +2 points cette année).

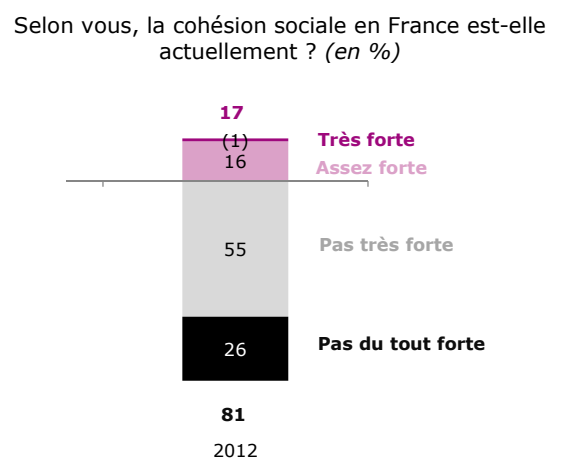
Individuellement, chacun se sent intégré à la société mais près de huit personnes sur dix déplorent une société peu unie

D'un côté, 88% de la population ont le sentiment d'être bien intégrés dans la société française, 51% disent même être « très bien » intégrés. Et dans le même temps, 81% des individus pointent la faiblesse de la cohésion sociale.

88% ont le sentiment d'être intégrés dans la société française



8 Français sur 10 déplorent une faible cohésion sociale



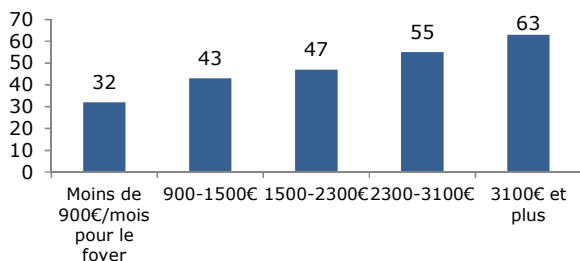
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Cette vision d'une société fragmentée tient beaucoup à un certain sentiment **d'injustice sociale**, très ancré dans la société française : seuls 40% de la population considèrent que chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite, et 88% (+2 points) pensent que les inégalités ont tendance à se creuser. En particulier l'idée que, en haut de l'échelle sociale, certains jouissent de rémunérations indécentes s'est diffusée ces dernières années. Le paradoxe s'explique aussi probablement par de **très fortes disparités du sentiment d'intégration** selon les catégories sociales. Les bas revenus (32%), les chômeurs (34%), les jeunes (39%) sont beaucoup moins nombreux à se sentir « très bien intégrés » que les cadres (66%) les hauts revenus (63%) ou les seniors. Le sentiment d'intégration s'appuie sur une multitude de critères (emploi, vie sociale, niveau de vie, sentiment d'être un bon citoyen accomplissant ses devoirs, accès aux droits et prestations, attachement à la France, partage d'un mode de vie de valeurs, parentalité, etc..) qui multiplient les portes d'entrée dans l'intégration mais aussi les voies d'exclusion.

De nombreuses fissures dans le lien social, qui s'aggravent avec la crise

Plusieurs indicateurs témoignent, cette année, d'une dégradation du lien social. La proportion d'individus (74%) recevant régulièrement des amis a ainsi baissé de 4 points en un an. La participation associative, autre marqueur de l'investissement social, diminue elle aussi (39%, -3 points en un an). La confiance envers autrui se dégrade : 54% pensent, cette année, « *qu'on n'est jamais assez méfiant* » dans ses relations avec les autres, c'est deux points de plus que l'an dernier. La dureté de la crise et sa rémanence semble par ailleurs avoir quelque peu entamé les élans de solidarité individuelle : si 74% disent pouvoir compter sur l'aide de certains des membres de leur famille en cas de difficultés financières, on enregistre 3 points de moins qu'en 2011. Dernier signe, les mots de cohésion sociale sont moins évocateurs cette année qu'ils ne l'étaient l'an dernier : 26% ne peuvent en donner une définition (+4 points en un an). L'inquiétude face à la perte de pouvoir d'achat ou à l'augmentation du chômage, très vives cette année, fragilisent le lien social.

Proportion d'individus qui se sentent « très bien intégrés » selon le niveau de revenus mensuels du foyer (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

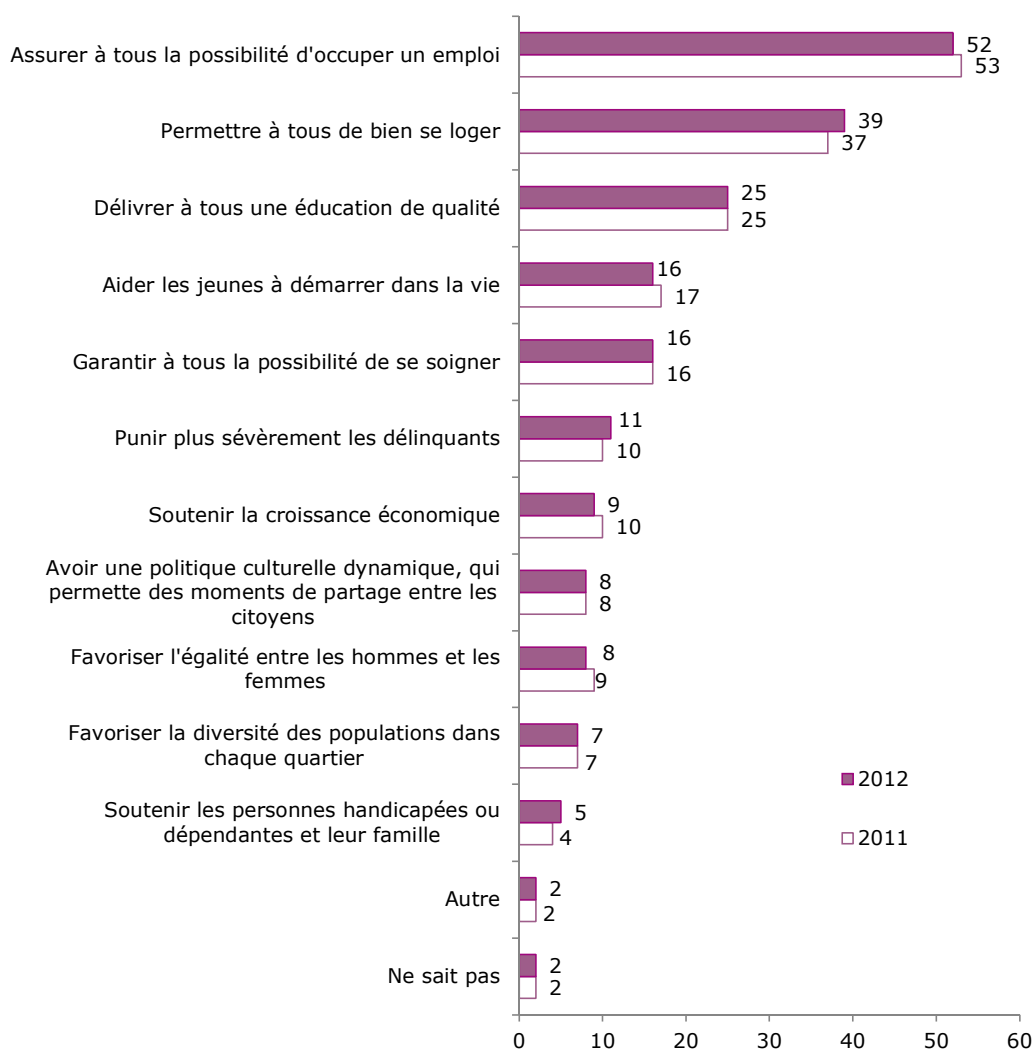
L'opinion attend des pouvoirs publics une action dans le champ de l'emploi, du logement et de l'éducation

Lorsqu'on interroge les individus sur les facteurs qui, personnellement, les conduisent à se sentir intégrés dans la société française, le réseau relationnel (26%) et l'activité professionnelle (26%) arrivent en tête des réponses. C'est précisément sur le volet de l'emploi que l'opinion attend une **action des pouvoirs publics** (52%, première attente). Au-delà, permettre à tous de bien se loger (39%) et délivrer à chacun une éducation de qualité (25%) seraient le meilleur moyen pour les pouvoirs publics de

participer au renforcement de la cohésion sociale. Autant de domaines (emploi, logement, éducation) dans lesquels la compétition se fait de plus en plus dure, créant ou amplifiant des lignes de fracture sociale. En définitive, les Français se montrent attachés à un modèle mixte alliant initiatives individuelles et solidarité publique. Comme si, en assurant à tous un niveau de bien-être minimum, les pouvoirs publics donnaient aux individus la capacité d'assumer pleinement la

responsabilité de leurs choix et de leurs relations avec les autres. Ces représentations entrent en résonance avec le concept de « capacité » défini par Amartya Sen : selon lui, le développement de la responsabilité individuelle ne peut se faire sans que la société elle-même donne à chacun « *les possibilités, les "chances", à l'individu de réaliser ses objectifs* ».

Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Sommaire

<u>I – La cohésion sociale évoque des relations empreintes de respect, qui reposent beaucoup sur l’attitude de chacun</u>	9
1. Vivre ensemble en bonne entente.....	10
2. L’opinion accorde plus d’importance à la cohésion de la société qu’à la politique.....	13
3. Une condition indispensable : le respect mutuel	15
4. L’individualisme est perçu comme la principale menace de la cohésion sociale	18
<u>II – De nombreuses fissures dans le lien social.....</u>	22
1. Près d’une personne sur deux se sent « parfois » ou « souvent » seule	22
2. La méfiance gagne du terrain.....	24
3. La perception d’une société de plus en plus inégalitaire	26
4. Seule une petite minorité a le sentiment que chacun peut trouver la place qu’il mérite dans la société	28
5. Les Français déplorent une faible cohésion sociale	31
<u>III – ... qui contrastent avec un fort sentiment d’intégration</u>	33
1. 88% ont le sentiment d’être intégrés dans la société française.....	33
2. Emploi et amitié donnent le sentiment d’être intégré à la société française	37
3. Le corps social n’identifie pas de conflits générationnels	42
<u>IV – Selon l’opinion, les pouvoirs publics peuvent renforcer la cohésion sociale en apportant des réponses aux problèmes d’emploi et de logement</u>	44
1. Un attachement à un modèle mixte alliant initiatives individuelles et Etat providence.....	44
2. Les pouvoirs publics doivent agir en priorité sur l’emploi, le logement et l’éducation	52
<u>Annexe 1. Post-codage des questions ouvertes</u>	<u>56</u>
<u>Annexe 2 – Tableaux complémentaires.....</u>	<u>63</u>
<u>Annexe 3 – Questionnaire.....</u>	<u>87</u>

I – La cohésion sociale évoque des relations empreintes de respect, qui reposent beaucoup sur l’attitude de chacun

Depuis quelques années, la notion de cohésion sociale est de plus en plus présente dans le débat public². Le CERC explique cette « *reviviscence, après une éclipse séculaire, [...] comme l’indice d’une inquiétude grandissante devant des menaces nouvelles pour l’ordre social* »³. Les différentes crises économiques, la mondialisation des échanges, l’augmentation du chômage dans certains pays européens auraient ainsi remis en cause la solidarité « organique » de la société industrielle décrite par Emile Durkheim, où la division du travail entraînait complémentarité des individus. L’affaiblissement des « corps intermédiaires » tels que les syndicats, les partis politiques ou les institutions religieuses, l’évolution des modèles familiaux vers des configurations en permanente recomposition, l’affaiblissement « *des groupes primaires* » (voisinage, communautés locales)⁴ posent également la question des liens qui unissent aujourd’hui les citoyens et les moyens de « *faire société* »⁵. Sans détailler les multiples définitions du concept, rappelons, en préambule, les six grandes dimensions de la cohésion sociale recensées par Paul Bernard qui, nous le verrons, sont aussi présentes à l’esprit de nos concitoyens.

Tableau 1 - Typologie des dimensions de la cohésion sociale selon Paul Bernard

Sphères d’activité	Caractère de la relation	
	Formel	Substantiel (qui résulte d’un engagement plus profond)
Economique	Insertion-exclusion (notamment par rapport au marché du travail)	Egalité-Inégalité (équité, justice sociale)
Politique	Légitimité- illégitimité (Légitimité des institutions publiques et privées qui agissent comme médiateurs de conflit)	Participation-passivité (implication des individus)
Socioculturelle	Reconnaissance-rejet (tolérance des différences)	Appartenance-isolement (sentiment de faire partie d’une communauté, de partager des valeurs)

Source : Paul Bernard, La cohésion sociale : critique dialectique d’un quasi-concept, *Lien social et Politiques*, n°41, 1999

² Entre autres exemples, on pourra citer la présence depuis 2000 de la « cohésion sociale » au rang des objectifs de la stratégie de Lisbonne, qui a pour ambition de faire de l’Union européenne « *l’économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d’ici à 2010, capable d’une croissance économique durable, accompagnée d’une amélioration quantitative et qualitative de l’emploi et d’une plus grande cohésion sociale* ».

Le Conseil de l’Europe est, quant à lui, doté d’une Direction Générale de la Cohésion Sociale, dont le mandat est de « *Favoriser la cohésion sociale et promouvoir l’amélioration de la qualité de la vie en Europe pour une véritable jouissance des droits humains fondamentaux et pour le respect de la dignité humaine.* »

³ La Cohésion Sociale - Séminaire 2007, Dossier n°3 du CERC, (Conseil Emploi Revenus Cohésion Sociale), Avril 2008, http://www.cerc.gouv.fr/dossiers/cohesion_sociale_seminaire_2007.pdf

⁴ Jean Langers, Guillaume Osier, Marco Schockmel, Paul Zahlen, Rapport travail et cohésion sociale 2009, STATEC, <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/cahiers-economiques/2009/PDF-Cahier-109-2009.pdf>

⁵ Jacques Donzelot, Refonder la cohésion sociale, *Esprit*, n°12, 2006

1. Vivre ensemble en bonne entente

Avant de chercher à mesurer l'intensité de la cohésion de la société française, il apparaît intéressant de connaître les **représentations** de la notion dans la population. Quelles associations d'idées émergent spontanément à l'esprit de nos concitoyens lorsqu'on leur parle de « cohésion sociale » ?

Le concept est, avant tout, associé à la **qualité des relations** entre individus (42%). Une personne sur cinq se figure ainsi une société où il fait bon « vivre ensemble », « en bonne entente », « sans conflit », et 18% pensent à la **solidarité** et l'entraide entre individus. La question de la **répartition des richesses** et de l'accès à un certain niveau de vie est ensuite abordée par 17% de la population. Enfin, 16% font preuve d'une certaine **distance** à l'égard de l'expression, perçue comme une utopie, voire un « attrape-nigaud ».

Tableau 2 - Quels sont les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit lorsque l'on vous parle de « Cohésion sociale » ?

- Question ouverte, réponses spontanées recodées à posteriori (en %) -

	2011	2012	Evolution 2011/2012
Au moins une évocation	78	74	-4
Aspect relationnel	46	42	-4
Vivre ensemble, en bonne entente, sans conflit	19	20	+1
Solidarité / entraide, s'occuper des autres	18	18	=
Unité de la population	6	6	=
Accepter les gens comme ils sont, respecter les autres, être tolérant	8	5	-3
Mélange des cultures, anti-racisme, intégration	4	3	-1
Lien social (que les gens se parlent, éviter la solitude, relations de voisinage)	5	2	-3
Aspect économique	21	17	-4
Egalité, lutte contre les inégalités, partage des richesses	14	14	=
Aider les personnes en difficulté, les plus démunis, lutter contre l'exclusion	2	2	=
Donner des conditions de vie décentes à tous (logement, travail, soins, éducation, alimentation)	7	2	-5
Mise à distance de l'idée de cohésion sociale	17	16	-1
"Baratin", arnaque, leurre politique	7	8	+1
Utopie, vœu inatteignable	9	8	-1
Rejet de la cohésion sociale	2	2	=
Autre	11	12	+1
Aucune idée, ne sait pas	22	26	+4

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Nota 1 : Le total des réponses est supérieur à 100, car les interviewés pouvaient donner plusieurs réponses.

Les personnes regroupées dans la proposition « aucune idée, ne sait pas » n'ont donné aucune autre réponse.

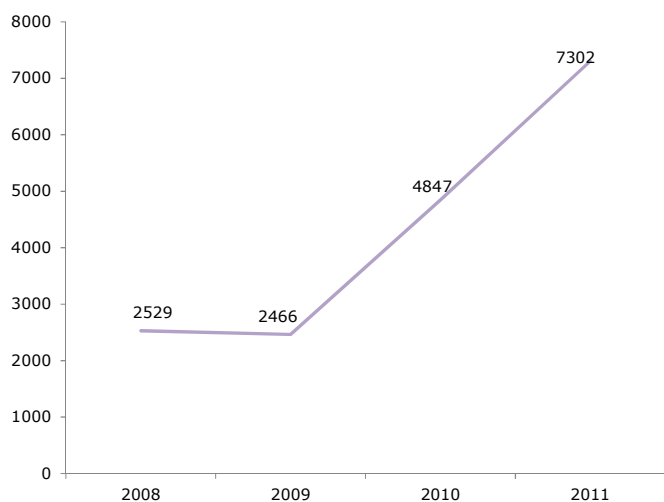
Nota 2 : En 2012, le nombre moyen d'idées évoquées a diminué par rapport à 2011.

Si les idées spontanément évoquées sont très proches de celles observées en 2011, **l'expression semble moins parlante** cette année : quasiment toutes les thématiques sont moins présentes à l'esprit (entre un et quatre points de perdus par rapport à l'an

dernier). Et, au total, la proportion de personnes accolant un contenu aux deux mots diminue (74%, -4 points). Pour comprendre si cet affaiblissement pouvait être imputé à une moindre grande présence de ce thème dans l'espace médiatique, nous avons réalisé un comptage du nombre d'articles mentionnant l'expression « cohésion sociale ». La recherche a porté sur un large corpus de titres de presse et d'agences de presse hexagonaux (Graphique 1) et montre plutôt une progression des citations. Le relatif flou entourant le concept cette année ne semble donc pas lié à une moindre présence de la thématique dans le débat public.

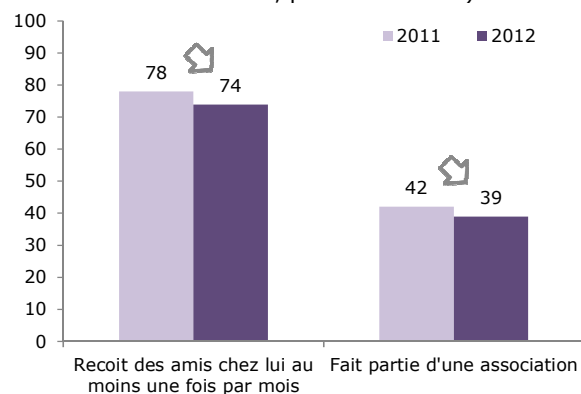
Le suivi des attitudes et préoccupations de nos concitoyens laisse entrevoir une autre explication. Plusieurs indicateurs de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » témoignent en effet du **moindre investissement de nos concitoyens dans la sphère sociale** cette année. La participation associative est en baisse, la fréquence avec laquelle on reçoit des amis chez soi diminue (Graphique 2), le sentiment de solitude progresse un peu. Davantage préoccupée par le chômage ou le pouvoir d'achat, la population semble un peu moins impliquée sur les questions ayant trait au lien social. Rappelons en effet que les inquiétudes sur le front de l'emploi sont au plus haut : 81% estiment que le chômage va « *augmenter pendant plusieurs années* », soit 11 points de plus que l'an dernier et 34 points de plus qu'en 2008.

Graphique 1 - Nombre de citations dans la presse française de l'expression « cohésion sociale »



Source : CRÉDOC, à partir de la base d'articles de presse, site web et agences de presse de Factiva, sur l'ensemble des sources françaises. Lecture : en 2011, l'expression « cohésion sociale » apparaît dans 7302 articles

Graphique 2 – Proportion d'individus recevant leurs amis au moins une fois par mois et Participation associative
(à au moins une association parmi les 6 suivantes : sportive, culturelle, confessionnelle, syndicale, environnement, parents d'élèves)

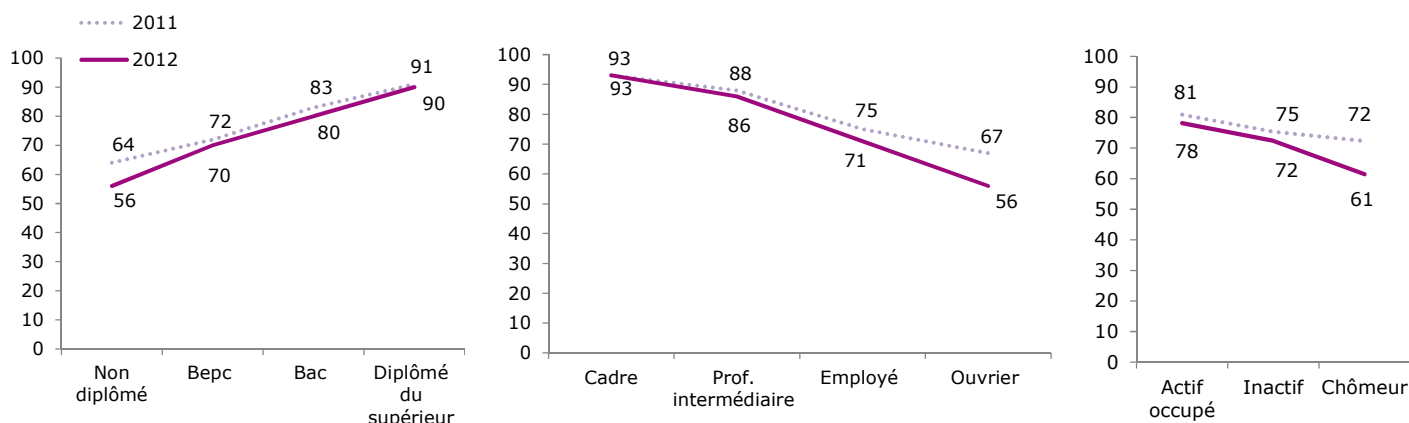


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Le niveau de compréhension du concept augmente sensiblement avec la **position sociale** et le niveau de diplôme de l'interviewé (Graphique 3) : seuls 56% des ouvriers et des non-diplômés accolent une signification aux deux mots. L'expression est également moins bien appréhendée par les personnes qui n'affichent aucune conviction politique (57%). A l'inverse le concept est très évocateur chez les catégories aisées et diplômées. Celles-ci mentionnent en particulier la « solidarité et l'entraide » entre individus - 27% des cadres, 28% des diplômés et 24% des personnes en haut de l'échelle des revenus abordent cette idée, contre 18% en moyenne - et la question du partage des richesses (citée par 23% des cadres et 21% des diplômés).

Ces différences, déjà de mise l'an dernier, ont eu tendance à se creuser. L'expression a perdu de sa clarté plus particulièrement chez les catégories populaires (ouvriers, -11 points, non-diplômés, -8 points) et chez les personnes confrontées au chômage (61%, -11 points), comme le montre le Graphique 3.

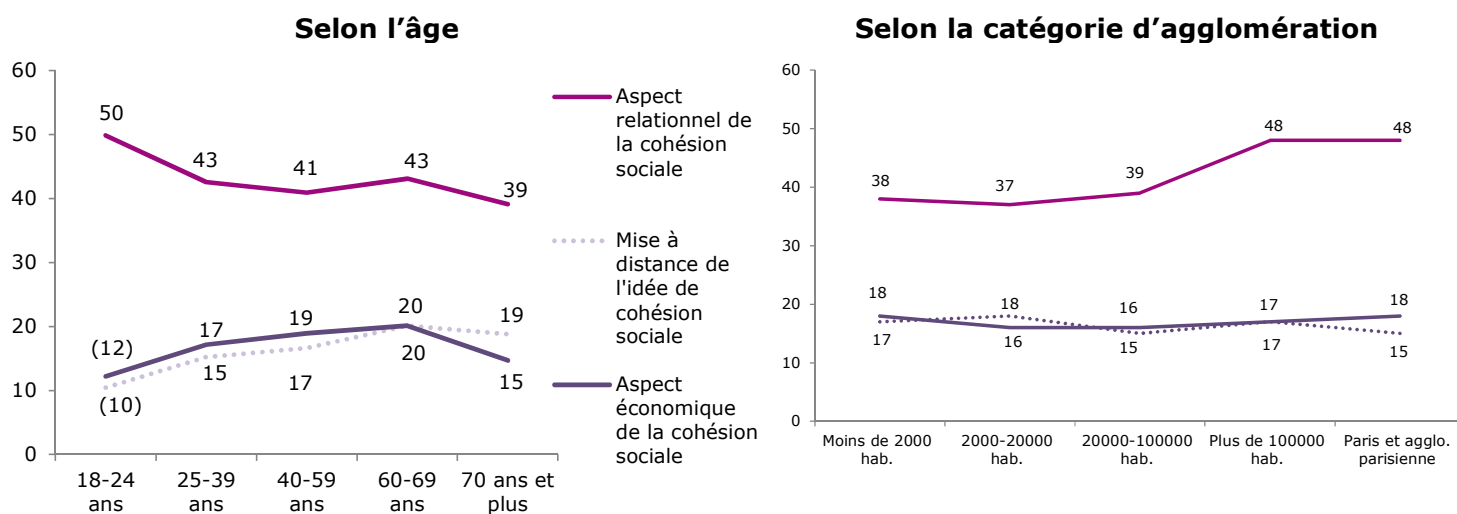
Graphique 3 - Proportion d'individus proposant une définition de l'expression « cohésion sociale »



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »
Le tableau complet des résultats par catégories sociales figure p.63

Les évocations varient ensuite nettement avec **l'âge et le lieu de résidence**. Les moins de 25 ans associent plus volontiers la cohésion sociale avec sa dimension relationnelle : un jeune sur deux évoque cet aspect. A l'inverse, la notion suscite d'autant plus de réticences que l'on s'élève en âge (19% des 70 ans et plus émettent des réserves contre seulement 10% des 18-24 ans). La taille de l'agglomération de résidence influe elle aussi sur les réponses : la question des relations entre individus est nettement plus présente à l'esprit des habitants des grandes villes et de la région parisienne qu'ailleurs.

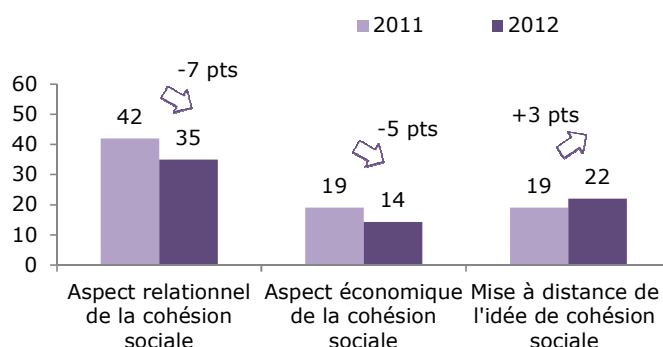
Graphique 4 – Principaux registres évoqués spontanément à propos de la cohésion sociale (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Fait nouveau, les personnes porteuses de **handicap** ou souffrant d'une maladie chronique se montrent particulièrement critiques cette année : les dimensions relationnelles et économiques du concept sont moins présentes à l'esprit de ces personnes (respectivement -7 points et -5 points) alors que 22% d'entre elles voient l'idée de cohésion sociale comme « une arnaque » ou du « baratin » (+3 points par rapport à 2011).

Graphique 5 – Les aspects de la cohésion sociale évoqués par les personnes porteuses de handicap ou souffrant d'une maladie chronique en 2011 et 2012



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

2. L'opinion accorde plus d'importance à la cohésion de la société qu'à la politique

Nous avons cherché, cette année, à compléter les représentations du concept de la cohésion sociale et à comprendre quelle importance accordaient nos concitoyens au « vivre ensemble ». Notons tout d'abord en toile de fond que, de manière générale, les individus

placent d'abord la sphère **personnelle, intime** (la famille, le travail) avant la **sphère publique et sociale** (les amis, le travail et la vie publique). Une analyse de l'enquête World Value Surveys, qui a pour ambition de cerner les valeurs des habitants de nombreux pays, confirme cette hiérarchie dans de nombreux pays du monde.

Tableau 3 – Pour chacune des choses suivantes, dites-moi si, dans votre vie, cela est très important, assez important, peu important ou pas important du tout? (% très important)

	France	Allemagne	Italie	Suède	Angleterre	Etats Unis
Famille	86	82	93	92	94	95
Travail	65	52	62	53	39	33
Amis	59	53	47	71	69	60
Temps de loisirs	38	30	31	54	46	38
Religion	13	11	34	9	21	47
Politique	12	9	9	16	9	11

Source : World Values Survey, période 2005-2007

L'enquête « Conditions de vie et Aspirations » confirme, en 2012, la prééminence de la famille et des enfants (90%) et de la profession et du travail (61%). A l'inverse, la valeur accordée à la politique et à la vie publique jouent un rôle important dans la vie de seulement 15% des individus. Mais **près d'un tiers de la population juge « la cohésion de la société » très importante.**

Tableau 4 – Les domaines de la vie importants

Pour chacun des domaines de la vie suivants, pouvez-vous attribuer une note de 1 à 7 selon l'importance que vous lui accordez ?

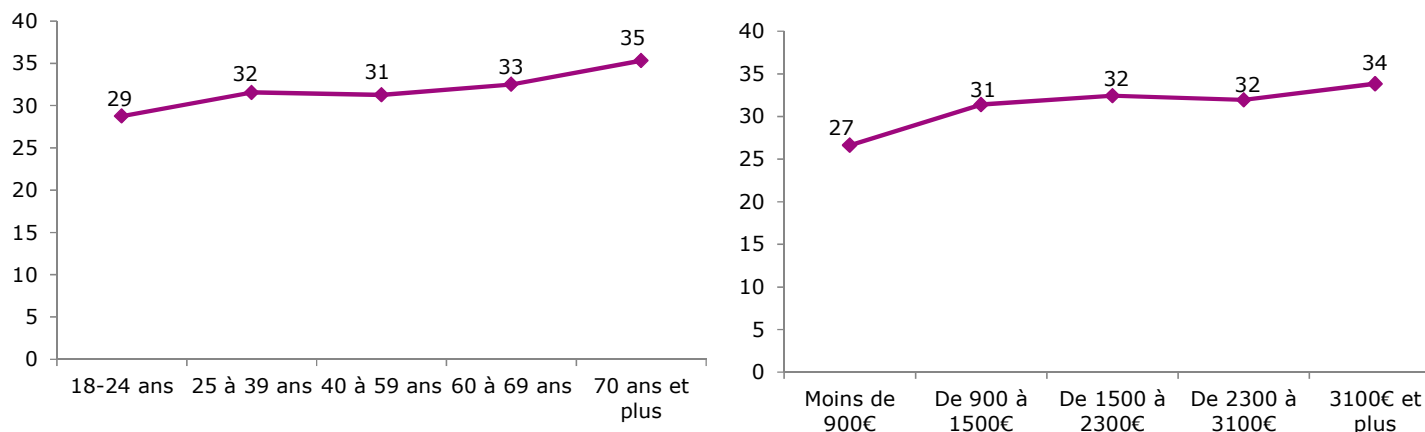
	Proportion de personnes donnant une note 6 ou 7	Note moyenne
Votre propre famille et vos enfants	90	6,6
La profession et le travail	61	5,6
Les amis et connaissances	57	5,6
Le temps libre et la détente	53	5,5
La cohésion de la société	32	4,9
La politique ou la vie publique	15	3,8

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

L'analyse sociodémographique laisse apparaître quelques nuances. Les plus sensibles à la cohésion sociale se trouvent dans **l'agglomération parisienne** (38%). L'importance accordée à la cohésion de la société augmente ensuite à mesure qu'augmente le niveau de

diplôme ou que les individus progressent en âge. L'intérêt pour l'unité de la population est plus affirmé chez les sympathisants de gauche (36%) que chez les personnes qui se situent à droite de l'échiquier politique (28%) ou les personnes sans préférence partisane (26%).

Graphique 6 – Proportion de personnes jugeant la cohésion de la société très importante (notes 6 ou 7) selon l'âge et le revenu mensuel du foyer en euros



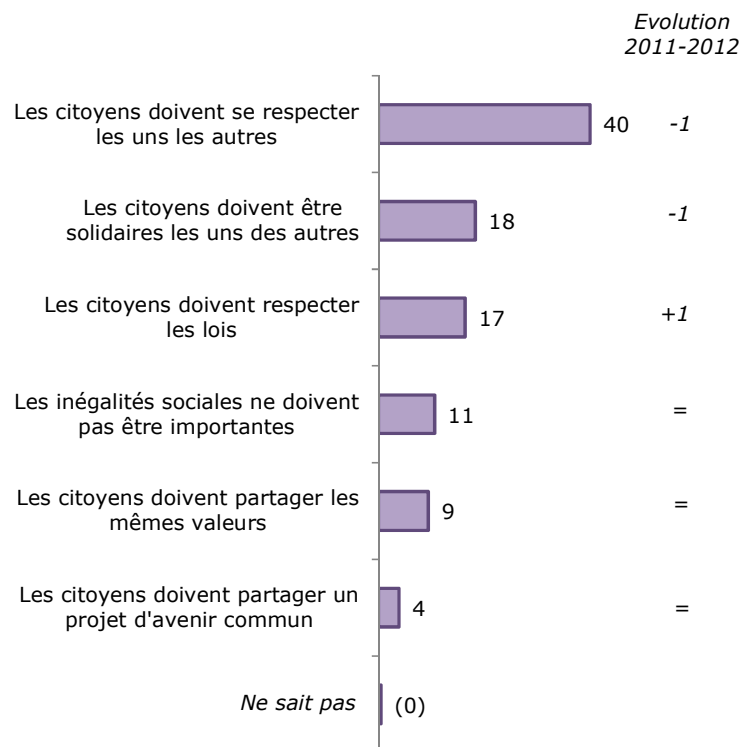
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012
Le détail des résultats sociodémographiques figure p. 66.

3. Une condition indispensable : le respect mutuel

Quelles sont les conditions les plus indispensables à la cohésion sociale ? Pour l'opinion, la cohésion sociale repose, avant tout, sur **le respect** entre individus (40% des réponses). La solidarité (18%), le respect des lois (17%), la lutte contre les inégalités (11%) apparaissent moins prioritaires. Le consensus autour de l'importance du respect mutuel se vérifie d'ailleurs quels que soient les groupes de population étudiés (cf. tableau p.67). Les préférences politiques sont, par exemple, assez peu discriminantes. Tout au plus les sympathisants de droite placent plus haut le respect des lois (22%) que les partisans de gauche (11%). Ces derniers semblent plus sensibles à la solidarité (22%) et à la réduction des inégalités (14%). Signalons toutefois que le respect rencontre, cette année, un écho un plus important chez les catégories modestes (45%) que chez les personnes en haut de l'échelle des revenus (37%).

En fin de hiérarchie, le partage de valeurs (9%) ou d'un projet d'avenir commun (4%) semblent moins indispensables à l'unité du corps social.

Graphique 7 - Pour vous, quelle est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale ? (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Que se cache-t-il derrière l'idée de respect mutuel ? S'agit-il d'une acception peu engageante du respect tel que décrit par Balzac : « *une barrière qui protège également le grand et le petit, chacun de son côté peut se regarder en face* »⁶ ? L'importance du respect dans la cohésion sociale peut, au contraire, être comprise comme une manière pour l'opinion de réaffirmer **l'importance de la responsabilité et de l'initiative personnelle** pour créer du lien social. Christopher Lasch explique ainsi que « *Nous respectons ceux qui sont disposés à être tenus pour responsables de leurs actions, qui se soumettent à des normes exigeantes et impersonnelles appliquées impartialement* »⁷. L'importance conférée au respect pourrait également traduire un certain **besoin de reconnaissance** des individus. La définition du Petit Robert du mot respect renvoie à « *la considération portée à autrui en raison de la valeur qu'on lui reconnaît* »⁸, une valeur qui peut être liée à l'âge, à la position sociale, à la valeur ou au mérite par exemple. Le « discours du respect » présent dans les catégories populaires serait ainsi selon Emmanuel Renault « *comme une réaction*

⁶ Honoré Balzac, Lys, 1836, p. 103

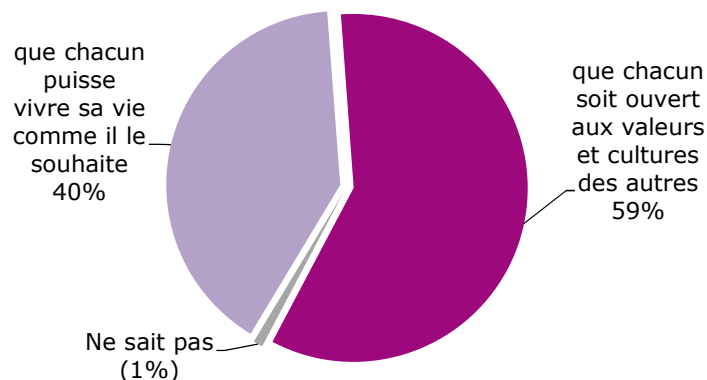
⁷ Christopher Lasch, « Le respect, pas la compassion », Revue du MAUSS, n° 32, 2008

⁸ Cf. Définition du Petit Robert

revendicative à l'expérience d'un déni de reconnaissance (reconnaissance dévalorisante, méconnaissance ou invisibilisation) institutionnalisés de différentes manières »⁹.

Quelle signification revêt ce terme pour la population ? Nous avons proposé deux définitions à notre échantillon. La première propose une version *a minima* du respect qui consisterait à laisser la possibilité à chacun « de vivre sa vie comme il le souhaite ». La deuxième définition, plus extensive, entend le respect comme un effort d'ouverture et de tolérance par rapport aux valeurs et cultures d'autrui.

Graphique 8 - Pour vous, le respect mutuel entre les individus c'est avant tout ... (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

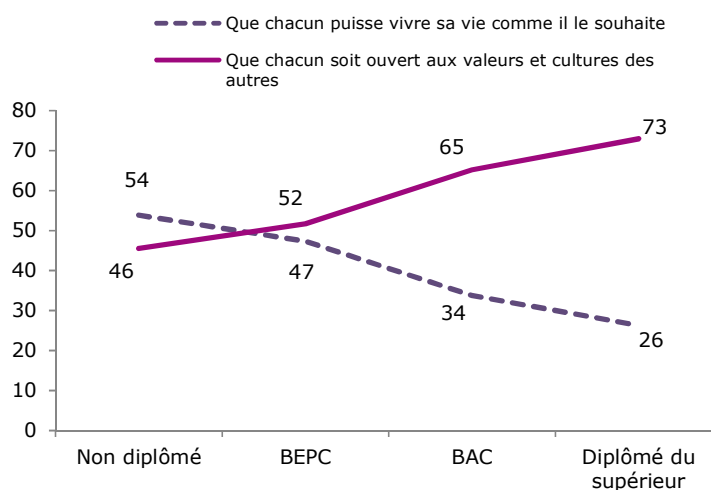
Une très nette majorité associe le respect à **l'ouverture aux valeurs et cultures** de chacun (59%), tandis que 40% pensent plutôt qu'il s'agit de laisser à chacun la possibilité de vivre sa vie comme il le souhaite. Toutefois, les significations varient sensiblement selon le bagage culturel et la **catégorie sociale** de l'interviewé. Si près des trois quarts des diplômés du supérieur et des individus aisés entendent le respect comme une forme de tolérance aux valeurs et cultures de chacun, en bas de l'échelle sociale, une majorité adhère plutôt à la définition restrictive de la notion.

Le sens du mot respect est également sujet à des variations notables selon la **politisation** des individus. Les personnes se situant à gauche ou au centre de l'échiquier politique sont plus nombreuses à se retrouver dans la version « extensive » de la définition.

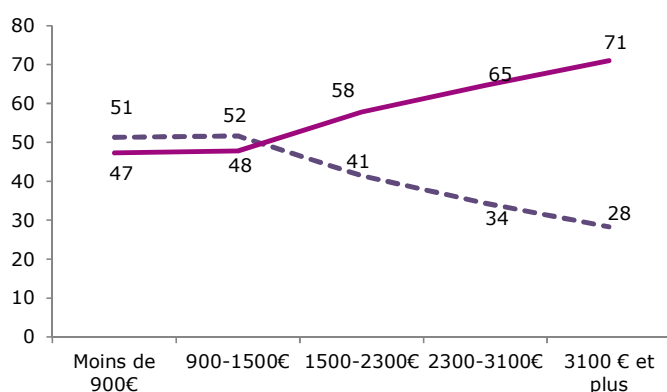
⁹ Emmanuel Renault, « 10. Le discours du respect », in Alain Caillé, La quête de reconnaissance, La Découverte « TAP/Bibliothèque du MAUSS », 2007 p. 161-181.

Graphique 9 – Les significations du mot respect

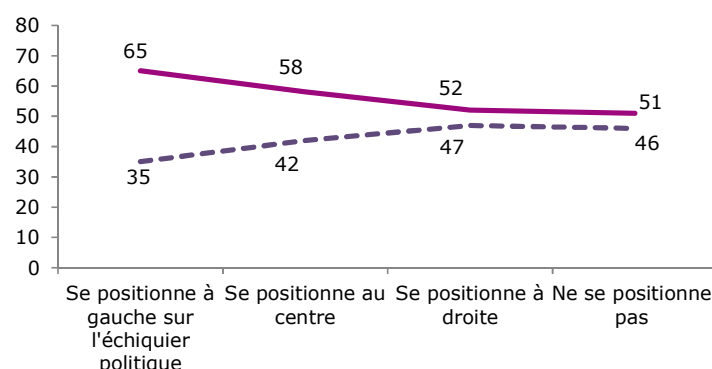
Selon le diplôme (en %)



Selon les revenus mensuels (en %)



Selon l'identification de l'individu à la sphère politique (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012
Le détail des résultats par catégorie sociale figure p.68

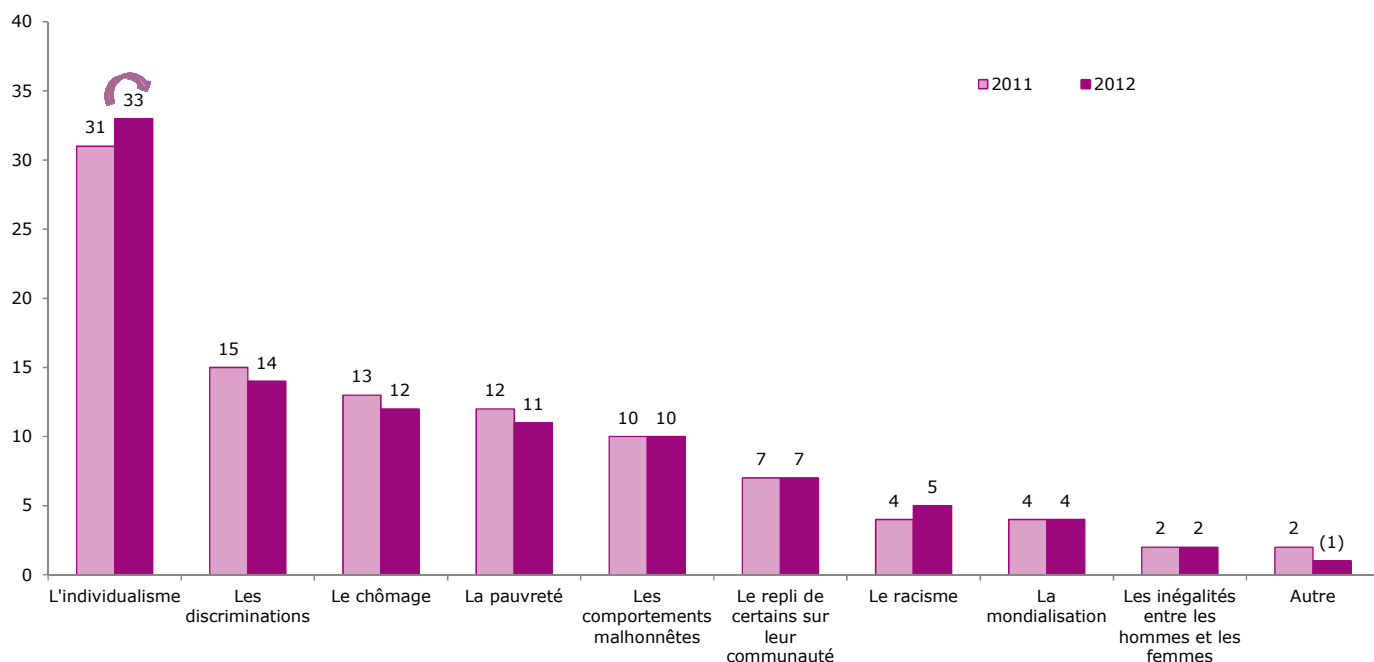
4. L'individualisme est perçu comme la principale menace de la cohésion sociale

L'individualisme apparaît à l'opinion comme le principal écueil de la cohésion sociale (33%). Sur le plan théorique, l'individualisme consiste à voir dans l'individu la suprême valeur, que ce soit dans le domaine économique, politique ou moral. Ce qui n'est sans provoquer des tensions résumées ainsi par Alain Ehrenberg « *On ne peut pas avoir de société individualiste, c'est-à-dire de société qui donne la même valeur à tout être humain, et donc sa chance au premier venu de se faire par lui-même, si on ne brise pas les liens de dépendance entre les gens, mais on ne peut pas avoir de société en général si les gens sont*

« séparés par l'abîme de leur liberté »¹⁰. L'antagonisme entre individualisme et vivre ensemble est d'autant plus fort dans l'opinion que, dans son acception courante, l'individualisme est souvent uniquement associé à une forme d'égoïsme et de repli sur soi. L'image d'une société où chacun serait guidé uniquement par ses propres intérêts semble ainsi dominer les représentations.

Le spectre du chacun pour soi est si présent que, pour l'opinion, les discriminations (14%), le chômage (12%), la pauvreté (11%) ou les comportements malhonnêtes (10%) semblent beaucoup moins mettre en péril le vivre ensemble. Même la mondialisation, qui a pourtant beaucoup occupé les débats de la campagne présidentielle, reste très peu évoquée (4%).

Graphique 10 - Selon vous, qu'est-ce qui, aujourd'hui en France, fragilise le plus la cohésion sociale ? (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

La hantise d'une société minée par des comportements égoïstes s'est même accentuée depuis l'an dernier (+2 points). Cette évolution mérite d'autant plus attention que la crise économique de 2008-2009 et l'augmentation du chômage¹¹ qui s'est ensuivie auraient pu, cette année, apparaître plus dangereuses pour le maintien de la cohésion sociale. En réalité

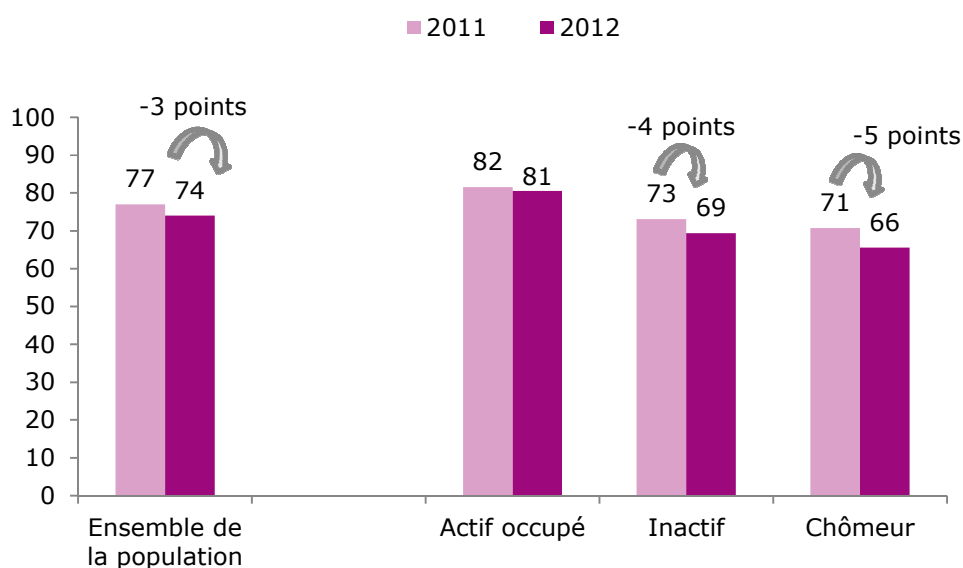
¹⁰ Alain Ehrenberg, « Société du malaise ou malaise dans la société ? », *La Vie des idées*, 30 mars 2010, <http://www.laviedesidees.fr/Societe-du-malaise-ou-malaise-dans.html>

¹¹ Depuis le début de la crise, le taux de chômage approche les 10%, cf. INSEE, « Le taux de chômage augmente de 0,1 point au quatrième trimestre 2011 », *Informations Rapides*, n°59, mars 2012, <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=14>

Dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations », cette augmentation se traduit par une progression de l'inquiétude sur le sujet : depuis le début 2009, 7 personnes sur dix se disent inquiètes des risques de chômage pour elles-mêmes ou leurs proches (72% en 2012), c'est onze points de plus qu'au début 2008.

le lien entre chômage, pauvreté et cohésion sociale semble plus **indirect : le sentiment de ne pouvoir compter que sur soi-même** se diffuse, comme en témoigne la diminution de la proportion de personnes disant pouvoir compter sur l'aide de certains des membres de leur famille en cas de difficultés financières (74%, -3 points), ou la possibilité de trouver un secours auprès de son entourage en cas de chômage prolongé (42%, -7 points). La sévérité de la crise et sa rémanence semble avoir en effet fragilisé en particulier les personnes inactives (retraités, personnes au foyer, étudiants, -4 points) et les chômeurs (-5 points), qui se sentent de plus en plus seuls face aux difficultés.

Graphique 11 - Pense pouvoir compter sur l'aide de certains membres de sa famille, en dehors de ceux qui habitent avec lui, en cas de difficultés financières

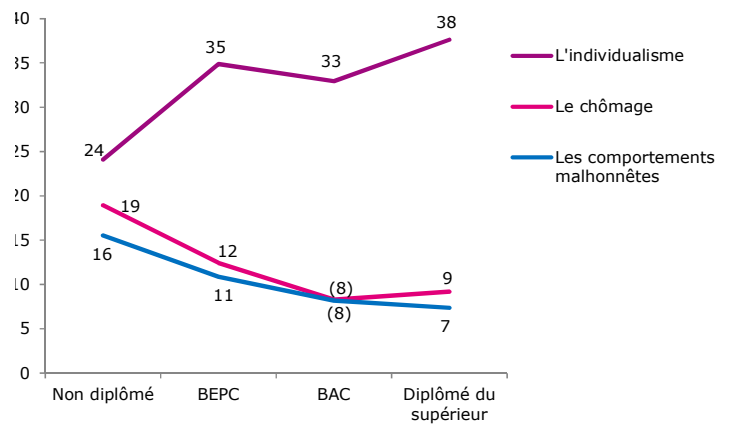
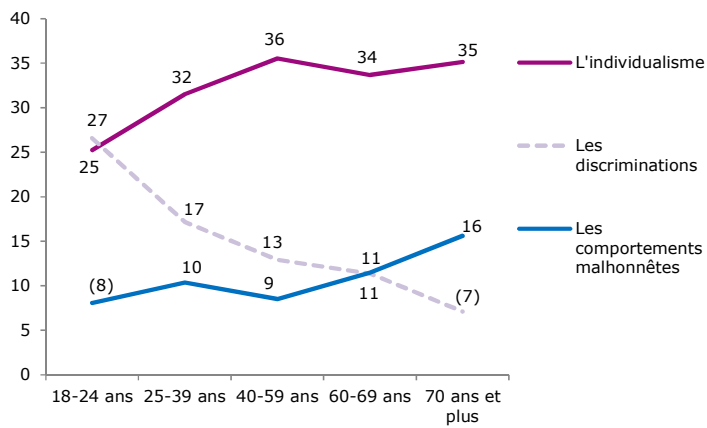


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Ces observations doivent être complétées par quelques nuances d'opinions selon les groupes sociaux. **Les jeunes** semblent moins inquiets des méfaits de comportements individualistes et plus préoccupés de l'impact des **discriminations** sur la cohésion sociale. L'image d'une société dont l'unité serait menacée par des **comportements malhonnêtes** est plus présente chez les **personnes âgées et les non-diplômés**. Ces derniers, plus directement en prise avec les problèmes d'insertion professionnelle, se montrent aussi plus sensibles aux méfaits du chômage sur le lien social (19%).

La **préférence politique** contribue aussi à cliver les réponses : les personnes qui se positionnent à gauche de l'échiquier politique mentionnent plus souvent les discriminations (17% contre 9% à droite) tandis que les personnes de droite sont un peu plus inquiètes des comportements malhonnêtes (16% contre 6% à gauche).

Graphique 12 – Les facteurs fragilisant la cohésion sociale (en %) selon l'âge



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

II – De nombreuses fissures dans le lien social

La place accordée par les Français aux relations entre individus invite notamment à s'interroger sur leur sociabilité. Nos concitoyens se sentent-ils seuls ? A quelle fréquence rencontrent-ils des membres de leur famille ou leurs amis ? Font-ils, de manière générale, confiance à leurs pairs ?

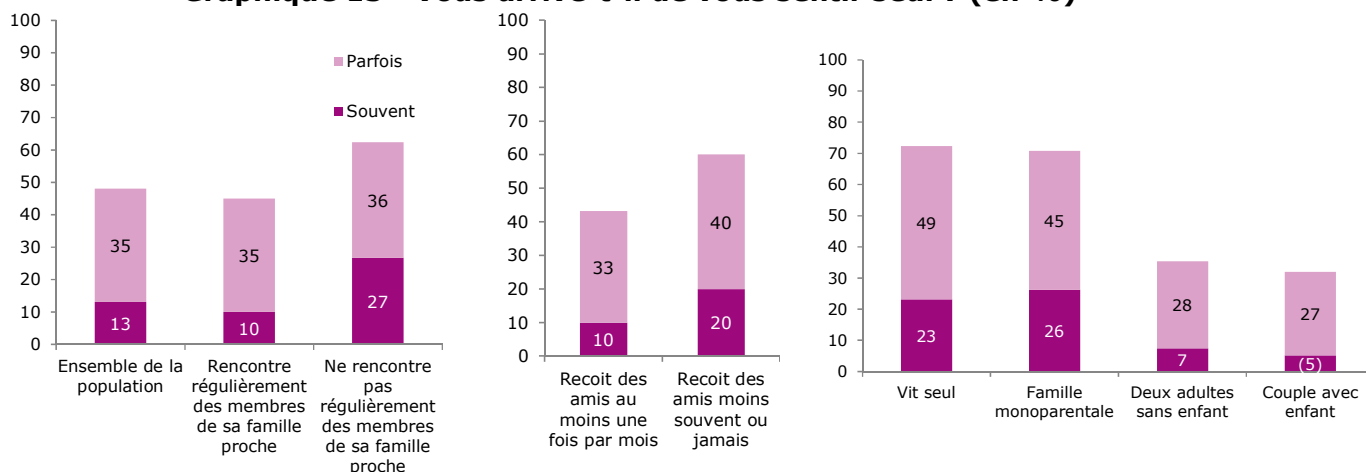
1. Près d'une personne sur deux se sent « parfois » ou « souvent » seule

13% de nos concitoyens se sentent souvent seuls et 35% éprouvent parfois ce sentiment. Au total, c'est donc près d'une personne sur deux (48% exactement) qui est concernée par un certain isolement. L'intensité de la vie sociale (fréquence de rencontre d'amis ou de membres de la famille) ou la vie conjugale et familiale influent évidemment sur les perceptions (Graphique 13). Nous montrions l'an passé à ce sujet que, en particulier, le couple et les enfants jouent souvent le rôle de « pont » vers d'autres relations¹². Mais le **sentiment de solitude n'est pas le strict décalque de la vie relationnelle**. 10% des personnes qui rencontrent souvent leurs amis ou leur famille disent en effet se sentir « souvent seules ». On peut supposer que ces individus expriment alors l'impression de ne pas réellement pouvoir compter sur les autres, de ne se pas se sentir épaulés. Jean Claude Kaufmann ajoute une autre explication. Selon lui, le sentiment subjectif de solitude se construit à l'aune du « regard que l'individu porte sur sa propre situation » (ma vie relationnelle correspond-elle à mes attentes ?), et en fonction des représentations sociales : « celui qui souffre de la solitude éprouve en grande partie ce sentiment parce que les autres lui signalent qu'il est solitaire et que l'isolement est une situation négative »¹³. Difficile de se sentir pleinement entouré dans une société qui valorise très fortement le lien social à travers par exemple la vitrine des réseaux sociaux en ligne qui poussent à multiplier les « amis », « contacts » ou « suiveurs » et où chacun peut désormais mesurer « quantitativement » l'écart qui le sépare des personnes qui disposent d'un réseau social étendu. Ou, à l'inverse, lorsque la lutte contre la solitude est déclarée « grande cause nationale » (2011).

¹² Voir aussi Régis Bigot, *Quelques aspects de la sociabilité des Français*, Cahier de recherche n°169, CRÉDOC, décembre 2001, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C169.pdf>

¹³ Jean-Claude Kaufmann, Les cadres sociaux du sentiment de solitude, *Sciences sociales et santé*, 1995

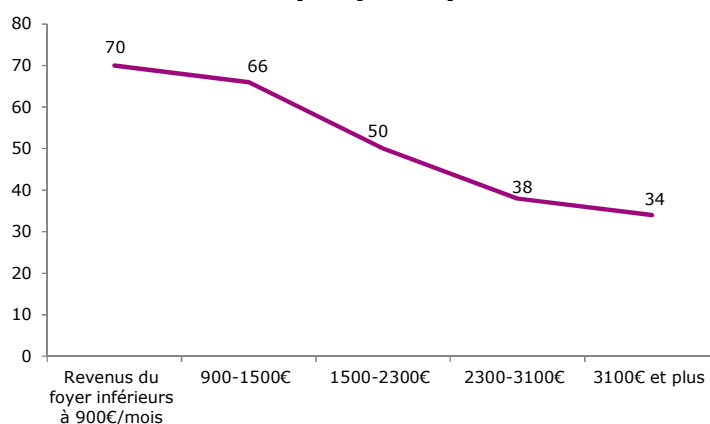
Graphique 13 - Vous arrive-t-il de vous sentir seul ? (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

La rareté des contacts avec l'entourage ou la vie en couple ne sont pas les seuls facteurs explicatifs de la solitude. Si l'argent ne fait pas le bonheur, il semble contribuer très largement à favoriser le lien social. 70% des **bas revenus** témoignent d'un certain isolement quand seuls 34% des personnes aisées se disent concernées. Les **personnes âgées** (53%) et celles atteintes d'une **maladie chronique** ou d'un handicap (58%) ressentent aussi plus durement le manque de lien social. **L'intégration professionnelle** limite également l'isolement : 53% des chômeurs se sentent seuls contre 43% des actifs. Les **personnes au foyer**, parce qu'elles ont moins d'occasions de tisser des liens avec l'extérieur, se sentent aussi plus seules (59% contre 48% en moyenne). Enfin les **femmes**, - probablement en partie car elles sont sur-représentées à la fois chez les personnes âgées et les catégories modestes - se sentent davantage affectées (54%) que les hommes (40%)¹⁴.

Graphique 14 – Le sentiment de solitude selon le niveau de revenus mensuels du foyer (en %)



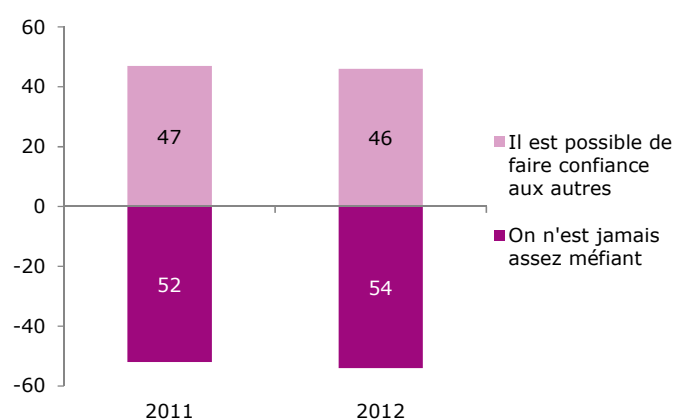
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

¹⁴ Sur ces sujets voir aussi Jean-Louis Pan Ke Shon, Isolement relationnel et mal-être, Insee Première n°931, novembre 2003, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ip931.pdf
Régis Bigot, « L'instabilité professionnelle développe un sentiment de mal-être et fragilise les liens sociaux », *Consommation et modes de vie* n°203, mai 2007, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/203.pdf>

2. La méfiance gagne du terrain

L'an dernier, alors que le plus gros de la tempête économique semblait passé, les Français paraissaient vouloir s'appuyer plus particulièrement sur leurs proches et manifestaient une certaine envie que les liens sociaux se renforcent. La **prolongation de la crise** semble avoir quelque peu **entamé les élans** de solidarité individuelle. Nous évoquions plus haut la diminution de la proportion de personnes disant pouvoir compter sur l'aide de certains des membres de leur famille en cas de difficultés financières (74%, -3 points). Plus généralement, cette année, une **forme de repli sur soi** semble prévaloir. Ainsi, la capacité à accorder sa **confiance envers autrui** est en baisse : 54% de la population pensent cette année que « l'on est jamais assez méfiant », soit deux points de plus que l'an dernier. De manière imperceptible, la proportion de personnes qui se sentent parfois ou souvent seules a très légèrement augmenté (+1 point). La proportion d'individus recevant régulièrement ses amis baisse, quant à elle, de 4 points. La participation associative diminue elle aussi (-3 points en un an). Ces évolutions sont d'autant plus marquantes qu'elles vont à **contre-courant de la tendance de fond**. Au début des années 80 seuls 56% des Français rencontraient régulièrement leurs amis, ils sont aujourd'hui 74%. Sur le plan des aspirations, la population n'a jamais autant placé l'amitié aussi haut : 57% jugent ainsi les amis très importants dans leur vie en 2012, contre 33% en 1985. La crainte du chômage qui taraude la population et les difficultés financières des ménages pèsent aujourd'hui si fortement sur leur moral, que le désir et la capacité à maintenir un lien avec les autres commencent à en pâtir¹⁵.

Graphique 15 - En règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres ou que l'on n'est jamais assez méfiant? (en %)

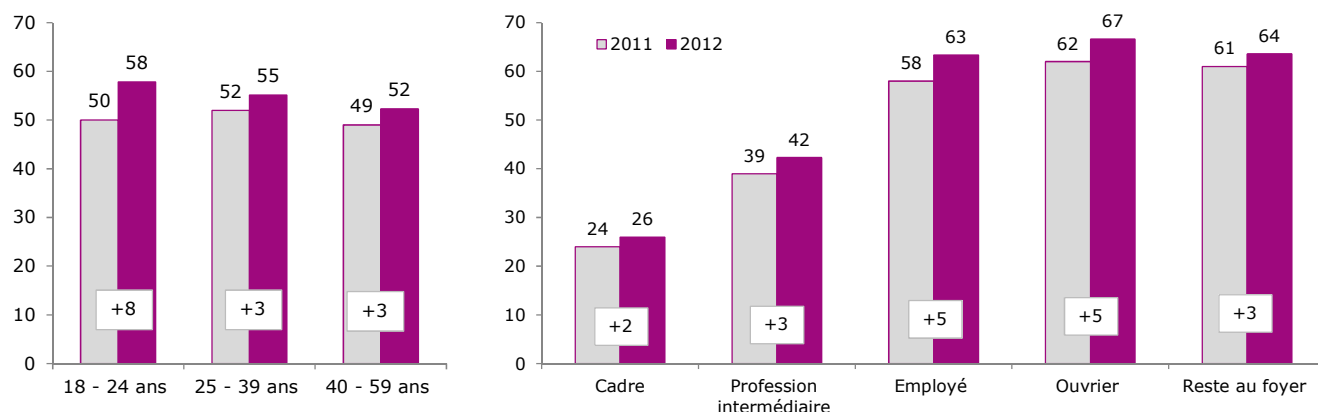


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

¹⁵ Pour plus de détail sur ce sujet, voir Mélanie Babes, Régis Bigot, Patricia Croutte, Emilie Daudey et Sandra Hoibian, « 2012 : La rechute », *Note de conjoncture sociétale*, CREDOC, avril 2012. Alors qu'en 2008, seuls 22% de nos concitoyens citaient le chômage en tête de leurs soucis, la proportion atteint 46% en 2012.

Quelques groupes sont particulièrement touchés par cette « crise de confiance » : citons en particulier les jeunes (58% déclarent que « l'on est jamais assez méfiant », +8 points en un an) et les ouvriers (67%, +5 points).

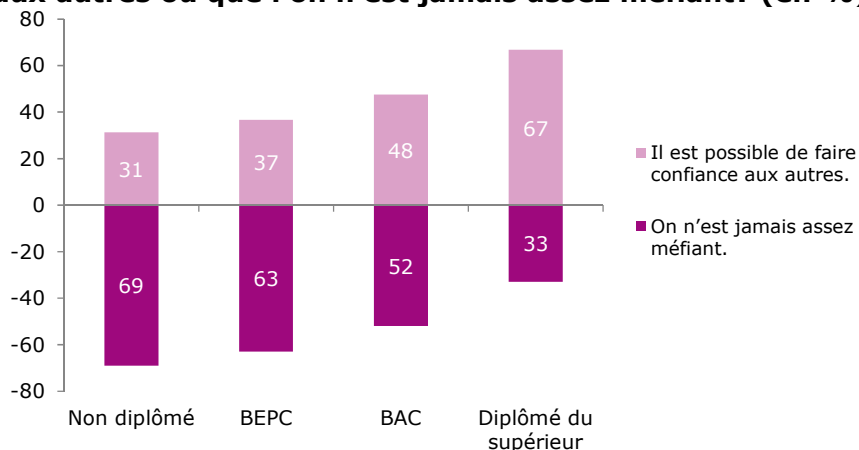
Graphique 16 – Quelques catégories qui estiment davantage cette année que « l'on n'est jamais assez méfiant » (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Le niveau de ressources du foyer, le diplôme de l'interviewé et le positionnement politique restent, en toile de fond, très structurants : les non-diplômés (69%), les personnes avec des revenus inférieurs à 900€ par mois (61%) ou les personnes sans opinion politique (66%) sont les plus circonspectes dans leurs relations à autrui. Tandis qu'en haut de l'échelle sociale, les cadres (74%), les diplômés du supérieur (67%), ou les personnes qui se situent à gauche de l'échiquier politique (55%) se sentent, en règle générale, plus en mesure d'accorder leur confiance aux autres. D'un côté l'instruction aide vraisemblablement à lever des inquiétudes et à aborder les relations aux autres avec plus d'assurance. De l'autre, les personnes de condition modeste ont pu être plus souvent confrontées à des situations de vie plus difficiles.

Graphique 17 - En règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres ou que l'on n'est jamais assez méfiant? (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Les différents marqueurs de l'étiollement du lien social **s'entretiennent les uns les autres**. La méfiance envers autrui croît ainsi à mesure que l'individu se sent seul. Difficile de déterminer le sens des effets : les personnes qui se sentent délaissées par leurs pairs renâclent-elles ensuite à accorder leur confiance ? A l'inverse le manque de confiance en autrui limite-t-il les contacts et par effet de ricochet est-il à l'origine d'une certaine solitude ?

Tableau 5 – Confiance en autrui selon le sentiment de solitude (en %)

	Ensemble de la population	Se sent souvent seul	Se sent parfois seul	Ne se sent jamais seul
Il est possible de faire confiance aux autres	46	34	47	48
On n'est jamais assez méfiant	54	65	53	52
Total	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

3. La perception d'une société de plus en plus inégalitaire

La cohésion sociale ne recouvre pas uniquement la question des relations entre individus. Le Conseil de l'Europe définit le concept comme étant « *la capacité de la société à assurer le bien-être de tous et d'éviter les disparités et les polarisations [...] le bien-être ne peut être atteint s'il n'est pas partagé. Une partie de l'humanité ne peut vivre bien si l'autre est dans le mal-être ou si elle y parvient aux dépens des générations futures, en léguant à ses propres enfants et petits-enfants un monde incertain, aux ressources appauvries* ». La population rejoint d'ailleurs cette vision, puisque 17% associent spontanément les deux mots à la question de la répartition des richesses.

Sur ce thème, les Français sont, de longue date, convaincus **d'une augmentation des inégalités** dans notre société. Déjà en 1992, 83% de la population en semblaient persuadés. Depuis vingt ans que nous suivons ces questions, la proportion de la population estimant que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis oscille autour de 60% (62% en 2012). Une étude de la Commission Européenne montre à ce sujet que **les Français sont parmi les plus sensibles à la problématique des inégalités en Europe** : en 2010, 78% des habitants de l'Hexagone considèrent que l'on s'occupe mal des inégalités et de la pauvreté, ce qui place la France en sixième position du classement, juste après des pays avec des niveaux de richesse bien inférieurs tels que la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Croatie ou la Lituanie.

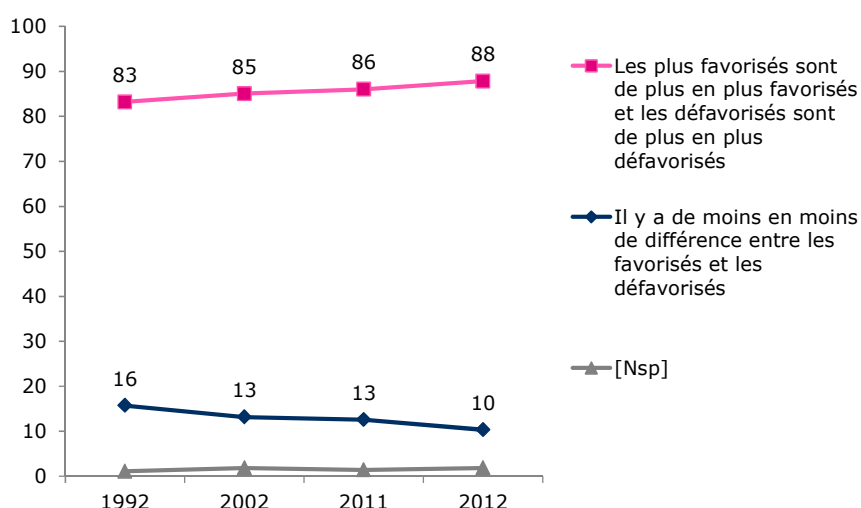
Tableau 6 – Proportion d’individus qui estiment que l’on s’occupe mal des inégalités et de la pauvreté dans leur pays (en %)

Grèce	87	Italie	63
Hongrie	86	Espagne	62
Lettonie	84	Union européenne	62
Croatie	79	Allemagne	60
Lituanie	79	Belgique	57
France	78	Irlande	56
Bulgarie	76	Chypre	54
Roumanie	73	Danemark	51
Estonie	72	Autriche	49
Portugal	72	Finlande	47
Slovaquie	70	Suède	47
Turquie	70	Royaume-Uni	44
Slovénie	65	Pays-Bas	43
République-Tchèque	64	Malte	37
Pologne	64	Luxembourg	34

Source : Commission européenne, Eurobaromètre n°315, Climat social, janvier 2010
Lecture : 87% des Grecs estiment que l’on s’occupe mal des inégalités et de la pauvreté dans leur pays

La crise économique qui sévit depuis 2009 n’a pas arrangé les choses. Le sentiment que les inégalités se creusent a tendance à gagner petit à petit du terrain dans les esprits. En particulier l’idée que, en haut de l’échelle sociale, certains jouissent de rémunérations indécentes a rencontré un écho particulier ces dernières années, qu’il s’agisse de dirigeants de grandes entreprises, de traders, de stars ou de sportifs renommés¹⁶.

Graphique 18 - Avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus en accord ?



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

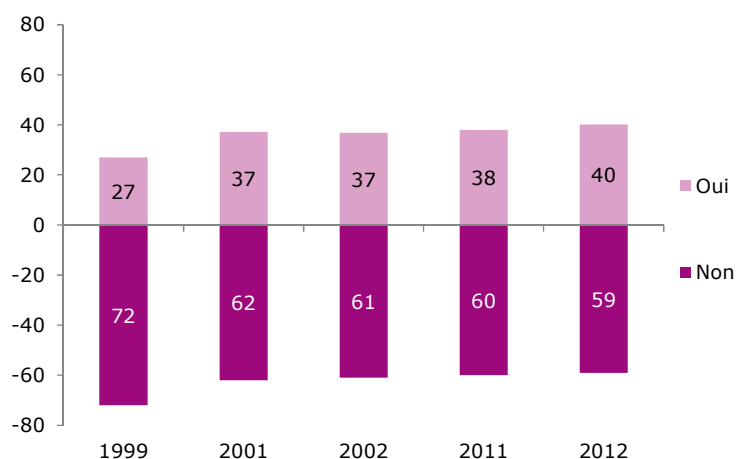
¹⁶ Pour plus de détail sur cette thématique voir», *Note de conjoncture sociétale*, avril 2012, *op.cit.*

4. Seule une petite minorité a le sentiment que chacun peut trouver la place qu'il mérite dans la société

La thématique du mérite occupe une place grandissante dans le débat public, en particulier depuis la crise de 2009. Alors que la croissance n'est plus au rendez-vous la question de la répartition des richesses est devenue de plus en plus centrale. Tour à tour plusieurs polémiques concernant la légitimité des places d'un bout à l'autre de l'échelle sociale se sont succédé : Qui mérite d'être fortement rémunéré ? Les détenteurs de hauts salaires ou d'importants patrimoines « méritent-ils » leur position sociale ? Les chômeurs méritent-ils les aides dont ils peuvent bénéficier ? La question est d'autant plus mouvante que, comme le souligne Amartya Sen, le concept du mérite est très dépendant de « *de la manière dont nous voyons la bonne société et les critères sur lesquels nous nous appuyons pour juger des succès et des échecs de cette société* »¹⁷. Certains pourront valoriser les talents individuels ou les aptitudes personnelles, d'autres les diplômes, ou les efforts réalisés par chacun¹⁸.

Lorsqu'on interroge la population sur la possibilité, pour chacun, de trouver vraiment la place qu'il mérite dans notre société, le corps social se montre plutôt **négatif (59% sont d'avis contraire)**. Cette opinion prévalait déjà il y a dix ans. Les avis se tempèrent toutefois un peu cette année : 40% estiment en effet que la méritocratie fonctionne, c'est 2 points de plus par rapport à 2011.

Graphique 19 - Pensez-vous que, dans notre société, chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite ? (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

¹⁷ Amartya Sen et Maxime Parodi, « Mérite et Justice », Revue de l'OFCE, n°102, 2007, <http://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2007-3-page-467.htm>

¹⁸ Sur ce thème, Caroline Guibet Lafaye montre que, derrière la notion de mérite, les Français souhaiteraient voir valoriser prioritairement l'effort, suivi des résultats obtenus dans le travail, des talents individuels et enfin du niveau de diplôme, soit une hiérarchie inversée par rapport à celle qu'ils perçoivent dans la réalité. Cf. Michel Forsé et Olivier Galland (2011), Michel Forsé et Olivier Galland, « Les Français face aux inégalités et à la justice sociale », Armand Colin, 2011

Les réserves sur l'adéquation entre la position sociale et les mérites personnels traversent l'ensemble du corps social. Elles culminent chez les bas revenus (71%), les professions intermédiaires (64%), les personnes porteuses de handicap ou souffrant d'une maladie chronique (64%), chez les personnes se situant à gauche de l'échiquier politique (67%) et les habitants de la région parisienne (69%) (tableau détaillé p.73).

En réalité, la perception du caractère méritocratique de la société résume assez bien **les antagonismes d'opinion** qui partagent la société française. Les personnes convaincues de l'adéquation des positions sociales avec les mérites de chacun mettent davantage l'accent dans leurs prises de positions sur la **responsabilité individuelle**. Pour ces individus la pauvreté est, davantage que pour leurs contradicteurs, liée au manque d'efforts des individus (36% contre 25%, Tableau 7 page suivante) et le chômage tient surtout à un manque de volonté de la part des demandeurs d'emploi (69% contre 50%). La place occupée par chacun dans la société serait ainsi surtout le reflet du travail, des talents et des efforts individuels. Partant, les réticences à « prendre aux riches pour donner aux pauvres » sont plus nombreuses (34% contre 23%). L'action des pouvoirs publics est plus souvent jugée suffisante par ces personnes (39% contre 28%), voire même parfois considérée comme désincitative : 50% des personnes qui estiment que chacun peut vraiment trouver la place qu'il mérite dans la société craignent, par exemple, que le RSA n'incite les gens à s'en contenter et à ne pas chercher du travail.

A contrario, les doutes émis sur l'adéquation entre mérites et places sociales s'appuient sur une vision de la société dans laquelle « *les individus ne sont pas maîtres de leurs choix [et] se révèlent plus ou moins **déterminés par les circonstances** dans lesquelles ils naissent, grandissent, se forment* »¹⁹. Selon ce schéma de pensée, les personnes en bas de l'échelle sociale ne pourraient alors être totalement tenues responsables de leur situation (70%), qui serait surtout imputable à des facteurs externes. De là découlent des opinions quasi-symétriques à celles présentés plus haut. En particulier, l'action des pouvoirs publics auprès des plus démunis apparaît plus souvent insuffisante (69%) et la nécessité de « prendre aux riches pour donner aux pauvres » plus impérieuse (76%). Notons que ces perceptions convergent avec l'idée d'une société de plus en plus inégalitaire (91%).

¹⁹ Patrick Savidan, Le mérite individuel peut-il justifier les inégalités sociales ?, Observatoire des inégalités, août 2004, <http://www.inegalites.fr/spip.php?article251>

Tableau 7 – Les opinions sur la possibilité d’occuper la place méritée dans la société s’insèrent dans des visions antagonistes des inégalités et des raisons de celles-ci (en %)

	Ensemble de la population	Pense que chaque individu a aujourd’hui la possibilité de trouver vraiment la place qu’il mérite	Pense que chaque individu n’a pas aujourd’hui la possibilité de trouver vraiment la place qu’il mérite
Ce qui explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté c’est plutôt parce qu’elles n’ont pas eu de chance	66	61	70
Ce qui explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté c’est plutôt parce qu’elles n’ont pas fait d’effort	30	36	25
Plutôt d’accord avec l’idée suivante « Si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi »	58	69	50
Plutôt pas d’accord avec l’idée que Si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi	40	29	48
Pense que les inégalités se creusent (dans notre société, les plus favorisés sont de plus en plus favorisés et les défavorisés sont de plus en plus défavorisés)	88	84	91
Pense que dans notre société, il y a de moins en moins de différence entre les favorisés et les défavorisés	10	14	7
Est tout à fait ou plutôt d’accord avec l’idée « Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres »	71	64	76
N’est plutôt pas ou pas du tout d’accord avec l’idée « Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres »	28	34	23
Pense que les pouvoirs publics font trop pour les plus démunis	4	6	3
Pense que les pouvoirs publics font ce qu’ils doivent pour les plus démunis	32	39	28
Pense que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis	62	53	68
Le RSA risque d’inciter les gens à s’en contenter et à ne pas chercher du travail	43	50	38
Le RSA leur donnera le coup de pouce nécessaire pour s’en sortir	54	48	59

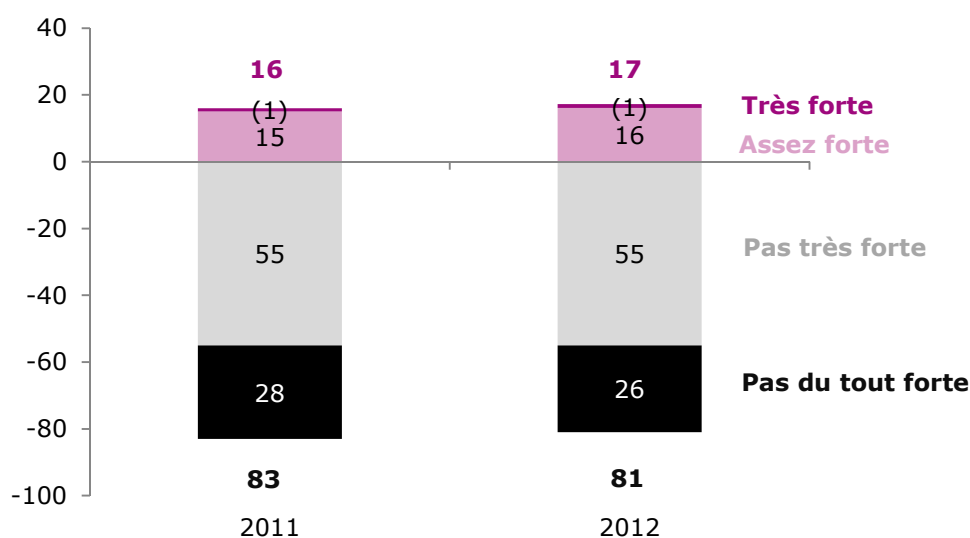
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Lecture : en moyenne 58% de la population pensent que « Si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi », cette proportion s’élève à 69% chez les individus qui pensent que chacun a la possibilité de trouver la place qu’il mérite.

5. Les Français déplorent une faible cohésion sociale

Une société égoïste, inégalitaire et où une frange non négligeable de la population serait laissée sur le bord du chemin... Les représentations convergent vers une vision très **sombre** du vivre ensemble expliquant que seuls 17% de nos concitoyens pensent que la cohésion de la société française est forte.

Graphique 20 - Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement ? (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

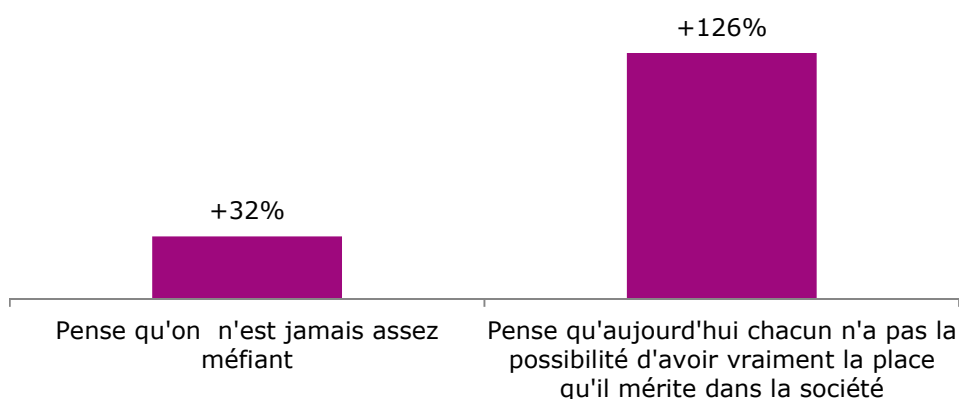
Le constat transcende, cette fois, tous les clivages : dans les 35 groupes sociaux étudiés, jamais moins de 75% des individus partagent ce constat (Tableau 25, p.75). Des **calculs économétriques** permettent d'approfondir ces analyses. Dans plusieurs modèles de régression logistique, nous avons testé, simultanément, l'influence de chacun des critères sociodémographiques : le genre, l'âge, le niveau de diplôme, la profession-catégorie sociale, le niveau de revenu et le lieu de résidence ainsi que, alternativement, l'opinion sur la méritocratie, la confiance que l'on peut avoir en autrui, le sentiment de solitude, ou la fréquence de rencontre d'amis. Ces calculs confirment l'influence réduite des critères sociodémographiques. Tout au plus signalons que les hommes ont par rapport aux femmes, toutes choses égales par ailleurs, 20% de chances en moins de douter de la force de la cohésion sociale. Les habitants de l'agglomération parisienne sont deux fois moins enclins à dépeindre une société fragmentée.

Mais en réalité, le pessimisme quant à l'unité de la société repose, beaucoup, sur le sentiment que la **méritocratie est en panne** : l'idée que chaque individu n'a pas aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite augmente de 126% les chances d'avoir une lecture négative du vivre ensemble. A titre de comparaison, une attitude méfiante dans ses relations avec autrui augmente de 32% les risques de considérer que la cohésion sociale est faible, tandis que des rencontres peu fréquentes ou un sentiment de solitude n'opèrent pas de différences dans les opinions.

Graphique 21

Impact de différentes variables sur la probabilité de considérer la cohésion sociale « pas très forte ou pas forte du tout »

Odds Ratios résultant de régressions logistiques neutralisant les effets de revenu, de diplôme, de profession, d'âge, de sexe et de lieu de résidence (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2012.

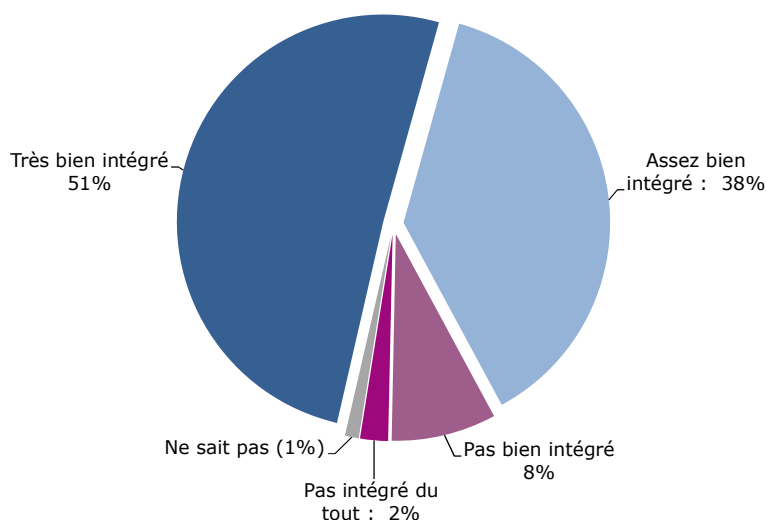
Lecture : toutes choses égales par ailleurs, une personne convaincue que chacun n'a pas vraiment la possibilité d'occuper la place qu'il mérite dans la société a 126% plus de chances de penser que la cohésion sociale n'est « pas très forte ou pas forte du tout ». Détail de la régression logistique p.76

III – ... qui contrastent avec un fort sentiment d'intégration

1. 88% ont le sentiment d'être intégrés dans la société française

Nos travaux ont souvent mis à jour un pessimisme plus marqué lorsqu'il s'agit de dresser un bilan à l'échelle du pays que lorsque les individus sont interrogés sur leur situation personnelle. Par exemple, la proportion d'individus qui perçoivent personnellement une détérioration de leur niveau de vie au cours des cinq dernières années est, depuis le milieu des années 80, inférieure au nombre d'individus qui considèrent que le niveau de vie de l'ensemble des Français s'est dégradé (respectivement 50% et 83% en 2012). Il est en effet souvent plus aisé de dresser un constat noir lorsque l'on parle « des autres » que lorsqu'il s'agit de faire un bilan de sa propre situation. Ainsi avouer être insatisfait de sa vie (professionnelle, familiale, de leur logement, etc.) reste souvent minoritaire dans les enquêtes d'opinion²⁰. Le divorce est encore plus marqué lorsque l'on aborde la question du lien social. Alors que huit personnes sur dix déploreraient la fragilité du vivre ensemble, **88% de nos concitoyens déclarent se sentir intégrés** dans la société française. 51% se disent même très bien intégrés. Le contraste est d'autant plus saisissant que l'intégration pourrait être définie comme « *les processus par lesquels un groupe social, national, familial, etc. s'approprie les individus pour assurer sa propre cohésion* »²¹.

Graphique 22 - Avez-vous le sentiment d'être intégré dans la société française ?
(en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

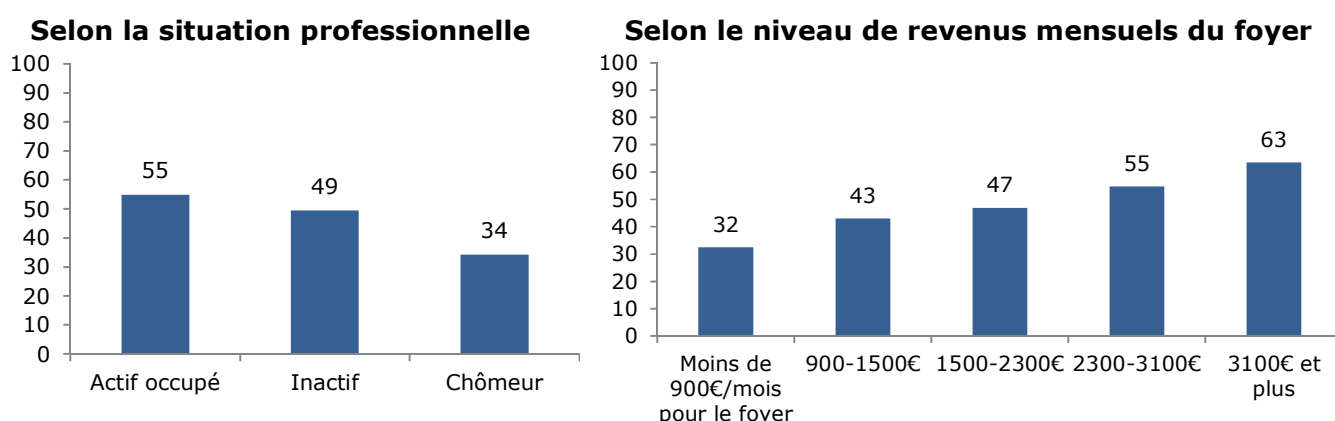
²⁰ La commission européenne décompte autour de 80% de personnes satisfaites de leur vie en général depuis 1995, etc. L'enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CRÉDOC mesure, au cours des trente dernières années, une proportion de personnes satisfaites de leur cadre de vie qui oscille autour de 80%. En 2011, on décomptait 91% satisfaits de leur logement, 87% satisfaits de l'intérêt de leur travail, etc.

²¹ Michel Wieworka, L'intégration : un concept en difficulté, P.U.F *Cahiers internationaux de sociologie* n°125, 2008

Le paradoxe tient peut-être à une certaine intolérance des sociétés occidentales à l'exclusion ou à des **inégalités dans l'intégration**. L'analyse des différences du sentiment d'intégration dans les catégories sociales appuie cette hypothèse.

La **situation professionnelle** exerce, tout d'abord, une influence déterminante sur les situations individuelles : alors que 55% des actifs occupés se disent « très bien intégrés », les chômeurs se sentent beaucoup moins bien insérés socialement (34% se disent très bien intégrés). La désocialisation de certains demandeurs d'emploi a ainsi été décrite par Dominique Schnapper dans « *L'épreuve du chômage* »²². Serge Paugam explique aussi que le chômage affecte différemment les relations sociales selon les pays. Contrairement aux pays du Sud de l'Europe où le chômage est une situation plus banale, « *dans les pays qui ont connu le plein emploi, et dont la situation est aujourd'hui dégradée, les chômeurs ont plus de chances de connaître l'épreuve de la disqualification sociale, d'autant que les représentations de l'honneur social sont plus souvent fondées sur le statut que procure la participation directe à l'activité professionnelle* »²³. Non seulement avoir, ou non, **un emploi** influe fortement les sur les réponses, mais **la place dans la hiérarchie professionnelle** exerce lui aussi un rôle : les ouvriers se sentent plus souvent à l'écart de la société que les cadres et les professions intellectuelles supérieures (respectivement 38% et 66% se disent très bien intégrés). Corrélativement, le niveau de **revenu et le diplôme** sont eux-aussi discriminants. Le sentiment d'intégration varie ainsi quasiment du simple au double entre les bas revenus (32%) et les hauts revenus (63%) et fluctue fortement entre les non-diplômés (44%) et les diplômés du supérieur (59%).

Graphique 23 – Proportion d'individus ayant le sentiment d'être très bien intégrés dans la société française



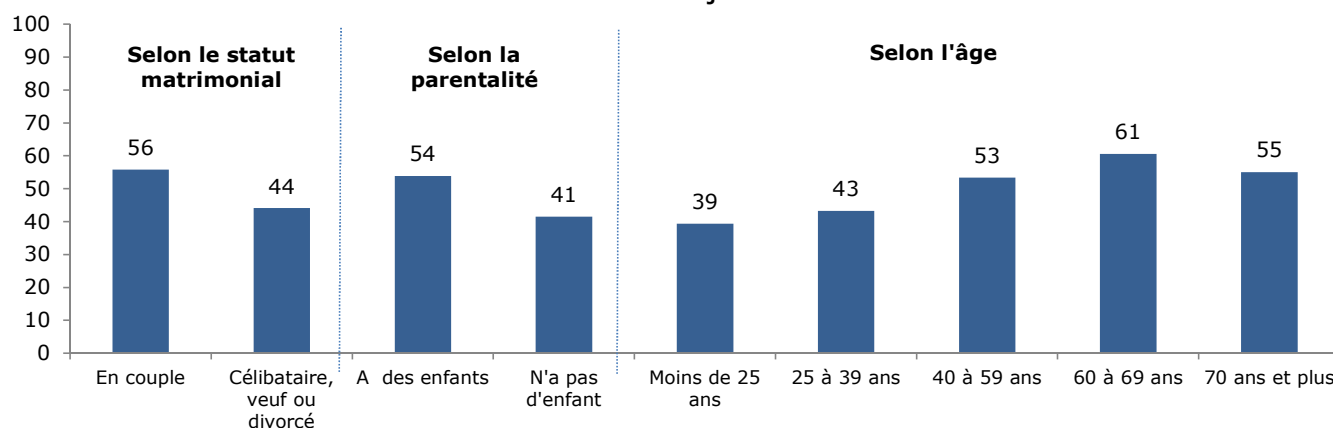
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012
Le détail complet des résultats par groupes sociaux figure p.78

²² Dominique Schnapper, *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, 1981

²³ Serge Paugam, *L'épreuve du chômage : une rupture cumulative des liens sociaux ?*, *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XLIV, 2006, n°135, pp11-27

L'intégration semble aussi liée aux **étapes** qui peuvent jaloner les différents parcours de vie. Le fait **d'être en couple, ou d'avoir eu des enfants** influent tous deux notablement sur les perceptions. Le sentiment d'intégration progresse très nettement au fur et à mesure que les individus avancent en **âge**, pour décliner après 70 ans (Graphique 22). Au-delà du lien avec les différentes « étapes de la vie », le clivage opéré par l'âge peut également faire écho à la question de l'équité entre générations. Différentes études ont ainsi pointé les difficultés actuelles des nouvelles générations pour acquérir une certaine autonomie et place dans la société, qu'il s'agisse d'accéder à un emploi stable, un logement, etc²⁴.

Graphique 24 – Proportion d'individus ayant le sentiment d'être très bien intégrés dans la société française



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

L'intensité de la vie relationnelle imprime également sa marque : les personnes qui se sentent souvent seules (39%), qui reçoivent moins d'une fois par mois des amis chez elles (44%) ou rencontrent rarement des membres de leur famille proche (41%) se sentent plus en retrait.

Enfin, l'intégration semble également fonction de **différents marqueurs sociaux**. Par exemple, les personnes **propriétaires** de leur logement, ayant fini de rembourser leur emprunt se sentent beaucoup plus insérées (60%) que les locataires (43%). Cet écart vient conforter de récents travaux menés au CRÉDOC montrant que, ces dernières années, en liaison avec l'augmentation des prix de l'immobilier, le fossé a eu tendance à se creuser entre les propriétaires, qui jouissent d'un patrimoine s'appréciant de jour en jour, et les locataires, qui se sentent de plus en plus vulnérables et déclassés socialement²⁵. Autre exemple, le **départ en vacances** fait partie lui aussi des signes de réussite : les personnes parties au cours des douze derniers mois sont plus nombreuses à se sentir très bien

²⁴ Voir les travaux de Louis Chauvel, et par exemple, Les nouvelles générations devant la panne prolongée de l'ascenseur social, OFCE, janvier 2006, <http://www.louischauvel.org/ofceralentissementgenerationnel5.pdf>

²⁵ Sur ce thème voir Mélanie Babes, Régis Bigot et Sandra Hoibian, Propriétaires, locataires : une nouvelle ligne de fracture sociale, *Consommation et modes de vie* n°248, mars 2012, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/248.pdf>

intégrées (57%) que les non-partants (43%). Des analyses ont en effet montré que les vacances constituent tout à la fois un marqueur social, un vecteur de bien-être personnel et offrent une opportunité de convivialité et de rencontres²⁶.

Le sentiment d'intégration résulte donc d'une multitude de critères, souvent corrélés les uns avec les autres. A titre d'exemple, les bas revenus se sentent-ils moins bien intégrés dans la société française du fait de leur écart avec le niveau de vie des autres ménages ? L'écart s'explique-t-il par leur situation professionnelle souvent plus précaire ? Ou faut-il le mettre sur le compte d'une sociabilité en moyenne moins dense et diversifiée ? Pour démêler l'influence respective des différents facteurs explicatifs mis à jour, nous avons réalisé plusieurs régressions logistiques, dans lesquelles nous avons testé, simultanément, l'influence de chacun des critères sociodémographiques : le genre, l'âge, le niveau de diplôme, la profession-catégorie sociale, le niveau de revenu et le lieu de résidence et, alternativement d'autres critères (départ en vacances, statut d'occupation du logement, statut matrimonial, etc.)

L'impact de **l'âge** se confirme sur les 7 modèles²⁷ que nous avons testés : toutes choses égales par ailleurs, la probabilité de sentir « très bien » intégré est ainsi diminuée pour les plus jeunes, tandis qu'elle augmente chez les 60-69 ans. De **hauts revenus** favorisent également le sentiment d'être très bien intégré dans tous les modèles testés. La **catégorie professionnelle** (4 fois sur 7) et le **diplôme** (5 fois sur 7) jouent également un rôle important. En revanche, le genre ou la catégorie d'agglomération n'influencent pas le sentiment subjectif d'intégration.

Le caractère **protéiforme du sentiment d'intégration**, qui s'appuie sur une multitude de critères (vie de couple, parentalité, vie sociale, emploi, statut d'occupation du logement ou départ en vacances) est aussi vérifié. Toutes choses égales par ailleurs, un individu a plus de chances de se sentir « très bien intégré » si il travaille, qu'il est en couple, qu'il a eu des enfants, qu'il est parti en vacances dans l'année, etc (Tableau 8). Parmi tous ces facteurs, signalons l'importance de **la vie relationnelle** : les personnes ne se sentant « jamais seules » ont 91% de chances supplémentaires de se sentir très bien intégrées par rapport à celles qui éprouvent de temps à autre ce sentiment, et ce, une fois neutralisés les effets du sexe, de l'âge, du diplôme, des revenus et du lieu d'habitation.

²⁶ Voir par exemple sur ce thème, Sandra Hoibian, *Vacances 2010 : Les contraintes financières favorisent de nouveaux arbitrages*, rapport réalisé à la demande de la DGCS, octobre 2010, http://www.credoc.fr/pdf/Sou/vacances_ete_2010.pdf

²⁷ Sept modèles différents de régression logistique (modèle probit) ont été testés, chacun intégrant systématiquement le genre, l'âge, le niveau de diplôme, la profession-catégorie sociale, le niveau de revenu et le lieu de résidence. Etaient ensuite intégrés alternativement : la situation professionnelle, le fait d'être en couple ou célibataire, le fait d'avoir des enfants, le statut d'occupation du logement (propriétaire, locataire), le départ en vacances au cours des 12 derniers mois, la possession d'une voiture, le sentiment de solitude.

Tableau 8 – Effet de différentes variables sur la probabilité de se sentir « très bien intégré »

dans différents modèles neutralisant systématiquement les effets du genre, de l'âge, du niveau de diplôme, de la profession-catégorie sociale, du niveau de revenu et du lieu de résidence et alternativement d'autres critères (modèle 1 : critères socio-démographiques et sentiment de solitude, modèle 2 : critères socio-démographiques et situation professionnelle, etc...)

	Odds ratio	Significativité
Ne se sent jamais seul (par rapport à une personne qui se sent souvent ou parfois seule)	1,91	0,0%
Actif occupé (par rapport à un chômeur)	1,56	1,3%
Parti en vacances (par rapport à un non partant)	1,34	0,5%
En couple (par rapport à une personne célibataire, veuve ou divorcée)	1,33	1,4%
Propriétaire (par rapport à un locataire)	1,33	1,0%
A un enfant (par rapport à une personne qui n'a pas d'enfant)	1,34	2,1%

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Lecture : Une personne qui ne se sent jamais seule a 91% de chances supplémentaires de se sentir intégrée dans la société française que quelqu'un qui se sent parfois ou souvent seule, avec un Seuil de significativité : khi2 significatif au seuil de 1 pour 1000.

On peut voir dans la diversité des situations **une clé d'explication du paradoxe** entre le pessimisme exprimé quant à la cohésion de la société et le satisfecit individuel. Si la plupart de nos concitoyens se sentent plutôt inclus dans la société, ils perçoivent probablement les grandes disparités d'intégration venant ainsi nourrir les représentations d'une société inégalitaire et peu soudée.

2. Emploi et amitié donnent le sentiment d'être intégré à la société française

Au-delà des analyses que nous avons pu réaliser, nous avons cherché à comprendre ce qui, du point de vue des principaux intéressés, pouvaient nourrir le sentiment d'intégration ou, au contraire, d'exclusion. Pour cela nous avons recueilli leurs impressions à partir d'une question dite « ouverte » permettant aux interviewés d'exprimer, dans leurs propres mots, leurs opinions.

L'emploi confirme sa prééminence : 26% déclarent se sentir intégrés car ils ont « *un travail* ». La situation professionnelle entraîne d'autant plus l'intégration que ce travail permet de se sentir « *épanoui* » ou de se montrer « *utile à la société* ». A l'inverse, il est aussi le premier facteur d'exclusion évoqué par les personnes se sentant « pas bien » ou « pas du tout » intégrées (18%).

L'intégration dans un **réseau relationnel** joue lui aussi un rôle prépondérant (26%) : certains nous disent ainsi « *avoir une vie sociale* », « *avoir de bons rapports avec les personnes rencontrées* », « *dans tous les milieux* », se sentir soutenu et « *entouré par mes*

amis et ma famille » ou par son voisinage « *dans mon quartier on est bien, on s'entend très bien entre voisins* ».

La famille entre aussi en ligne de compte, à travers la construction d'un projet familial « *je suis marié, j'ai des enfants* », des relations avec ses proches « *je vois ma famille* » ou de la responsabilité éducative des enfants « *je fais des efforts pour bien élever mes enfants.* »

D'autres dimensions, que nous n'avions pas abordées jusqu'à présent, sont mises en lumière. **La nationalité française ou l'attachement à la France** qui s'exprime au travers de verbatims comme « *je suis français* », « *j'aime mon pays je suis viscéralement française* », « *le fait d'avoir toujours vécu en France et d'avoir mes racines ici* » sont ainsi évoquées par 22% du corps social. La **communauté de vie, de culture, de valeurs** (15%) vient compléter l'intégration dans le creuset français. Nombreuses sont ici les dimensions qui affleurent : « *parler la même langue que les autres* », « *partager les mêmes valeurs que tout le monde* », « *Le fait d'avoir vécu en France et d'en connaître les coutumes et traditions* », « *vivre et travailler en France* », avoir fait « *toute sa scolarité en France* ».

Du point de vue des interviewés, l'intégration se construit aussi à partir du comportement de chacun, dans une démarche active. **Se comporter en bon citoyen** participe ainsi du sentiment d'intégration pour 20% du corps social. Respecter ses devoirs et « *payer ses impôts* », se « *conformer aux lois en vigueur en France* », se montrer investi dans la cité « *je suis impliquée jusqu'à la moelle* », à travers un engagement associatif, syndical ou politique ou en étant « *prêt à rendre service* » sont autant de raisons de se sentir intégré.

Symétriquement aux devoirs des bons citoyens, le fait **d'accéder à des droits** (10%) comme avoir la liberté de parole et de mouvement, accéder aux prestations sociales, avoir le droit de vote sont des marques d'une certaine égalité avec les autres membres de la société, et partant d'intégration. On retrouve ici une expression spontanée du « *droit d'avoir des droits* » défini par Hannah Arendt²⁸ qui distingue la citoyenneté dans un contexte démocratique qui confère à tous les mêmes droits d'un contexte dans lequel on est « *jugé d'après ses actions et ses opinions* ».

Enfin, **disposer d'un certain niveau de vie** (14%) nourrit l'idée que l'on est bien inséré socialement : 8% citent ainsi le fait de disposer d'un logement ou d'être propriétaire, 6% expliquent qu'ils sont intégrés dans la mesure où ils sont capables de s'assumer financièrement, d'autres évoquent la capacité à subvenir aux besoins de ses enfants, d'accéder aux loisirs et à la culture.

²⁸ Hannah Arendt, *The origins of totalitarianism*, New York, Harcourt, Brace & World, 1966

Au fil des verbatims, on repère ainsi les **quatre grands types de liens sociaux** décrits par Serge Paugam ²⁹: le lien de filiation qui désigne « la *fonction socialisatrice de la famille* », le lien de participation élective qui intègre la « *socialisation extrafamiliale (..) dans laquelle l'individu a un espace d'autonomie* », le lien de participation organique qui s'appuie sur la position sociale dans l'organisation du travail, susceptible « *d'apporter à chacun à la fois la protection élémentaire et le sentiment d'être utile* », et le lien de citoyenneté qui recouvre selon l'auteur « *l'appartenance à une nation* », une égalité des droits économiques et sociaux, des valeurs communes.

Tableau 9 - Qu'est-ce qui vous donne le sentiment d'être intégré dans la société française ? (question ouverte, réponses recodées à posteriori) (en %)

- Champ 88% de la population qui se sentent intégrés -

A un emploi / un bon emploi/ a un travail utile à la société	26	Pas de problème particulier	19
		Pas de problème particulier, se sent bien, à sa place	12
		Ne se sent pas rejeté/ pas marginalisé/ Se sent reconnu	7
		Se sent en sécurité	(1)
Est intégré dans un réseau relationnel	26	Jouit d'un certain niveau de vie	14
Un réseau social (des amis, une communauté, des voisins)/ peut compter sur les autres	22	A un logement/ est propriétaire	8
A une famille (est en couple, a des enfants)	7	Un niveau de vie décent/ la capacité de s'assumer financièrement	6
		Subvient aux besoins de ses enfants/ éduque ses enfants	(2)
		A accès aux loisirs, à la culture	(1)
		A "réussi"/a trouvé sa place	(1)
Nationalité française, attachement à la France	22	Accès aux droits/ prestations sociales/ service public	10
Est né en France/ est de nationalité française	16	Accès aux prestations sociales/ au système de soin/ aides/aux services publics	3
Sentiment d'appartenance, fierté, origines françaises	8	A le droit de vote / vote	2
		A des droits/ peut « accéder à tout »	1
		Liberté (d'expression, de mouvement ou de mode de vie)	4
Partage un mode de vie avec les autres, une culture, des valeurs	15	Couleur de peau/ nom de famille	(1)
Vit en France/ Mode de vie comme les autres/ est « comme tout le monde »	7	Autre	3
Partage les valeurs / la culture/ les coutumes	4	Ne sait pas	4
A une éducation française/ a fait ses études, sa scolarité en France	4		
Parle la langue française	(1)		
Est un bon citoyen	20		
Respecte les lois / les règles/ est honnête	5		
Est actif/ un bon citoyen/ aide les autres/ est solidaire	5		
Participe à des associations, syndicats, s'investit dans sa ville, son quartier	4		
Paie des impôts/ taxes	4		
Respecte les autres/ est tolérant	4		

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

²⁹ Serge Paugam, L'épreuve du chômage : une rupture cumulative des liens sociaux ?, *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XLIV, 2006, n°135, pp11-27,

L'analyse sociodémographique met à jour quelques nuances selon les groupes qui figurent dans le Tableau 10. Signalons en particulier que **l'emploi** est plus volontiers synonyme d'intégration pour les cadres et professions intermédiaires, les hauts revenus, et les personnes entre 25 et 49 ans, période coïncidant souvent avec des progressions professionnelles. L'importance du **réseau relationnel** est tout à la fois mis en avant par des catégories qui jouissent en moyenne d'une vie sociale étendue (cadres) et par celles qui sont plus éloignées de l'emploi en moyenne (bas revenus, personnes au foyer). La **nationalité française** et l'attachement au pays sont plus volontiers cités par les 70 ans et plus et les habitants de la région parisienne. La notion de communauté de vie revient plus souvent dans les discours des jeunes, des diplômés du supérieur et des habitants de la capitale et ses environs. Vécu comme **plus incertain, plus précaire**, l'atteinte d'un certain **niveau de vie** semble plus crucial aux classes moyennes : professions intermédiaires, employés et aux jeunes. Les catégories aisées mettent davantage en avant l'absence de « soucis » comme signe de leur intégration.

Tableau 10 – Les raisons de se sentir intégré selon les groupes sociaux (en %)

- Champ 88% de la population qui se sentent intégrés -

Groupes citant plus souvent l'emploi	Groupes citant plus souvent le réseau relationnel	Groupes citant plus souvent la nationalité française, l'attachement à la France	Groupes citant plus souvent le partage d'un mode de vie, une culture, des valeurs	Groupes citant plus souvent le fait d'être un bon citoyen	Groupes citant plus souvent l'absence de problèmes	Groupes citant plus souvent le niveau de vie dont ils disposent
26% en moyenne	26% en moyenne	22% en moyenne	15% en moyenne	20% en moyenne	19% en moyenne	14% en moyenne
25-39 ans (35%)	Cadres (32%)	70 ans et plus (29%)	18-24 ans (28%)	Cadres (25%)	Revenus supérieurs à 3100 euros (25%)	25-39 ans (19%)
40-49 ans (33%)	Personnes au foyer (31%)	Non diplômés (28%)	Diplômés du supérieur (23%)	Agglomération parisienne (20%)	Professions intermédiaires (19%)	Professions intermédiaires (19%)
Diplômés du supérieur (32%)	Bas revenus (31%)	Personnes au foyer (31%)	Cadres (20%)	Etudiants (37%)	Employés (23%)	Employés (23%)
Indépendant (36%)	Agglomération entre 20 et 100000 habitants (35%)	Revenus entre 900 et 1500 euros (27%)	Agglomération parisienne (22%)			
Cadres (39%)		Agglomération parisienne (27%)				
Professions intermédiaires (43%)						
Employés (39%)						
Revenus entre 2300-3100 euros par mois (31%)						
Revenus supérieurs à 3100 euros par mois (32%)						

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012
Le détail complet des résultats par groupes sociaux figure p.80

Les raisons du **sentiment d'exclusion** rejoignent en partie, de manière symétrique, les motifs d'intégration. Le travail (18%) et plus généralement la **position sociale** (33%) arrivent en tête des réponses : « *je me sens malheureux sans réussite, le sentiment d'avoir tout raté* », « *plus de pouvoir d'achat* », « *je n'ai pas de travail* ». Le **manque de lien social** et le sentiment de vivre dans une société individualiste (21%) est également

déterminant : « *Je ne sors pas* », « *je ne vois personne* », « *l'indifférence des gens* », « *Il y a un manque de partage entre les individus. Tout le monde reste chez soi et ne va pas voir son voisin* ».

La question du non-respect des droits de chacun et de l'inégalité de traitement est aussi évoquée. 25% des personnes qui ne se sentent pas intégrées se disent « **victime[s] de discrimination** », qu'il s'agisse de discrimination ethnique « *[je ne suis] pas traité sur le terrain de la même façon qu'un Français de souche* » ou en liaison avec leur état « *Je suis handicapée et les gens pensent que les personnes en fauteuil sont bien souvent des personnes n'ayant pas toute leur tête* » ou de leur orientation sexuelle « *Par rapport à mon orientation sexuelle, c'est toujours en période de crise que les minorités écopent* ».

D'autres expriment un malaise par rapport à une **société injuste** (20%) et un certain sentiment **d'abandon de la part des pouvoirs publics** « *les services publics ne sont plus présents. Il faut se débrouiller seul* », « *Nos gouvernants ne sont pas suffisamment à notre écoute* » « *le fait de ne pas être aidé alors que je n'arrive pas à finir mes fins de mois* », alors que subsistent de « *trop grandes différences de salaire* ».

Certains (9%) font état enfin d'un certain **anticonformisme**, souvent en réaction au rejet de leur différence : « *Déjà à mon âge je ne suis pas marié et je n'ai pas d'enfant ce qui fait qu'on me considère comme un marginal. En France il faut faire comme tout le monde et rentrer dans un moule sinon on vous regarde d'un mauvais œil et on vous juge* ». « *Je suis un paria. Je dis ça parce que je suis délégué syndical et de ce fait les gens me rejettent. Ils ont peur de moi, que ce soit les patrons et les ouvriers. Et de toute façon je ne veux pas être dans la norme.* »

Notons enfin que la dimension spatiale de l'intégration ou de l'exclusion³⁰ qui a fait l'objet de nombreux travaux n'est, en revanche, pas évoquée par les interviewés.

³⁰ Jean-Paul Fitoussi, Eloi Laurent, Joël Maurice, *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, Paris 2004

Tableau 11 - Qu'est-ce qui vous donne le sentiment de ne pas être intégré dans la société française ? (question ouverte, réponses recodées à posteriori) (en %)

- Champ 10% de la population qui ne se sentent pas intégrés -

Position sociale insatisfaisante	33
N'a pas de travail/ ou pas un bon travail	18
Pauvreté/ pas en capacité de s'assumer financièrement	(13)
Sentiment d'échec	(4)
Victime de discrimination (liée au handicap, à la maladie, au sexe, à la couleur de peau, etc), de racisme, d'un regard négatif	25
Manque de lien social	21
Isolement relationnel/ indifférence/ gens agressifs/ hypocrites	15
La société est trop individualiste	(8)
Une société injuste	20
Pas les mêmes droits/ pas accès aux aides/ pas assez d'aides	(8)
Il y a trop d'inégalités	(8)
L'Etat, les politiciens ne s'occupent pas de nous	(7)
Se sent différent des autres	9
Ne se sent pas comme tout le monde, n'a pas la même culture	(6)
La France n'est pas le pays d'origine de l'interviewé	(2)
Couleur de peau/ nom de famille	(1)
Ne se sent plus « chez lui », les étrangers sont mieux traités	(4)
Sentiment d'insécurité	(3)
Autre	(11)
Ne sait pas	(3)

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

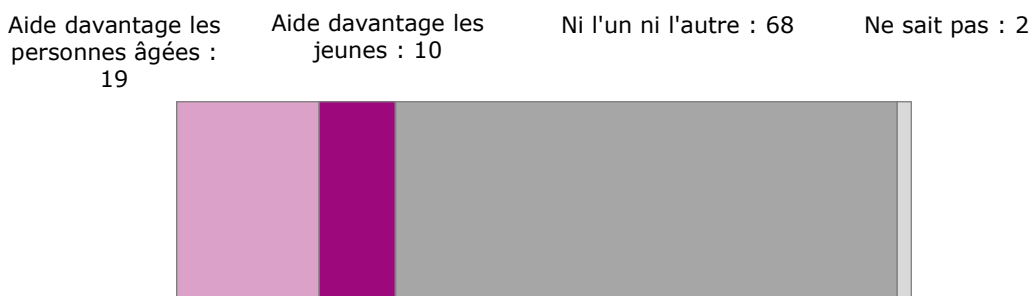
3. Le corps social n'identifie pas de conflits générationnels

Les inégalités peuvent être appréhendées sous divers angles : inégalités de revenu, inégalités de genre, etc. Le vieillissement conjugué au ralentissement de croissance voire à la récession économique des sociétés occidentales soulève depuis quelques années la question de la juste répartition des ressources entre les **classes d'âge**. Plusieurs travaux pointent à ce sujet l'aggravation d'une fracture entre les générations pour lesquelles l'entrée dans la vie adulte s'est faite dans des conditions favorables voire exceptionnelles (les baby-boomers) et celles pour qui la première recherche d'emploi a eu lieu dans un contexte de crise économique³¹. A l'autre bout de la pyramide des âges, la réflexion autour des mécanismes de protection sociale dédiés aux retraites ou à la dépendance des personnes

³¹ Louis Chauvel explique ainsi que les nouvelles générations de jeunes adultes souffrent tout à la fois de taux de chômage plus élevés, d'une baisse du revenu médian, d'un « déclassé scolaire », d'un éloignement de la jeunesse salariée des centres villes et des quartiers valorisés, etc., dans Louis Chauvel, Comment définir les victimes du changement social cohorte, *Regards croisés sur l'économie* n°7, 2010

âgées est d'autant plus complexe que les systèmes ont été bâtis autour d'un cycle de vie « à trois temps : éducation, travail, retraite [aujourd'hui] bousculé »³² car les parcours familiaux et professionnels sont plus chaotiques. Nous avons cherché à comprendre quel était le sentiment de la population sur ces questions : perçoit-elle une forme d'injustice entre les classes d'âge ? A-t-elle le sentiment que certains bénéficient d'une plus grande protection ? Force est de constater que le corps social ne perçoit pas fondamentalement d'iniquité en la matière : **68% pensent en effet que la société n'aide pas davantage les jeunes ou les seniors**. Tout au plus dans l'esprit de l'opinion, la balance penche un peu plus en faveur des personnes âgées (19%) que des jeunes (10%). Mais dans l'ensemble, le corps social est à l'unisson sur cette question et l'on n'observe pas de véritable clivage des opinions (cf. Tableau 32 p.82). Les débats autour des injustices générationnelles restent, avant tout, des sujets « d'experts »³³.

Graphique 25 - Avez-vous le sentiment que la société... (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

³² Anne Marie Guillemard, Une nouvelle solidarité entre les âges et les générations dans une société de longévité, In Serge Paugam (dir), *Repenser la Solidarité*, Presses Universitaires de France, 2007

³³ Lea Lima, « Les différences de situations entre générations dans le débat public », *Regards croisés sur l'économie* n°7, 2010

IV – Selon l’opinion, les pouvoirs publics peuvent renforcer la cohésion sociale en apportant des réponses aux problèmes d’emploi et de logement

1. Un attachement à un modèle mixte alliant initiatives individuelles et Etat providence

Qui sont aujourd’hui les acteurs de la cohésion sociale ? Qui pourrait aider demain à renforcer celle-ci ? Les débats sur le sujet sont nombreux. Paul Bernard³⁴ distingue trois courants de pensée. Le premier, d’inspiration libérale, insiste « *sur le libre jeu des préférences individuelles (...) main invisible, bénévolat et auto amélioration (...) feront émerger un ordre social flexible et viable* ». Le second prône l’action des institutions pour « *la production et le maintien d’une cohésion fondée sur le partage de valeurs communes* ». Le troisième met en avant l’importance de la réduction des inégalités (par l’action des pouvoirs publics) pour éviter « *l’effondrement de l’ordre social* ».

Deux questions ont été posées aux interviewés pour définir d’une part, qui « *aujourd’hui en France, contribue le plus à renforcer la cohésion sociale* » et qui, demain, serait « *le mieux placé pour améliorer la cohésion sociale* ». Les réponses des interviewés sont relativement convergentes : dans les deux cas, l’opinion française se montre attachée à un **modèle alliant les initiatives personnelles et l’intervention des pouvoirs publics**.

La population place d’abord **l’action individuelle** au cœur de l’édifice : 34% estiment en effet que « les efforts de chacun pour vivre ensemble » sont aujourd’hui les plus indispensables à la cohésion sociale et 35% considèrent que les « habitants eux-mêmes » sont aussi les plus à même d’améliorer la situation. Ces résultats rejoignent, d’une certaine façon, la « société des individus » présentée par Norbert Elias réfutant l’idée qu’il y aurait d’un côté l’individu et de l’autre la société, mais plutôt un **tissu de connexions dynamiques** « *Ni l’ensemble lui-même ni sa structure ne sont l’œuvre d’individus isolés, ni même d’un grand nombre d’individus réunis; et pourtant ils n’existent pas non plus en dehors des individus* »³⁵. Loin de se sentir désengagés, comme peuvent le laisser penser différents signaux (abstention aux élections, diminution des engagements syndicaux ou dans des partis politiques, etc.) les individus assument donc leur part de responsabilité dans la cohésion sociale.

Les initiatives individuelles dans le **cadre associatif ou des solidarités familiales** sont

³⁴ Paul Bernard, La cohésion sociale : critique dialectique d’un quasi-concept, *Lien social et Politiques*, n°41, 1999

³⁵ Norbert Elias, *La société des individus*, Fayard, 1991

ensuite jugées moins incontournables, mais semblent toutefois utiles au corps social. Des travaux menés au CRÉDOC avaient montré à ce sujet que, contrairement aux idées très largement répandues dans l'opinion, les solidarités familiales sont vivaces dans l'Hexagone³⁶.

Dans un deuxième temps, **l'action des pouvoirs publics**, conduite notamment sous l'impulsion de l'Etat (25%) apparaît complémentaire aux efforts individuels. **L'école** semble en particulier un important facteur de cohésion sociale aux yeux des interviewés. Il faut dire que l'école est à la fois déterminante pour « **l'insertion** » notamment sur le marché du travail via la sanction du diplôme³⁷. Elle est aussi souvent décrite comme le **moyen de réduire les inégalités** au travers de la thématique de l'égalité des chances. Elle peut être perçue comme un vecteur d'intégration sociale en proposant aux enfants des moments **d'échange et de socialisation**. Elle peut aussi transmettre des **valeurs** permettant de « faire société ». Au travers de ses différentes facettes, l'école peut ainsi être vue comme un moyen de sauvegarde de ce qui caractérise une société, voire d'amélioration de celle-ci. Gérard Fourez résume d'ailleurs ainsi la mission de l'école : « *Dans une société, le système d'éducation a pour but principal de reproduire le système de cette société, quitte à permettre et promouvoir quelques modifications pour éviter sa sclérose. Même les systèmes d'éducation les plus révolutionnaires reproduisent partiellement la société qui les a produits. Ce qui n'empêche pas l'école d'être parfois un moteur important du changement* »³⁸.

La **protection sociale** (17%) semble aussi importante au maintien de la cohésion sociale. La protection contre la maladie, la vieillesse, le chômage, les aides à la famille sont autant de mécanismes qui, du point de vue des interviewés, favorisent le vivre ensemble.

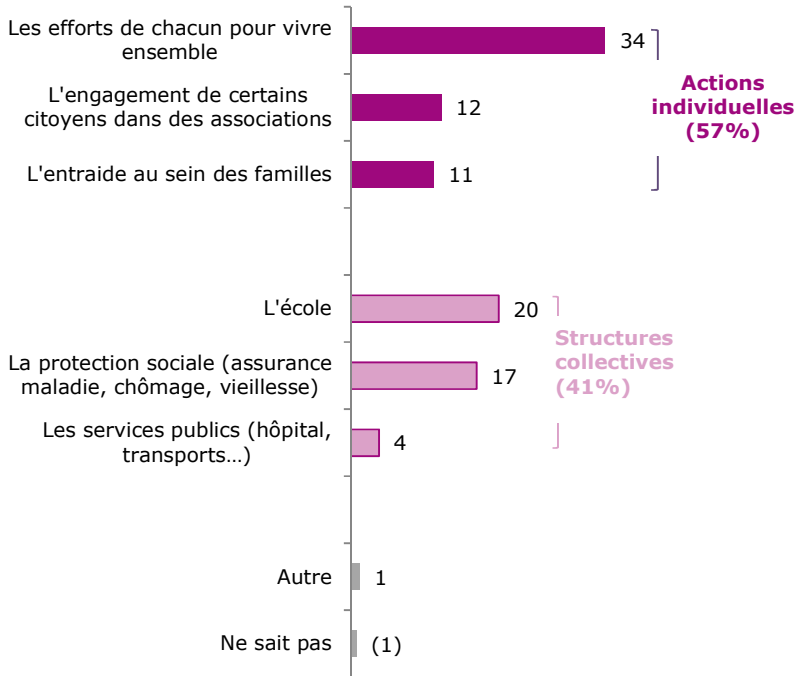
³⁶Régis Bigot, avec la collaboration de David Foucaud, *Le baromètre des solidarités familiales en France, année 2006*, Collection des rapports n°242, CRÉDOC, Février 2007, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R242.pdf>

³⁷ Marie Duru-Bellat, « *L'inflation scolaire : les désillusions de la méritocratie* », Éd. du Seuil, 2006.

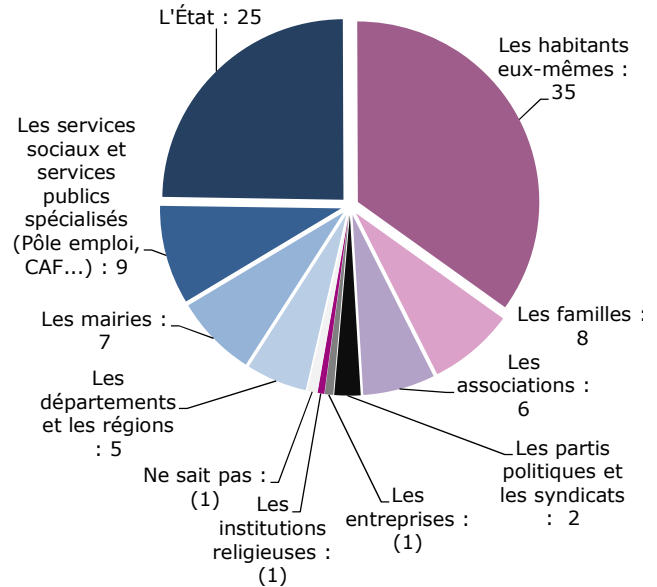
³⁸ Gérard Fourez « Introduction », in *Éduquer, Enseignants, élèves, écoles, éthiques, sociétés*, De Boeck Université, 2006

Graphique 26

Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ? (en %)



Dans la liste suivante, qui est le mieux placé pour améliorer la cohésion sociale ? (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Les tendances sociodémographiques, la baisse de la croissance, la recherche de la compétitivité au niveau international, la construction européenne, nombreuses sont les raisons de questionner le « modèle français ». L'attachement de l'opinion à un système de solidarité mixte alliant initiatives individuelles et action des pouvoirs publics semble tel que, malgré la récente crise économique et financière, les opinions n'ont pas véritablement changé. Tout au plus l'importance des efforts individuels a très légèrement progressé (+1 point) tandis que l'aide des familles semble un peu moins d'actualité (-1 point).

Tableau 12 – Evolution des facteurs contribuant le plus à la cohésion sociale (en %)

	2011	2012	Evolution 2011-2012
Total Actions individuelles	57	57	=
Les efforts de chacun pour vivre ensemble	33	34	+1
L'engagement de certains citoyens dans des associations	12	12	=
L'entraide au sein des familles	12	11	-1
Total Structures collectives	41	41	=
L'école	20	20	=
La protection sociale (assurance maladie, chômage, vieillesse)	17	17	=
Les services publics (hôpital, transports...)	4	4	=
Autre	1	(1)	=
Ne sait pas	(1)	(1)	=

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Les opinions concernant la place des différents acteurs traduisent, pour beaucoup, des attitudes plus générales sur les perceptions par rapport à la pauvreté, aux effets déresponsabilisants des aides, au caractère méritocratique de la société, etc. Pour appréhender cette information, nous avons réalisé une **Analyse des Correspondances Multiples (ACM)** présentée dans le Graphique 27. Cette analyse s'appuie (en variables actives) sur un certain nombre d'opinions par rapport à la cohésion sociale, aux moyens de la renforcer ainsi qu'à des attitudes vis-à-vis de la pauvreté, des minima sociaux, du chômage, etc. Les indicateurs sociodémographiques et le positionnement sur l'échiquier politique sont utilisés comme des variables illustratives (cf. encadré 2 pour la liste exhaustive des variables utilisées dans la typologie).

Cette analyse met en exergue deux grands axes structurant les opinions :

- L'axe horizontal représente les opinions quant à **la responsabilité des individus dans leur situation personnelle**. A droite du schéma, figurent ainsi les promoteurs de la responsabilité individuelle. Ceux-ci estiment que la pauvreté ou le chômage s'expliquent pour beaucoup par un manque d'efforts et que la société actuelle permet à chacun d'occuper vraiment la place qu'il mérite. Ces personnes pointent les effets déresponsabilisants des aides (« la prise en charge par la collectivité des familles défavorisées leur enlève tout sens des responsabilités ») et s'opposent donc à l'idée que, pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres. Pour améliorer la cohésion sociale, ces individus estiment logiquement que les efforts de chacun sont prépondérants. Ces personnes sont plus souvent des

indépendants, des personnes âgées, des ouvriers et des personnes se positionnant à droite ou au centre de l'échiquier politique. A l'opposé (côté gauche du graphique), on trouve à l'inverse les personnes considérant que le chômage n'est pas dû à un manque de volonté, que la pauvreté est plutôt imputable à un « manque de chance », etc. Cette famille de pensée valorise les mécanismes de protection sociale, le rôle de l'état et l'action des individus au niveau associatif. On trouve dans ce groupe plus particulièrement des habitants de l'agglomération parisienne, des personnes se positionnant à gauche de l'échiquier politique et à la fois des personnes aux revenus très modestes (les plus touchées directement par les problèmes de précarité) et les catégories aisées et diplômées (diplômés du supérieur, cadres et professions intellectuelles).

- L'axe vertical met en évidence des formes de solidarités différentes. En haut de l'axe, se trouvent les individus valorisant l'action **des institutions et de « l'Etat providence »**. Ceux-ci soulignent l'importance du rôle de l'Etat, des départements, des régions, des services sociaux et des services publics dans la cohésion sociale. Ces personnes ont, davantage que les autres, le sentiment de vivre dans une société où la cohésion sociale est forte. En bas du graphique, se trouvent les individus préférant des mécanismes de solidarité s'appuyant sur des **initiatives individuelles ou des « corps intermédiaires »**, à travers l'action des associations, des entreprises, des partis politiques et syndicats.

Notons la position centrale de l'école sur la représentation graphique qui illustre le caractère consensuel du rôle de l'éducation scolaire dans la cohésion sociale, même s'il est probable que différentes raisons motivent les individus selon les familles de pensée.

Encadré 2 - Les variables utilisées pour l'analyse factorielle

Variables actives

- **Facteurs contribuant le plus à renforcer la cohésion sociale aujourd'hui**, 7 modalités de réponse
- **Acteurs les mieux placés** pour améliorer la cohésion sociale, 10 modalités de réponse
- **Sentiment que chacun peut vraiment trouver la place qu'il mérite** dans la société, 2 modalités de réponse
- **Force perçue de la cohésion sociale**, recodé en 2 modalités
- **Opinions sur la prise en charge par la collectivité des familles aux ressources insuffisantes**, 2 modalités de réponses (Cela leur permet de vivre, Cela leur enlève tout sens des responsabilités)
- **Raisons qui expliquent le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté**, 2 modalités de réponse (C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance, C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir)
- **Opinion sur les minima sociaux**, 2 modalités de réponse (Il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire)
- **Opinion sur le chômage** (Accord avec l'idée que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi), 2 modalités de réponses (plutôt d'accord, plutôt pas d'accord)
- **Nécessité perçue de prendre aux riches pour donner aux pauvres** pour établir la justice sociale, recodé en 2 modalités

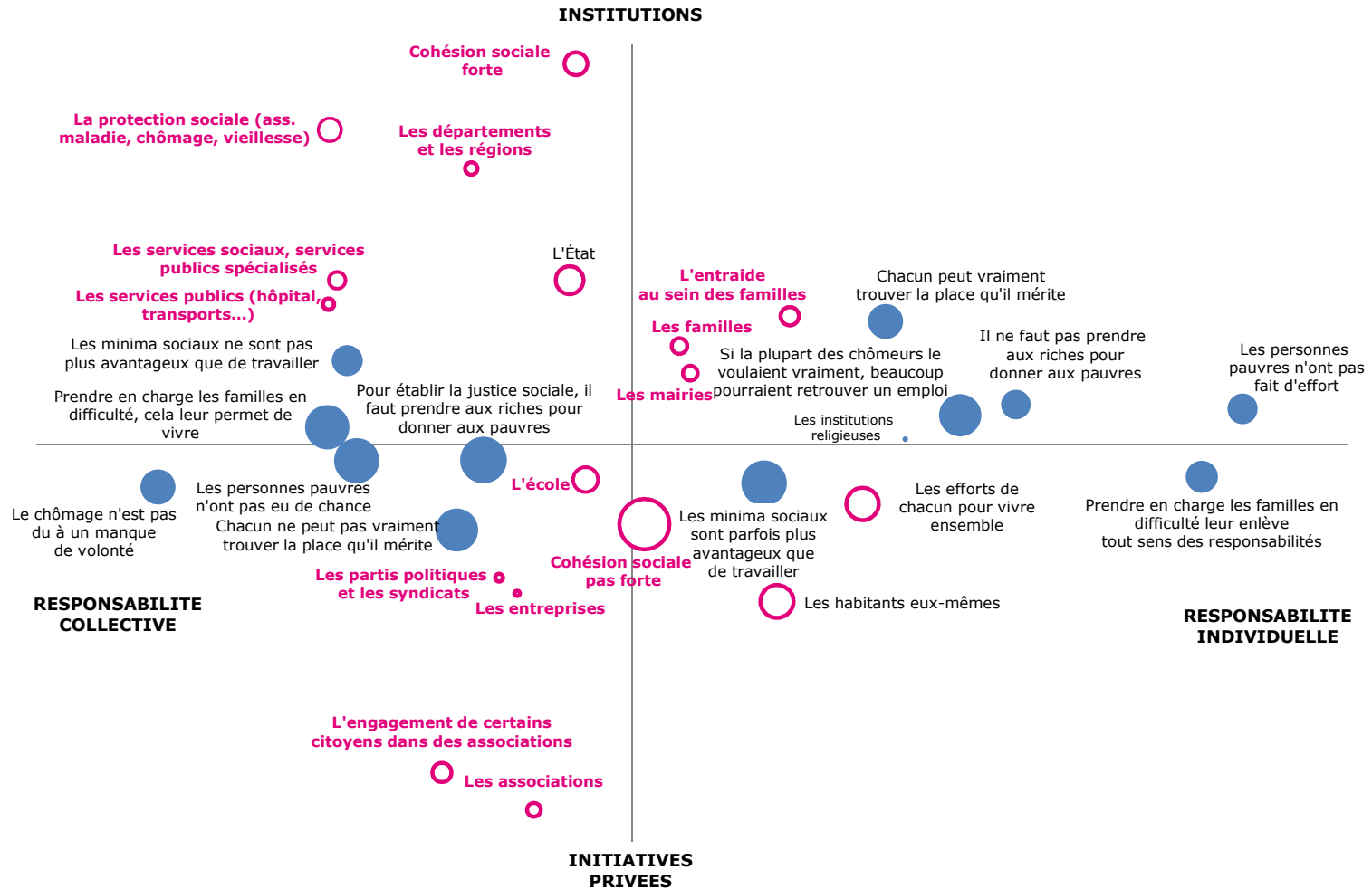
Variables illustratives

- **Sexe**, 2 modalités
- **Age**, 5 modalités
- **Diplôme**, 5 modalités
- **Profession et catégorie socio-professionnelle**, 8 modalités
- **Revenus mensuels du foyer**, 6 modalités
- **Taille d'agglomération**, 5 modalités
- **Identification sur l'échiquier politique**, recodé en 4 modalités

Graphique 27 - Résultats de l'Analyse de Correspondances Multiples (deux premiers axes)

Projection des facteurs contribuant le plus à la cohésion sociale, des acteurs les mieux placés pour améliorer la cohésion sociale et d'autres opinions sur la pauvreté sur les deux premiers axes (variables actives)

Taille de la bulle proportionnelle au nombre de réponses – Les bulles creuses mettent en évidence les opinions ayant trait à la cohésion sociale



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

2. Les pouvoirs publics doivent agir en priorité sur l'emploi, le logement et l'éducation

En additionnant les différents échelons territoriaux (Etat, départements, régions, mairies, etc.), 46% des Français considèrent que les pouvoirs publics sont les mieux placés pour améliorer la cohésion sociale. Quelles sont précisément les attentes à l'encontre de la puissance publique ? Quelles missions semblent prioritaires aux yeux du corps social pour renforcer la cohésion sociale ?

La lutte contre le chômage arrive très nettement en tête des attentes des Français. Depuis le choc de la crise, le taux de chômage — mesuré au sens du bureau international du travail — culmine il est vrai à près de 10% en France³⁹ et en Europe⁴⁰. Année après année, le chômage est redevenu le fléau le plus craint par la population : alors qu'en 2008, seuls 22% de nos concitoyens citaient cette préoccupation en tête de leurs soucis (parmi d'autres telles que la maladie, l'environnement, l'Europe, l'immigration, etc.), la proportion atteint cette année 46%. Or, de la bouche même des interviewés, l'emploi est le premier vecteur d'intégration.

La capacité des pouvoirs publics à « **permettre à tous de bien se loger** » arrive en deuxième position (39%). Cette attente est la seule en progression (+2 points par rapport à 2011). De récents travaux au CRÉDOC⁴¹ ont montré les très nombreux effets de l'augmentation des prix du logement qui sévit depuis 15 ans sur les conditions de vie de la population. Nous l'évoquions plus haut, la hausse de la valeur des logements a eu pour conséquence de créer une nouvelle ligne de fracture sociale entre les propriétaires et locataires. Autre conséquence négative en termes de cohésion sociale : alors que, dans les années 1980, les dépenses de logement n'avaient aucun impact sur la sociabilité des Français, 25 ans plus tard, les ménages en prise avec des difficultés financières liées à l'habitation rencontrent moins souvent des membres de leur famille proche et sont moins investis dans le tissu associatif qu'en moyenne.

Troisième attente forte : **délivrer à tous une éducation de qualité**. L'importance du diplôme dans l'insertion professionnelle, très présente à l'esprit de la population, se conjugue probablement avec des doutes sur la capacité du système scolaire tricolore à offrir de

³⁹ INSEE, « Le taux de chômage augmente de 0,1 point au quatrième trimestre 2011 », *Informations Rapides*, n°59, mars 2012, <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=14>

⁴⁰ Eurostat, Le taux de chômage à 10,8% dans la zone euro, avril 2012, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-02042012-AP/FR/3-02042012-AP-FR.PDF

⁴¹ Mélanie Babes, Régis Bigot et Sandra Hoibian, Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population n°281, CREDOC, décembre 2011, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf>
Mélanie Babes, Régis Bigot et Sandra Hoibian, Propriétaires, locataires, une nouvelle ligne de fracture sociale, *Consommation & Modes de Vie*, n° 248, mars 2012, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/248.pdf>

véritables chances d'insertion à tous les élèves. Des enquêtes internationales⁴² montrent en effet que la France est l'un des pays où le milieu social exerce la plus grande influence sur le niveau scolaire des élèves.

La lecture du triptyque de tête appelle deux remarques. Si l'emploi, le logement ou l'école arrivent en tête des champs dans lesquels la population pense que les pouvoirs publics peuvent agir pour renforcer la cohésion sociale, c'est probablement car il règne dans ces domaines une «*concurrence incessante entre les êtres humains pour obtenir des ressources rares*» dommageable à la possibilité «*de vivre ensemble paisiblement dans une société civile*»⁴³. Les difficultés de nombreuses catégories (jeunes, seniors, familles monoparentales, non-diplômés, familles nombreuses, etc.) à entrer ou se maintenir sur le marché du travail ou à obtenir un logement, les stratégies mises en place par les familles pour garantir à leur enfant une bonne scolarité (choix des matières, des filières, des lieux d'enseignement, etc.) sont aujourd'hui vécus par beaucoup comme des ressources rares, des **enjeux de compétition**.

Une deuxième lecture de ces attentes renvoie au concept de **capabilité** (« empowerment »), tel qu'il a été mis en avant par Amartya Sen⁴⁴ qui défend l'idée que le développement de la responsabilité individuelle ne peut se faire sans que la société elle-même donne à chacun « *les possibilités, les "chances", à l'individu de réaliser ses objectifs* ». L'emploi, le logement, l'éducation peuvent ainsi être vus comme des préalables nécessaires à l'initiative individuelle. C'est probablement pour cette raison que les propositions ayant trait à l'amélioration du bien-être **de tous** sont jugées plus importantes que celles destinées à tel ou tel public (actions en faveur des publics handicapés, de l'égalité entre les hommes et les femmes, etc.).

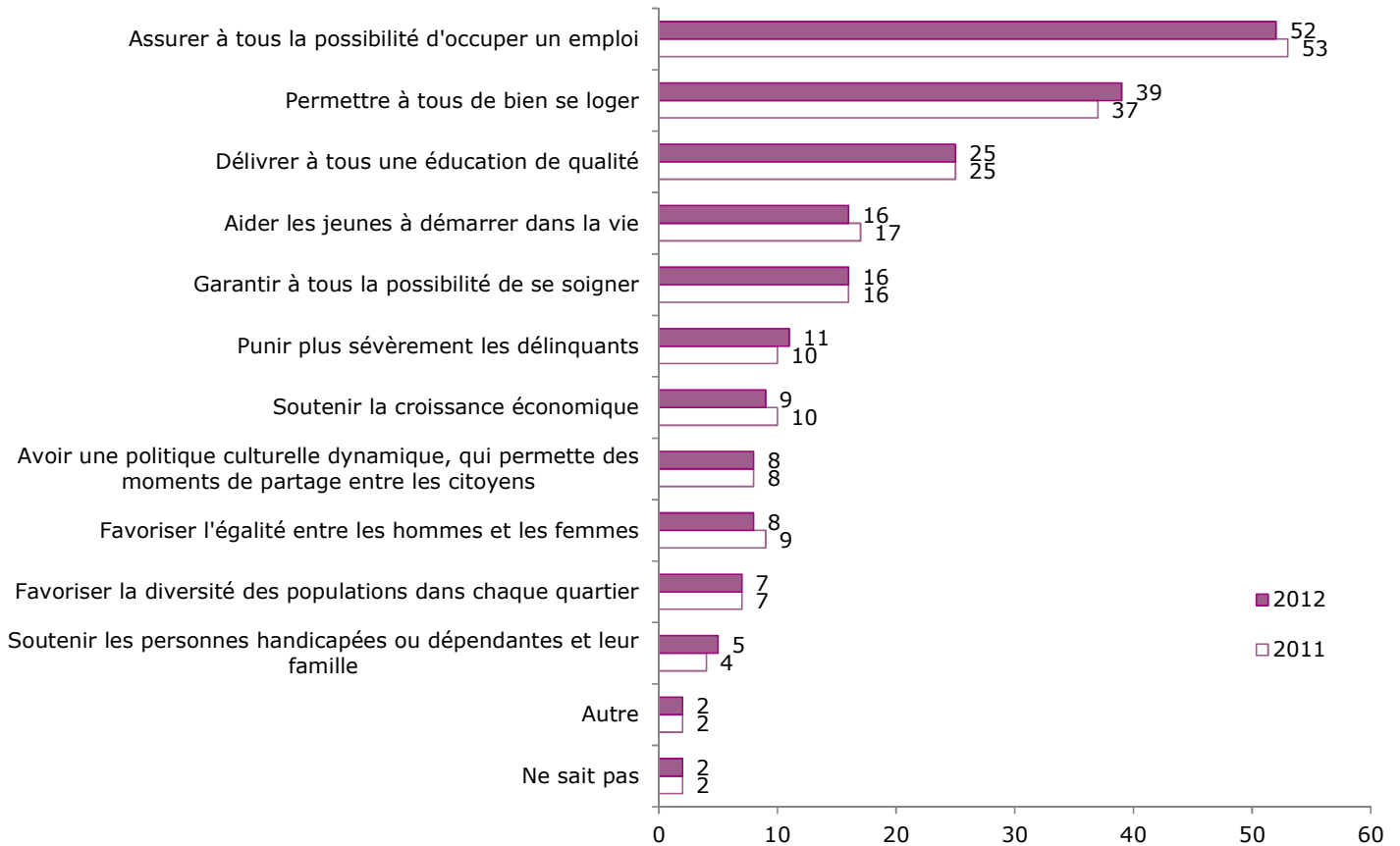
⁴² Enquête PISA, OCDE 2009, <http://www.oecd.org/dataoecd/33/5/46624382.pdf>

Selon cette enquête, « *En compréhension de l'écrit, un élève issu d'un milieu socio-économique plus privilégié (égal à celui du septième d'élèves les plus favorisés) devance un élève issu d'un milieu socio-économique moyen de 38 points, soit l'équivalent de près d'une année d'études, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. L'écart de score entre les élèves issus d'un milieu socio-économique défavorisé et ceux issus d'un milieu socio-économique favorisé s'élève à plus de 50 points en Nouvelle-Zélande et en France* »

⁴³ B Cope et al, Immigration, Ethnic Conflict and Social Cohesion, Sidney Australia, NLLIA Center for Workplace Communication and Culture, 1995

⁴⁴ Amartya Sen Repenser l'inégalité, Paris, Seuil, 2000

Graphique 29 - Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? (en %- cumul des deux réponses)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

La hiérarchie des attentes envers les pouvoirs publics varie peu dans les différents groupes sociaux (Tableau 35 p.85). Signalons toutefois certaines particularités :

- L'emploi est cité plus particulièrement par les cadres et professions intellectuelles supérieures (61%), les habitants de petites agglomérations (entre 2000 et 20000 habitants, 59%), les 70 ans et plus (57%).
- La problématique du logement touche plus souvent les non-diplômés (46%), et les ouvriers (45%).
- Le souhait d'action des pouvoirs publics en matière d'éducation est d'autant plus fort que la personne a fait des études (36% des diplômés du supérieur mentionnent cette attente contre 15% des non-diplômés). Les cadres (33%) les étudiants (36%), les personnes avec hauts revenus (32%) soulignent également l'importance de l'école.

- L'aide aux jeunes est davantage mise en avant par les principaux intéressés (28% des jeunes), ainsi que par les ouvriers (21%) et les bas revenus 23%.
- L'attention d'action de l'Etat en matière de soin est plus particulièrement évoquée par les personnes au foyer (24%).
- L'action répressive envers les délinquants est plus souvent mentionnée par les habitants d'agglomérations de taille moyenne (20 à 100000 habitants, 16%).

Annexe 1. Post-codage des questions ouvertes

Quels sont les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit lorsque l'on vous parle de « Cohésion sociale »?

- Coder TOUTES les réponses fournies -

A l'exception du code 99 codé uniquement si la seule réponse donnée est « je ne sais pas ».

01. Vivre ensemble, en bonne entente, sans conflit : « vivre ensemble », « être ensemble », « vivre en société », « c'est une entente entre les gens », « s'entendre », « bonne entente sociale », « se mettre d'accord ensemble », « compréhension mutuelle », « absence de conflits », « symbiose », « osmose », « des gens proches les uns des autres », « Cohésion ça veut dire entente, essayer de s'entendre entre les gens », « que les différentes parts de la société s'entendent bien pour le bien de l'humanité », « c'est que tout le monde soit en plus grande harmonie », « avancer main dans la main », « paix de la société »

02. Unité de la population : « réunification », « unité », « travail d'équipe », « c'est la capacité et l'aptitude des gens à unir leurs forces », « équipe », « il faut être collectif », « action de groupe », « union », « rassemblement », « union sociale », « former un groupe qui va dans la même direction », « se regrouper pour être plus fort », « c'est l'unité des gens à agir en faveur du progrès », « la capacité des gens à s'unir pour se soutenir dans cette société qui se dégrade », « soudure entre tout le monde », « qu'on ne forme qu'un bloc », « être plus fort ensemble »

03. Accepter les gens comme ils sont, respecter les autres, être tolérant : « regarder les gens tels qu'ils sont », « pas *d'a priori* », « le respect des autres », « ouverture d'esprit et accepter les autres sans préjugés », « accepter le raisonnement de chacun », « acceptation mutuelle des différences », « être ouvert », « c'est le ciment de la société c'est ce qui fait que les gens malgré leurs différences arrivent quand même à vivre ensemble », « une population qui doit se respecter et s'entraider »

04. Mélange des cultures, anti-racisme, intégration : « mixité », « intégration de tout individu peu importe ses origines », « mélange des cultures », « bonne entente entre différentes cultures », « cohésion entre origines ethniques », « éviter les ghettos », « mixité sociale », « ne pas faire de différence entre les personnes venant d'autres origines ethniques », « meilleure intégration des minorités »

05. La solidarité, s'entraider, s'occuper des autres : « aide » « aider les autres », « c'est l'entraide entre les gens », « assistance que les gens apportent à leurs concitoyens », « c'est s'entraider les uns les autres », « s'occuper des autres », « se serrer les coudes », « soutien », « solidarité »

06. Aider les personnes en difficulté, les plus démunis, lutter contre l'exclusion : « aider les gens qui ont des problèmes », « s'occuper des démunis, des laissés pour compte », « assistance aux personnes en difficulté », « aider la population qui est très fragilisée », « avoir moins d'exclus », « ne pas mettre à l'écart les défavorisés », « tirer les personnes qui ont du mal vers le haut », « c'est l'aide qu'on apporte au gens qui n'ont plus rien ou pas grand-chose », « c'est de rendre service à chaque personne dans le besoin »

07. Egalité / lutte contre les inégalités / partage des richesses : « égalité », « tout le monde soit sur le même pied d'égalité », « c'est l'égalité des chances », « avoir une vie sociale plus égalitaire », « harmonie entre les différentes couches de la société », « la différence entre le niveau de vie des gens », « pas une France à deux vitesses », « c'est la différence entre les riches et les pauvres », « éviter les écarts de salaire de 1 à 500 », « que tout le monde puisse manger une part du gâteau », « il faudrait mieux partager les richesses », « harmonie entre les différentes classes sociales », « société plus juste basée sur l'égalité et les besoins de chacun plutôt que sur la spéculation et la réussite personnelle des patrons et hommes politiques », « redistribution », « c'est un équilibre cohérent entre toutes les couches de la population : les couches plus démunies soient plus aidées et prises en charge pour vivre autrement par rapport aux couches supérieures », « l'égalité pour tous », « les plus riches devraient donner aux plus pauvres », « moins d'extrême dans la richesse et dans la pauvreté »

08. Donner des conditions de vie décentes à tous (logement, travail, soins, éducation, alimentation) : « proposer des emplois aux chômeurs », « l'égalité des gens pour le travail », « que tout le monde ait un travail, emploi, logement », « accès au logement », « proposer des logements aux SDF », « égalité des soins », « il faut que tout le monde puisse se nourrir correctement », « amélioration du niveau de vie de tout le monde », « pas de misère », « amélioration des conditions de vie », « il faudrait que tout le monde puisse vivre comme il faut », « travail pour tout le monde et pas de misère », « les mêmes droits pour tous : logement alimentation et soins. Qu'il n'y ait des gens qui mangent beaucoup trop bien et d'autres qui vont au kebab », « le bien-être des citoyens », « l'Etat doit prendre soin des Français dans tous les domaines », « droit pour tous à l'éducation, la santé, le travail, le logement et la culture »

09. Lien social (que les gens se parlent, éviter la solitude, relations de voisinage) :

« éviter la solitude » « relations de voisinage », « que les gens se parlent », « liens sociaux », « le service que l'on peut se rendre entre voisins », « les gens ne soient pas isolés les uns des autres », « l'apéro », « les gens ne se disent pas bonjour », « la cohésion c'est le contact », « être sociable avec les gens, bien s'entendre avec les voisins », « quand on est seul, ce n'est pas bien », « rapprochement, amitié, contact, communication », « rencontre », « cordialité »,

10. Association : « association », « Emmaus », « Restos du cœur »

11. Utopie, vœu inatteignable : « ça n'existe pas », « ça n'existera jamais », « ça n'existe plus », « arriverons nous à faire quelque chose? », « utopie », « ça serait bien si ça existait mais on en est loin », « il y a du pain sur la planche », « il n'y a pas de cohésion sociale en France », « les gens sont égoïstes et individualistes », « je pense qu'il n'y en a pas, je n'y crois pas », « il y aura toujours des castes ou des classes », « ça m'évoque un mode qu'on a perdu », « un mirage ou une chimère », « vœu pieux », « c'est une utopie, on vit dans une société où c'est chacun pour soi », « difficile et peu réaliste », « un rêve », « c'est idéaliste, il y a beaucoup de travail à faire pour arriver à cette cohésion sociale »

12. « Baratin » / arnaque/ leurre politique : « hypocrisie », « c'est du pipeau », « arnaque », « fumisterie », « c'est du vent, baratin à la Sarkozy qui n'est que de la poudre aux yeux », « alibi pour le gouvernement », « c'est de la manipulation », « ce sont de beaux mots mais qui ne sont pas mis en pratique », « glue sociale », « argument politique et illusion », « je n'y crois pas, c'est du gloubiboulga social », « mensonge », « ça ne veut rien dire », « c'est du trompe l'œil », « c'est de la foutaise », « c'est pour faire sa propre propagande », « belles paroles », « c'est surtout un attrape-nigaud », « c'est du blabla pour rien », « ce sont de grands mots et rien derrière »

13. Rejet de la cohésion sociale : « touche des jeunes qui ne veulent pas travailler », « assistanat », « on en a marre du social », « j'en veux pas », « ça m'énerve », « je suis contre », « assez de l'assistanat », « dans mon quartier lotissement HLM il y a de plus en plus de cas sociaux qui ont des logements pour rien et qui embêtent le monde ils veulent tout pour rien », « désordre » « on en fait trop, on soutient trop les cas sociaux »

98. Autre : « grève », « manque de confiance mutuelle », « complexité », « débat politique », « action syndicale », « syndicalisme », « démocratie », « tension entre patronat et ouvriers », « manifestation », « le sort des gens », « politique », « clientélisme », « vivre à la française, être laïc », « assistante sociale », « que tous les partis soient d'accord entre eux »; cite une personnalité politique (Jean-Louis Borloo, Rama Yade, Sarkozy, Ségolène Royal, Roselyne Bachelot, etc.)

99. Aucune idée/ ne sait pas

Qu'est-ce qui vous donne le sentiment d'être intégré dans la société française ?

(question posée aux personnes qui se sentent « très bien » ou assez bien intégrées »)

Coder TOUTES les réponses fournies

A l'exception du code 99 codé uniquement si la seule réponse donnée est « je ne sais pas ».

01. **Pas de problème particulier, se sent bien :** « je me sens bien dans la société », « je n'ai pas de problème », « j'aime ma vie » « je suis heureuse »
02. **Ne se sent pas rejeté/ pas marginalisé/ Se sent reconnu, respecté :** « je ne vis pas en marge », « je me sens pas discriminé », « je ne suis pas considérée comme une étrangère », « je ne me sens pas exclu », « on est respectés », « je me sens entendue »
03. **Se sent en sécurité :** « je me sens bien en sécurité », « je n'ai peur nulle part »
04. **Peut subvenir aux besoins de ses enfants/ éduque ses enfants :** « j'élève mes enfants », « j'apprends le respect à mes enfants », « mes enfants ont réussi »
05. **Un niveau de vie décent/ la capacité de s'assumer financièrement :** « je m'assume », « j'ai de quoi vivre », « un niveau de vie pas trop mal », « je ne demande rien à personne, je me débrouille »
06. **A un emploi / un bon emploi/ mon travail est utile pour la société/ relations professionnelles :** « le fait d'avoir un travail », « je me plais bien dans mon travail, d'avoir été utile dans ma profession », « mes collègues »
07. **A un logement/ est propriétaire :** « J'ai un toit », « je ne suis pas à la rue », « je suis propriétaire »
08. **Accès aux loisirs, à la culture :** « je fais du sport », « j'ai accès aux loisirs et à la culture », « j'ai des activités »
09. **A réussi/ trouvé sa place :** « j'ai réussi », « j'ai trouvé ma place », « ma position sociale », « je me sens privilégié par rapport à d'autres »
10. **Un réseau social (des amis, une communauté, des voisins)/ peut compter sur les autres :** « j'ai une vie sociale », « pas seul », « quand je rencontre quelqu'un je reste à discuter », « je connais pas mal de monde », « on ne me laisse pas tomber », « une bonne entente avec toutes les personnes », « ça va avec les voisins les gens du quartier ça se passe bien », « on a des amis »

11. **A une famille (est en couple, a des enfants) :** « je suis très bien entourée par ma famille », « j'ai une famille », « je suis marié, j'ai des enfants », « ma famille va bien »
12. **Je respecte les autres/ je suis tolérant :** « on se respecte mutuellement avec les autres », « je suis ouvert », « je ne suis pas raciste », « parce que j'essaie d'être à l'écoute des autres »
15. **Paie des impôts/ taxes :** « je paie mes impôts »
16. **Respecte les lois / les règles/ est honnête :** « je suis honnête », « je me conforme aux lois en vigueur en France », « j'ai un casier vierge »
17. **Participe à des associations, syndicats, à la vie du quartier :** « de faire partie d'association », « la vie dans la cité », « d'avoir fait du syndicalisme », « je participe à la vie politique », « je participe à la vie de mon village »
18. **Est actif/ un bon citoyen/ aide les autres/ est solidaire :** « je suis prête à rendre service », « j'aide moralement », « je suis impliquée jusqu'à la moelle », « je me comporte comme il faut », « je suis un bon citoyen »
20. **Parle français :** « parler la même langue que les autres », « quand on parle bien la langue »
21. **Vit en France/ Mode de vie comme les autres/ est « comme tout le monde » :** « le fait de vivre en France depuis très longtemps », « ma façon de vivre », « la vie au quotidien », « je vis normalement », « mon quotidien est comme celui des autres »
22. **Est né en France/ est de nationalité française :** « je suis né français », « je suis française », « je suis de nationalité française »
23. **Sentiment d'appartenance, fierté, origines françaises :** « je me sens chez moi », « c'est mon pays où j'ai grandi », « on se sent toujours fiers d'être français », « je fais partie d'une famille ancrée en France »
24. **Partage les valeurs /la culture/ les coutumes :** « partage les mêmes valeurs que tout le monde », « la communauté de pensée avec les gens », « respecter l'histoire et les valeurs françaises », « l'impression d'être dans les codes sociaux »
25. **A une éducation française/ a fait ses études, sa scolarité en France :** « le fait d'avoir une éducation », « j'ai eu une éducation que tout le monde a la possibilité d'avoir », « scolarité en France »
26. **Couleur de peau/ nom de famille :** « Je suis blanc », « ma couleur de peau »
30. **Accès aux prestations sociales/ au système de soin/ aides/ aux services publics :** « les droits », « je perçois des prestations sociales », « le suivi social et les aides », « j'ai la

chance de pouvoir accéder aux soins », « la retraite »

31. **A le droit de vote / vote** : « je peux voter », « j'ai une carte d'électeur »
32. **Liberté (d'expression, de mouvement ou de mode de vie)** : « on peut dire son opinion », « je peux me balader comme je veux et dire ce que je pense », « je vis ma vie »
33. **Droits/ accès à tout** : « mêmes droits que tout le monde »

Qu'est-ce qui vous donne le sentiment de ne pas être intégré dans la société française ? (question posée aux personnes qui se sentent « pas bien » ou « pas du tout intégrées »)

Coder TOUTES les réponses fournies

A l'exception du code 99 codé uniquement si la seule réponse donnée est « je ne sais pas ».

01. **Sentiment d'échec** : « je me sens malheureux sans réussite », « le sentiment d'avoir tout raté »
02. **Victime de discrimination, (liée au handicap, à la maladie, au sexe, à la couleur de peau), de racisme, d'un regard négatif** : « le racisme », « des difficultés quand on n'est pas d'origine du pays à trouver du travail », « par rapport à mon handicap », « les refus que j'ai par les banques lors d'un crédit », « on n'est pas écouté », « la société française ne me reconnaît pas »
03. **Sentiment d'insécurité** : « j'ai peur d'être attaquée par les jeunes voyous », « l'insécurité »
05. **Pauvreté/ pas en capacité de s'assumer financièrement** : « j'ai de petits revenus », « plus de pouvoir d'achat »
06. **N'a pas de travail/ pas un bon travail** : « je n'ai pas d'emploi en ce moment », « je n'ai pas un vrai boulot avec une vraie paye avec laquelle je peux vivre correctement », « le fait d'être au chômage »
10. **Isolement relationnel/ indifférence/ gens agressifs/ hypocrites** : « je ne sors pas », « je ne vois personne », « l'indifférence des gens »
22. **La France n'est pas le pays d'origine de l'interviewé** : « je suis d'origine espagnole », « je suis algérien », « je suis né et j'ai grandi au Vietnam »

24. Ne se sent pas comme tout le monde, n'a pas la même culture : « je suis quelqu'un de marginal , je n'ai pas la même perception des choses » , « déjà à mon âge je ne suis pas marié et je n'ai pas d'enfant ce qui fait qu' on me considère comme un marginal », « En France il faut faire comme tout le monde et rentrer dans un moule sinon on vous regarde d'un mauvais œil et on vous juge »

26. Couleur de peau/ nom de famille : « je suis noir c'est tout », « avec le nom de famille »

30. Pas les mêmes droits/ pas accès aux aides/ pas assez d'aides/ pas accès aux services publics : « parfois lorsque l'on demande des aides on n'a pas le droit », « on essaye de s'en sortir et on a pas le droit aux aides »

31. L'état, les politiciens ne s'occupent pas de nous : « nos gouvernants ne sont pas suffisamment à notre écoute », « parce on ne fait pas attention aux smicards », « on ne fait rien pour nous aider/ c'est à nous de se battre pour tout », « on ne s'occupe pas assez de nous »

40. Il y a trop d'inégalités : « trop aux riches pas assez aux pauvres », « les trop grandes différences de salaire », « l'injustice sociale, certains ont des avantages et pourquoi pas les autres? »

41. Ne se sent plus « chez lui », les étrangers sont mieux traités : « trop d'africains », « trop de roumains on n'est plus chez nous », « les étrangers sont plus favorisés »

42. La société est trop individualisée : « le coté très individuel de chacun », « la société est de plus en plus dure », « pas de solidarité, pas aide ou de soutien des gens »

Annexe 2 – Tableaux complémentaires

Tableau 13- Propension à donner une définition de la « Cohésion sociale » et richesse des évocations spontanées

- Question ouverte, réponses spontanées recodées à postériori (en %) -
Au moins une évocation spontanée

	2011	2012	Evolution 2011-2012	
Sexe	. Homme.....	82	77	-5
	. Femme	74	72	-2
Age	. 18 - 24 ans	69	71	+2
	. 25 - 39 ans	76	76	=
	. 40 - 59 ans	83	74	-9
	. 60 - 69 ans	83	80	-3
	. 70 ans et plus	71	68	-3
Diplôme	. Aucun, Cep.....	64	56	-8
	. Bepc.....	72	70	-2
	. Bac.....	83	80	-3
	. Diplôme du supérieur.....	91	90	-1
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	84	81	-3
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.....	93	93	=
	. Profession intermédiaire.....	88	86	-2
	. Employé.....	75	71	-4
	. Ouvrier	67	56	-11
	. Reste au foyer	71	66	-5
	. Retraité	77	73	-4
. Etudiant	76	80	+4	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	68	67	-1
	. De 900 à 1500 €	72	64	-8
	. De 1500 à 2300 €	74	74	=
	. De 2300 à 3100 €	79	76	-3
	. 3100 € et plus	88	85	-3
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	77	72	-5
	. De 2000 à 20000 habitants	76	71	-5
	. De 20000 à 100000 habitants.....	75	66	-9
	. Plus de 100000 habitants	77	78	+1
	. Paris et aggl. parisienne	85	81	-4
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	74	71	-3
	. Pas de handicap	79	75	-4
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	84	79	-5
	. Se positionne au centre	73	72	-1
	. Se positionne à droite.....	83	77	-6
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	62	57	-5
Ensemble de la population	78	74	-4	

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Tableau 14- Principaux registres d'évocations spontanées de la « Cohésion sociale »

- Question ouverte, réponses spontanées recodées à postériori (en %) -

	Aspect relationnel de la cohésion sociale	Evolution 2011-2012	Aspect économique de la cohésion sociale	Evolution 2011-2012	Mise à distance de la cohésion sociale	Evolution 2011-2012	
Sexe	. Homme	44	-3	18	-6	17	-2
	. Femme.....	40	-6	17	-2	16	+1
Age	. 18 - 24 ans.....	50	+1	(12)	-4	(10)	-1
	. 25 - 39 ans.....	43	-4	17	-4	15	-1
	. 40 - 59 ans.....	41	-5	19	-7	17	-2
	. 60 - 69 ans.....	43	-5	20	=	20	+1
	. 70 ans et plus	39	-3	15	-4	19	+3
Diplôme	. Aucun, Cep	34	-6	12	-5	11	+2
	. Bepc	37	-4	16	-1	16	=
	. Bac.....	48	-1	14	-13	19	+1
	. Diplôme du supérieur	52	-3	25	-2	19	-4
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	48	+4	(19)	-6	(16)	-4
	. Cadre et prof. intellectuelle supérieure	58	+6	27	-6	(17)	-1
	. Profession intermédiaire	46	-7	26	+2	20	-4
	. Employé.....	40	-8	15	-6	17	+2
	. Ouvrier.....	34	-7	(9)	-7	(10)	-3
	. Reste au foyer.....	34	-4	15	-7	14	=
	. Retraité.....	40	-5	15	-5	21	+3
. Etudiant	56	+4	(18)	+4	(6)	-6	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	42	-4	(18)	+2	(8)	-2
	. De 900 à 1500 €	39	-4	15	-3	14	=
	. De 1500 à 2300 €.....	41	-3	17	-1	18	-1
	. De 2300 à 3100 €.....	43	-2	17	-4	17	=
	. 3100 € et plus.....	49	-3	21	-8	20	-2
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	38	-7	18	-5	17	+1
	. De 2000 à 20000 habitants.....	37	-10	16	-5	18	+4
	. De 20000 à 100000 habitants	39	-8	16	-3	15	-2
	. Plus de 100000 habitants	48	+6	17	-4	17	-2
	. Paris et aggl. parisienne.....	48	-6	18	-3	15	-2
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	35	-7	14	-5	22	+3
	. Pas de handicap	45	-3	18	-4	14	-2
Préférence politique	. Se positionne à gauche	45	-4	18	-8	18	=
	. Se positionne au centre	42	-4	18	=	15	+2
	. Se positionne à droite	43	-6	17	-4	18	-1
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	32	-3	12	-2	12	-3
Ensemble de la population.....	42	-4	17	-4	16	-1	

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Tableau 15- Détail des évocations spontanées de la « Cohésion sociale »

- Question ouverte, réponses spontanées recodées à postériori (en %) -

	Vivre ensemble, en bonne entente, sans conflit	Solidarité, entraide, s'occuper des autres	Egalité, lutte contre les inégalités, partage des richesses	Utopie, vœu inatteignable	« Baratin », arnaque, leurre politique	
Sexe	. Homme.....	21	21	14	8	8
	. Femme	20	15	14	7	8
Age	. 18 - 24 ans	21	25	(11)	(4)	(5)
	. 25 - 39 ans	16	23	14	7	7
	. 40 - 59 ans	21	17	15	8	8
	. 60 - 69 ans	23	16	15	(8)	(11)
	. 70 ans et plus	23	9	12	10	(7)
Diplôme	. Aucun, Cep	20	10	9	(4)	(4)
	. Bepc.....	20	13	13	7	8
	. Bac	19	21	12	9	(8)
	. Diplôme du supérieur	22	28	21	10	9
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	(27)	(18)	(16)	(5)	(10)
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	(28)	27	23	(11)	(6)
	. Profession intermédiaire.....	16	26	22	11	(7)
	. Employé	16	19	12	(7)	(9)
	. Ouvrier.....	20	12	(8)	(4)	(6)
	. Reste au foyer.....	16	13	(11)	(6)	(7)
	. Retraité	23	12	12	10	(10)
	. Etudiant.....	(27)	(27)	(15)	(3)	(4)
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	(20)	(21)	(13)	(5)	(3)
	. De 900 à 1500 €.....	21	13	12	(6)	(6)
	. De 1500 à 2300 €	21	16	14	7	8
	. De 2300 à 3100 €	19	18	14	(9)	8
	. 3100 € et plus	20	24	18	10	11
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	17	16	15	7	9
	. De 2000 à 20000 habitants	18	17	13	(9)	(9)
	. De 20000 à 100000 habitants.....	20	14	12	(7)	(8)
	. Plus de 100000 habitants.....	24	20	14	9	7
	. Paris et agglo. parisienne	21	21	16	(7)	(7)
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	17	13	11	9	12
	. Pas de handicap.....	22	19	15	7	6
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	21	20	15	8	9
	. Se positionne au centre	17	17	15	8	(6)
	. Se positionne à droite.....	25	18	14	8	9
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	15	12	(9)	(4)	(6)
Ensemble de la population	20	18	14	8	8	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Nota : les autres réponses détaillées ne figurent pas dans ce tableau, car les effectifs des répondants ne permettent d'analyse croisée des résultats.

Tableau 16 - Proportion de personnes attribuant une note de 6 ou 7 aux domaines de la vie suivants

	Votre propre famille et vos enfants	La profession et le travail	Les amis et connaissances	Le temps libre et la détente	La cohésion de la société	La politique ou la vie publique	
Sexe	. Homme.....	88	59	53	50	29	14
	. Femme	92	63	61	55	34	15
Age	. 18 - 24 ans	90	68	66	55	29	15
	. 25 - 39 ans	92	65	60	52	32	13
	. 40 - 59 ans	89	61	55	54	31	14
	. 60 - 69 ans	88	57	56	56	33	19
	. 70 ans et plus	92	54	54	46	35	15
Diplôme	. Aucun, Cep	87	54	54	51	30	11
	. Bepc.....	90	65	54	56	31	15
	. Bac	90	61	56	48	31	14
	. Diplôme du supérieur	94	62	65	53	34	18
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	87	69	52	49	34	18
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	93	66	65	52	33	18
	. Profession intermédiaire.....	92	60	62	54	32	12
	. Employé	92	69	57	55	29	12
	. Ouvrier	88	67	52	51	26	12
	. Reste au foyer	89	45	55	49	35	14
	. Retraité	89	55	55	53	34	17
. Etudiant.....	90	69	67	57	32	19	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	83	54	62	42	27	10
	. De 900 à 1500 €.....	86	53	55	50	31	13
	. De 1500 à 2300 €.....	91	64	55	54	32	16
	. De 2300 à 3100 €.....	92	65	56	54	32	14
	. 3100 € et plus	94	61	61	55	34	17
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	92	64	60	52	31	13
	. De 2000 à 20000 habitants	88	60	52	54	27	13
	. De 20000 à 100000 habitants.....	90	60	57	56	27	11
	. Plus de 100000 habitants.....	90	60	59	52	34	16
	. Paris et aggl. parisienne	90	62	55	51	38	21
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	88	55	52	52	30	15
	. Pas de handicap.....	91	63	59	53	33	15
Préférence politique	. Se positionne à gauche	89	56	60	52	36	17
	. Se positionne au centre	90	62	53	54	31	12
	. Se positionne à droite.....	90	67	56	49	28	16
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	92	66	59	58	26	9
Ensemble de la population	90	61	57	53	32	15	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Tableau 17 - Pour vous, quelle est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale ? (en %)

	Les citoyens doivent se respecter les uns les autres	Les citoyens doivent être solidaires les uns des autres	Les citoyens doivent respecter les lois	Les inégalités sociales ne doivent pas être importantes	Les citoyens doivent partager les mêmes valeurs	
Sexe	. Homme.....	37	19	18	11	11
	. Femme	43	18	15	10	8
Age	. 18 - 24 ans	43	18	14	(10)	(11)
	. 25 - 39 ans	41	20	15	9	11
	. 40 - 59 ans	42	18	14	14	9
	. 60 - 69 ans	32	18	23	(11)	(9)
	. 70 ans et plus	42	17	20	(8)	(8)
Diplôme	. Aucun, Cep.....	41	18	19	8	9
	. Bepc.....	41	18	19	10	9
	. Bac	42	17	17	12	9
	. Diplôme du supérieur	38	20	12	13	11
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	45	(13)	(21)	(12)	(8)
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.....	35	24	(10)	(13)	(12)
	. Profession intermédiaire.....	39	18	16	14	(9)
	. Employé.....	44	20	15	9	(7)
	. Ouvrier	41	17	17	(9)	13
	. Reste au foyer	43	18	16	(10)	(9)
	. Retraité	38	19	20	10	8
. Etudiant.....	41	(13)	(12)	(13)	(16)	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	45	(14)	(12)	(12)	(12)
	. De 900 à 1500 €.....	43	21	14	(8)	9
	. De 1500 à 2300 €	43	17	20	9	7
	. De 2300 à 3100 €	38	20	16	13	9
	. 3100 € et plus	37	19	16	12	12
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	42	18	19	11	7
	. De 2000 à 20000 habitants	45	18	19	(9)	(6)
	. De 20000 à 100000 habitants.....	38	18	18	12	(8)
	. Plus de 100000 habitants.....	41	18	14	10	12
	. Paris et aggl. parisienne	35	20	14	12	13
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	41	18	16	11	9
	. Pas de handicap.....	40	19	17	10	10
Préférence politique	. Se positionne à gauche	38	22	11	14	8
	. Se positionne au centre	44	18	18	7	9
	. Se positionne à droite.....	40	15	22	8	11
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	41	16	20	(9)	(10)
Ensemble de la population	40	18	17	11	9	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Nota : les autres réponses détaillées ne figurent pas dans ce tableau, car les effectifs des répondants ne permettent d'analyse croisée des résultats.

**Tableau 18 - Pour vous, le respect mutuel entre les individus
c'est avant tout (en %)**

		que chacun puisse vivre sa vie comme il le souhaite	que chacun soit ouvert aux valeurs et cultures des autres	Total y.c. nsp
Sexe	. Homme	41	58	100
	. Femme	40	59	100
Age	. 18 - 24 ans	44	55	100
	. 25 - 39 ans	41	58	100
	. 40 - 59 ans	39	60	100
	. 60 - 69 ans	39	61	100
	. 70 ans et plus	42	56	100
Diplôme	. Aucun, Cep	54	46	100
	. Bepc	47	52	100
	. Bac	34	65	100
	. Diplôme du supérieur	26	73	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	45	55	100
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	31	69	100
	. Profession intermédiaire	33	66	100
	. Employé	43	56	100
	. Ouvrier	51	48	100
	. Reste au foyer	45	53	100
	. Retraité	40	59	100
. Etudiant	32	67	100	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	51	47	100
	. De 900 à 1500 €	52	48	100
	. De 1500 à 2300 €	41	58	100
	. De 2300 à 3100 €	34	65	100
	. 3100 € et plus	28	71	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	43	57	100
	. De 2000 à 20000 habitants	47	53	100
	. De 20000 à 100000 habitants	42	56	100
	. Plus de 100000 habitants	41	58	100
	. Paris et aggl. parisienne	29	70	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	41	57	100
	. Pas de handicap	40	59	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche	35	65	100
	. Se positionne au centre	42	58	100
	. Se positionne à droite	47	52	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	46	51	100
Ensemble de la population		40	59	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Tableau 19 - Selon vous, qu'est-ce qui, aujourd'hui en France, fragilise le plus la cohésion sociale ? (en %)

	L'individua- lisme	Les discrimi- nations	Le chô- mage	La pau- vreté	Les compor- tements malhon- nêtes	Le repli de certains sur leur communauté	
Sexe	. Homme	34	15	12	10	11	7
	. Femme.....	32	14	13	12	10	7
Age	. 18 - 24 ans.....	25	27	(10)	(11)	(8)	(5)
	. 25 - 39 ans.....	32	17	13	10	10	(5)
	. 40 - 59 ans.....	36	13	13	14	9	6
	. 60 - 69 ans.....	34	11	(11)	(11)	11	(10)
	. 70 ans et plus	35	(7)	12	10	16	(10)
Diplôme	. Aucun, Cep.....	24	8	19	14	16	(6)
	. Bepc.....	35	14	12	12	11	5
	. Bac.....	33	21	(8)	9	(8)	9
	. Diplôme du supérieur.....	38	15	9	11	7	9
Profes- sion - Catégorie sociale	. Indépendant	31	(17)	(12)	(11)	(11)	(11)
	. Cadre et prof. intell. sup.....	34	(11)	(11)	(11)	(8)	(12)
	. Profession intermédiaire.....	43	11	(10)	11	(8)	(6)
	. Employé.....	33	17	16	(8)	9	(4)
	. Ouvrier.....	27	15	16	15	(10)	(4)
	. Reste au foyer.....	25	13	(11)	16	(12)	(6)
	. Retraité.....	36	9	10	11	13	8
. Etudiant.....	28	35	(6)	(9)	(7)	(6)	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	24	(17)	(12)	(12)	(13)	(4)
	. De 900 à 1500 €.....	31	15	13	14	10	(6)
	. De 1500 à 2300 €.....	33	11	15	11	11	7
	. De 2300 à 3100 €.....	35	15	12	11	9	(7)
	. 3100 € et plus.....	38	16	10	10	10	7
Taille d'agglom- ération	. Moins de 2000 habitants.....	33	13	14	10	12	(4)
	. De 2000 à 20000 habitants.....	36	12	14	11	13	(4)
	. De 20000 à 100000 habitants.....	35	(10)	12	12	(10)	(8)
	. Plus de 100000 habitants.....	34	15	10	12	9	9
	. Paris et agglo. parisienne.....	28	21	11	11	(9)	(8)
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap.....	33	11	13	12	12	8
	. Pas de handicap.....	33	16	12	11	10	6
Préfé- rence politique	. Se positionne à gauche.....	35	17	12	13	6	5
	. Se positionne au centre.....	35	13	12	12	12	8
	. Se positionne à droite.....	32	9	12	11	16	11
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	27	19	12	(8)	(11)	(4)
Ensemble de la population	33	14	12	11	10	7	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Nota : les autres réponses détaillées ne figurent pas dans ce tableau, car les effectifs des répondants ne permettent d'analyse croisée des résultats.

Tableau 20 - Vous arrive-t-il de vous sentir seul ? (en %)

		Souvent	Parfois	Jamais	Total
Sexe	. Homme.....	9	31	60	100
	. Femme.....	16	38	46	100
Age	. 18 - 24 ans.....	(7)	39	54	100
	. 25 - 39 ans.....	10	32	57	100
	. 40 - 59 ans.....	14	36	50	100
	. 60 - 69 ans.....	14	33	53	100
	. 70 ans et plus.....	15	38	47	100
Diplôme	. Aucun, Cep.....	17	35	48	100
	. Bepc.....	15	34	51	100
	. Bac.....	(8)	39	53	100
	. Diplôme du supérieur.....	8	35	57	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	(9)	38	53	100
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	(7)	30	62	100
	. Profession intermédiaire.....	(9)	34	57	100
	. Employé.....	16	35	49	100
	. Ouvrier.....	(11)	31	58	100
	. Reste au foyer.....	22	37	41	100
	. Retraité.....	13	36	52	100
. Etudiant.....	(5)	45	50	100	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	26	44	30	100
	. De 900 à 1500 €.....	22	44	34	100
	. De 1500 à 2300 €.....	13	37	50	100
	. De 2300 à 3100 €.....	(6)	32	62	100
	. 3100 € et plus.....	(6)	28	66	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	10	33	58	100
	. De 2000 à 20000 habitants.....	14	32	54	100
	. De 20000 à 100000 habitants.....	14	35	51	100
	. Plus de 100000 habitants.....	14	36	50	100
	. Paris et aggl. parisienne.....	12	39	49	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	21	37	42	100
	. Pas de handicap.....	9	35	56	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	11	37	52	100
	. Se positionne au centre.....	12	37	52	100
	. Se positionne à droite.....	16	30	54	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	12	33	54	100
Ensemble de la population.....		13	35	52	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

**Tableau 21 - Vous arrive-t-il de vous sentir seul ?
Total Souvent ou parfois(en %)**

		2011	2012	Evolution 2011-2012
Sexe	. Homme	39	40	+1
	. Femme.....	56	54	-2
Age	. 18 - 24 ans	52	46	-6
	. 25 - 39 ans	44	42	-2
	. 40 - 59 ans	47	50	+3
	. 60 - 69 ans	44	47	+3
	. 70 ans et plus	57	53	-4
Diplôme	. Aucun, Cep	62	52	-10
	. Bepc	45	49	+4
	. Bac	45	47	+2
	. Diplôme du supérieur	42	43	+1
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	43	47	+4
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	34	38	+4
	. Profession intermédiaire	47	43	-4
	. Employé	48	51	+3
	. Ouvrier.....	42	42	=
	. Reste au foyer.....	66	59	-7
	. Retraité	48	48	=
. Etudiant	53	50	-3	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	72	70	-2
	. De 900 à 1500 €.....	68	66	-2
	. De 1500 à 2300 €.....	48	50	+2
	. De 2300 à 3100 €.....	41	38	-3
	. 3100 € et plus.....	31	34	+3
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	43	42	-1
	. De 2000 à 20000 habitants.....	49	46	-3
	. De 20000 à 100000 habitants	56	49	-7
	. Plus de 100000 habitants.....	46	50	+4
	. Paris et aggl. parisienne.....	50	51	+1
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	59	58	-1
	. Pas de handicap	44	44	=
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	47	48	+1
	. Se positionne au centre	50	48	-2
	. Se positionne à droite	44	46	+2
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	51	46	-5
Ensemble de la population.....		47	48	+1

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Tableau 22 – En règle générale, pensez-vous qu’il est possible de faire confiance aux autres ou que l’on n’est jamais assez méfiant ? (en %)

		Il est possible de faire confiance aux autres	Evolution 2011-2012	On n’est jamais assez méfiant	Evolution 2011-2012
Sexe	. Homme	45	-4	54	+4
	. Femme.....	46	=	54	=
Age	. 18 - 24 ans.....	42	-8	58	+8
	. 25 - 39 ans.....	44	-3	55	+3
	. 40 - 59 ans.....	48	-3	52	+3
	. 60 - 69 ans.....	45	+2	54	-2
	. 70 ans et plus	46	+2	53	-2
Diplôme	. Aucun, Cep	31	-2	69	+3
	. Bepc	37	=	63	+1
	. Bac.....	48	+1	52	=
	. Diplôme du supérieur.....	67	-2	33	+3
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	43	-4	57	+4
	. Cadre et prof. intell. sup.....	74	=	26	+2
	. Profession intermédiaire	58	-2	42	+3
	. Employé	36	-6	63	+5
	. Ouvrier.....	33	-5	67	+5
	. Reste au foyer.....	36	-2	64	+3
	. Retraité	45	+1	54	-1
. Etudiant	55	+3	45	-3	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	39	-3	61	+4
	. De 900 à 1500 €.....	41	=	59	=
	. De 1500 à 2300 €.....	41	-4	58	+3
	. De 2300 à 3100 €.....	43	-1	57	+3
	. 3100 € et plus.....	61	+3	39	-3
Taille d’agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	45	-1	55	+1
	. De 2000 à 20000 habitants.....	38	-1	61	=
	. De 20000 à 100000 habitants	38	-3	62	+4
	. Plus de 100000 habitants	50	-2	49	+1
	. Paris et aggl. parisienne.....	53	-5	47	+6
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap.....	40	-3	60	+4
	. Pas de handicap	48	-1	52	+2
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	55	+1	45	-1
	. Se positionne au centre.....	37	-5	63	+5
	. Se positionne à droite	46	-3	54	+4
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	33	-4	66	+4
Ensemble de la population		46	-1	54	+2

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Tableau 23 – Pensez-vous que, dans notre société, chaque individu a aujourd’hui la possibilité de trouver vraiment la place qu’il mérite ?
(en %)

	Oui	Non	Total (y.c nsp)	
Sexe	. Homme	41	57	100
	. Femme.....	39	60	100
Age	. 18 - 24 ans	42	56	100
	. 25 - 39 ans	43	56	100
	. 40 - 59 ans	36	63	100
	. 60 - 69 ans	42	57	100
	. 70 ans et plus	42	56	100
Diplôme	. Aucun, Cep	40	59	100
	. Bepc	43	56	100
	. Bac	40	59	100
	. Diplôme du supérieur	38	61	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	46	52	100
	. Cadre et prof. intell. sup.....	45	55	100
	. Profession intermédiaire	33	64	100
	. Employé	38	61	100
	. Ouvrier.....	46	53	100
	. Reste au foyer.....	38	61	100
	. Retraité	39	59	100
. Etudiant	43	55	100	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	27	71	100
	. De 900 à 1500 €.....	40	60	100
	. De 1500 à 2300 €.....	44	54	100
	. De 2300 à 3100 €.....	42	57	100
	. 3100 € et plus.....	41	58	100
Taille d’agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	40	59	100
	. De 2000 à 20000 habitants.....	40	59	100
	. De 20000 à 100000 habitants	40	58	100
	. Plus de 100000 habitants.....	46	53	100
	. Paris et aggl. parisienne.....	30	69	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	35	64	100
	. Pas de handicap	42	57	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	32	67	100
	. Se positionne au centre	45	55	100
	. Se positionne à droite.....	54	46	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	37	60	100
Ensemble de la population	40	59	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Tableau 24 – Evolution de la proportion de personnes estimant que « dans notre société, chaque individu a aujourd’hui la possibilité de trouver vraiment la place qu’il mérite »(en %)

	1999	2001	2002	2011	2012	
Sexe	. Homme	28	38	38	39	41
	. Femme.....	26	36	36	37	39
Age	. 18 - 24 ans	31	34	36	42	42
	. 25 - 39 ans	29	38	39	38	43
	. 40 - 59 ans	23	36	34	35	36
	. 60 - 69 ans	26	38	40	41	42
	. 70 ans et plus	30	39	38	38	42
Diplôme	. Aucun, Cep	31	44	39	39	40
	. Bepc	30	39	40	41	43
	. Bac	20	30	33	33	40
	. Diplôme du supérieur	24	31	32	36	38
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	33	44	42	50	46
	. Cadre et prof. intell. sup.	24	31	32	33	45
	. Profession intermédiaire	22	37	29	34	33
	. Employé	28	36	36	38	38
	. Ouvrier.....	29	39	41	43	46
	. Reste au foyer.....	28	38	37	34	38
	. Retraité	28	38	38	39	39
. Etudiant	24	29	37	35	43	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	28	39	34	29	27
	. De 900 à 1500 €.....	28	38	34	39	40
	. De 1500 à 2300 €.....	28	39	37	34	44
	. De 2300 à 3100 €.....	28	36	41	40	42
	. 3100 € et plus.....	23	32	36	40	41
Taille d’agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	32	38	34	39	40
	. De 2000 à 20000 habitants.....	29	41	42	38	40
	. De 20000 à 100000 habitants ...	28	34	40	41	40
	. Plus de 100000 habitants.....	23	36	37	38	46
	. Paris et aggl. parisienne.....	24	37	33	34	30
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	28	35	34	30	35
	. Pas de handicap	27	38	38	41	42
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	21	32	34	28	32
	. Se positionne au centre	29	40	37	43	45
	. Se positionne à droite	37	39	41	52	54
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	27	41	38	36	37
Ensemble de la population.....	27	37	37	38	40	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Tableau 25 – Proportion de personnes estimant que la cohésion sociale en France est actuellement « pas très ou pas du tout forte » (en %)

	2011	2012	Evolution 2011-2012	
Sexe	. Homme	82	80	-2
	. Femme.....	83	82	-1
Age	. 18 - 24 ans.....	77	78	+1
	. 25 - 39 ans.....	82	82	=
	. 40 - 59 ans.....	85	81	-4
	. 60 - 69 ans.....	82	82	=
	. 70 ans et plus	82	81	-1
Diplôme	. Aucun, Cep.....	80	78	-2
	. Bepc.....	80	83	+3
	. Bac.....	85	80	-5
	. Diplôme du supérieur.....	85	83	-2
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	75	81	+6
	. Cadre et prof. intell. sup.....	83	81	-2
	. Profession intermédiaire	87	84	-3
	. Employé.....	85	79	-6
	. Ouvrier.....	77	82	+5
	. Reste au foyer.....	81	80	-1
	. Retraité.....	83	83	=
. Etudiant	82	78	-4	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	76	84	+8
	. De 900 à 1500 €	81	78	-3
	. De 1500 à 2300 €.....	83	80	-3
	. De 2300 à 3100 €.....	81	83	+2
	. 3100 € et plus.....	88	83	-5
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	83	79	-4
	. De 2000 à 20000 habitants.....	79	87	+8
	. De 20000 à 100000 habitants	84	87	+3
	. Plus de 100000 habitants	84	79	-5
	. Paris et aggl. parisienne.....	80	78	-2
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap	86	85	-1
	. Pas de handicap	81	80	-1
Préférence politique	. Se positionne à gauche	85	80	-5
	. Se positionne au centre.....	82	86	+4
	. Se positionne à droite	81	79	-2
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	78	81	+3
Ensemble de la population	83	81	-2	

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Tableau 26
Effets de différentes variables sur la probabilité de penser que la cohésion de la société française n'est pas forte

Résultats de régression logistique		<i>Odds ratio</i>	<i>Signif (en %)</i>
Sexe	. Homme	0,8	NS
	. Femme.....	1,0	Ref
Age	. 18 - 24 ans.....	0,9	NS
	. 25 - 39 ans.....	1,1	NS
	. 40 - 59 ans.....	1,0	Ref
	. 60 - 69 ans.....	1,0	NS
	. 70 ans et plus	1,2	NS
Diplôme	. Aucun, Cep	0,6	0,4%
	. Bepc	1,0	Ref
	. Bac	0,8	NS
	. Diplôme du supérieur	0,9	NS
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	1,3	NS
	. Cadre et prof. intellectuelle supérieure	1,2	NS
	. Profession intermédiaire	1,4	NS
	. Employé.....	1,0	Ref
	. Ouvrier.....	1,6	4,6%
	. Reste au foyer.....	1,1	NS
	. Retraité.....	1,5	NS
. Etudiant	1,3	NS	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	1,4	NS
	. De 900 à 1500 €.....	0,9	NS
	. De 1500 à 2300 €.....	1,0	Ref
	. De 2300 à 3100 €.....	1,3	NS
	. 3100 € et plus.....	1,3	NS
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	0,6	2,2%
	. De 2000 à 20000 habitants.....	0,9	NS
	. De 20000 à 100000 habitants	1,0	Ref
	. Plus de 100000 habitants	0,6	1,3%
	. Paris et agglo. parisienne.....	0,5	0,1%
Opinion sur la méritocratie	. Pense que chacun n'a pas vraiment la possibilité d'occuper la place qu'il mérite dans la société française	2,3	0,0%
	. Pense que chacun a vraiment la possibilité d'occuper la place qu'il mérite dans la société française	1,0	Ref

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Exemple de lecture : toutes choses égales par ailleurs, les personnes qui pensent que chacun n'a pas vraiment la possibilité d'occuper la place qu'il mérite dans la société française ont deux fois plus de chances de considérer que la cohésion sociale est faible que les autres

Modalité de référence : Ref.

NS : non significatif. Par convention, une estimation dont le seuil de significativité est inférieur à 5% est déclarée « significative ». Les chiffres significatifs sont signalés en gras dans le tableau.

Tableau 27
Effets de différentes variables sur la probabilité de penser que la cohésion de la société française n'est pas forte

Résultats de régression logistique		<i>Odds ratio</i>	<i>Signif (en %)</i>
Sexe	. Homme	0,8	4,4%
	. Femme.....	1,0	Réf
Age	. 18 - 24 ans.....	0,9	NS
	. 25 - 39 ans.....	1,0	NS
	. 40 - 59 ans.....	1,0	Réf
	. 60 - 69 ans.....	0,9	NS
	. 70 ans et plus	1,1	NS
Diplôme	. Aucun, Cep	0,6	0,4%
	. Bepc	1,0	Réf
	. Bac.....	0,9	NS
	. Diplôme du supérieur.....	1,0	NS
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	1,3	NS
	. Cadre et prof. intellectuelle supérieure	1,2	NS
	. Profession intermédiaire	1,5	NS
	. Employé.....	1,0	Réf
	. Ouvrier.....	1,6	NS
	. Reste au foyer.....	1,2	NS
	. Retraité.....	1,7	NS
. Etudiant	1,2	NS	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	1,7	NS
	. De 900 à 1500 €.....	1,0	NS
	. De 1500 à 2300 €.....	1,0	Réf
	. De 2300 à 3100 €.....	1,3	NS
	. 3100 € et plus.....	1,4	NS
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	0,6	3,6%
	. De 2000 à 20000 habitants.....	0,9	NS
	. De 20000 à 100000 habitants	1,0	Réf
	. Plus de 100000 habitants	0,6	0,9%
	. Paris et agglo. parisienne.....	0,5	0,9%
Confiance en autrui	..On n'est jamais assez méfiant	1,3	3,0%
	..Il est possible de faire confiance aux autres	1,0	Réf

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Exemple de lecture : toutes choses égales par ailleurs, les personnes qui pensent qu'on n'est jamais assez méfiant dans ses relations avec autrui ont deux fois plus de chances de considérer que la cohésion sociale est faible que les autres

Modalité de référence : Ref.

NS : non significatif. Par convention, une estimation dont le seuil de significativité est inférieur à 5% est déclarée « significative ». Les chiffres significatifs sont signalés en gras dans le tableau.

**Tableau 28 – Avez-vous le sentiment d’être intégré
dans la société française ? (en %)**

	Très bien intégré	Assez bien intégré	Pas bien intégré Pas intégré du tout	Total	
Sexe	. Homme	51	38	10	100
	. Femme.....	50	38	11	100
Age	. 18 - 24 ans	39	47	(12)	100
	. 25 - 39 ans	43	42	13	100
	. 40 - 59 ans	53	35	11	100
	. 60 - 69 ans	61	30	(9)	100
	. 70 ans et plus	55	39	(6)	100
Diplôme	. Aucun, Cep	44	41	14	100
	. Bepc	49	39	12	100
	. Bac	48	41	(8)	100
	. Diplôme du supérieur	59	33	7	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	58	35	(5)	100
	. Cadre et prof. intell. sup.....	66	29	(3)	100
	. Profession intermédiaire	58	35	(7)	100
	. Employé	48	38	13	100
	. Ouvrier.....	38	47	14	100
	. Reste au foyer.....	41	40	19	100
	. Retraité.....	56	35	8	100
	. Etudiant	36	48	(14)	100
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	32	39	28	100
	. De 900 à 1500 €	43	40	14	100
	. De 1500 à 2300 €.....	47	41	10	100
	. De 2300 à 3100 €.....	55	38	(7)	100
	. 3100 € et plus.....	63	32	(4)	100
Taille d’agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	49	42	9	100
	. De 2000 à 20000 habitants.....	51	41	(8)	100
	. De 20000 à 100000 habitants ...	46	35	17	100
	. Plus de 100000 habitants	53	36	10	100
	. Paris et aggl. parisienne.....	51	34	11	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	47	36	17	100
	. Pas de handicap	52	39	8	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche	49	38	12	100
	. Se positionne au centre	49	40	10	100
	. Se positionne à droite	55	36	8	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	49	36	(11)	100
Ensemble de la population.....	51	38	10	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Tableau 29
Effets de différentes variables sur la probabilité de se sentir « très bien intégré »
dans la société française

Résultats de régression logistique		<i>Odds ratio</i>	<i>Signif (en %)</i>
Sexe	. Homme	0,96	NS
	. Femme.....	1,00	Ref
Age	. 18 - 24 ans.....	0,67	NS
	. 25 - 39 ans.....	0,57	0,0%
	. 40 - 59 ans.....	1,00	Ref
	. 60 - 69 ans.....	1,96	0,4%
	. 70 ans et plus	2,01	0,6%
Diplôme	. Aucun, Cep	0,72	2,0%
	. Bepc	1,00	Ref
	. Bac	1,01	NS
	. Diplôme du supérieur	1,18	NS
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	1,34	NS
	. Cadre et prof. intellectuelle supérieure	1,47	NS
	. Profession intermédiaire	1,28	NS
	. Employé.....	1,00	Ref
	. Ouvrier.....	0,69	3,9%
	. Reste au foyer.....	0,71	NS
	. Retraité.....	0,65	NS
. Etudiant	0,70	NS	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	0,70	NS
	. De 900 à 1500 €.....	0,98	NS
	. De 1500 à 2300 €.....	1,00	Ref
	. De 2300 à 3100 €.....	1,25	NS
	. 3100 € et plus.....	1,47	1,1%
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	0,96	NS
	. De 2000 à 20000 habitants.....	1,16	NS
	. De 20000 à 100000 habitants	1,00	Ref
	. Plus de 100000 habitants	1,26	NS
	. Paris et agglo. parisienne.....	1,18	NS
Sentiment de solitude	. Ne se sent jamais seul.....	1,91	0,0%
	. Se sent parfois ou souvent seul.....	1,00	Ref

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Exemple de lecture : toutes choses égales par ailleurs, les personnes qui ne se sentent jamais seules ont quasiment deux fois plus de chances de se sentir « très bien intégrées » dans la société française

Modalité de référence : Ref.

NS : non significatif. Par convention, une estimation dont le seuil de significativité est inférieur à 5% est déclarée « significative ». Les chiffres significatifs sont signalés en gras dans le tableau.

Tableau 30 – Qu'est-ce qui vous donne le sentiment d'être intégré dans la société française ? (en %) partie 1/2

- Champ 88% de la population qui se sent intégré -

	Emploi	Réseau relationnel	Nationalité française, attachement à la France	Partage d'un mode de vie, une culture, des valeurs	Est un bon citoyen	Pas de problème particulier	Jouit d'un certain niveau de vie	Accès aux droits/ prestations sociales/ services publics	
Sexe	. Homme	27	24	21	16	21	19	13	10
	. Femme.....	24	29	23	14	18	19	16	9
Age	. 18 - 24 ans.....	17	27	18	28	(9)	18	(14)	(15)
	. 25 - 39 ans.....	35	24	17	14	18	20	19	11
	. 40 - 59 ans.....	33	27	24	13	23	19	17	8
	. 60 - 69 ans.....	13	23	23	15	20	23	(8)	(11)
	. 70 ans et plus	13	30	29	14	21	16	(8)	(7)
Diplôme	. Aucun, Cep	15	26	28	12	18	18	10	(8)
	. Bepc	28	25	24	11	22	19	16	9
	. Bac	22	26	20	13	16	20	17	13
	. Diplôme du supérieur	32	28	18	23	20	20	15	9
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	36	(28)	(21)	(10)	(16)	(15)	(16)	(6)
	. Cadre et prof. intell. sup.....	39	32	(18)	20	25	21	(15)	(8)
	. Profession intermédiaire	43	23	22	13	22	17	19	(10)
	. Employé.....	39	23	17	12	15	19	23	14
	. Ouvrier.....	28	23	23	(13)	23	17	15	(8)
	. Reste au foyer.....	(4)	31	31	(11)	(16)	20	(15)	(5)
	. Retraité.....	13	27	25	15	22	20	(7)	9
	. Etudiant	(8)	30	(16)	37	(9)	(26)	(10)	(15)
Ensemble de la population.....	26	26	22	15	20	19	14	10	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Tableau 31 – Qu'est-ce qui vous donne le sentiment d'être intégré dans la société française ? (en %) partie 2/2

- Champ 88% de la population qui se sent intégré -

	Emploi	Réseau relationnel	Nationalité française, attachement à la France	Partage d'un mode de vie, une culture, des valeurs	Est un bon citoyen	Pas de problème particulier	Jouit d'un certain niveau de vie	Accès aux droits/ prestations sociales/ services publics	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	(2)	31	(23)	(23)	(9)	(17)	(9)	(12)
	. De 900 à 1500 €.....	22	25	27	14	16	19	13	(7)
	. De 1500 à 2300 €.....	25	24	23	12	20	17	14	11
	. De 2300 à 3100 €.....	31	25	23	13	24	18	14	12
	. 3100 € et plus.....	32	29	15	18	22	25	18	8
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	27	26	20	9	20	20	16	10
	. De 2000 à 20000 habitants.....	25	23	21	14	23	17	13	(8)
	. De 20000 à 100000 habitants.....	26	35	21	(12)	20	19	(12)	(10)
	. Plus de 100000 habitants.....	26	25	23	19	19	19	17	10
	. Paris et aggl. parisienne.....	24	25	27	22	17	22	12	(9)
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	18	29	23	13	21	20	12	9
	. Pas de handicap.....	28	26	22	16	19	19	15	10
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	27	27	21	18	19	21	15	11
	. Se positionne au centre.....	25	26	20	12	20	20	14	10
	. Se positionne à droite.....	26	26	25	16	23	18	16	8
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	22	25	26	(8)	15	15	(12)	(7)
Ensemble de la population.....	26	26	22	15	20	19	14	10	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Tableau 32 – Avez-vous le sentiment que la société... (en %)

	Aide davantage les personnes âgées	Aide davantage les jeunes	Ni l'un ni l'autre	Total (y.c. nsp)	
Sexe	. Homme	20	12	67	100
	. Femme	19	9	70	100
Age	. 18 - 24 ans	21	(9)	69	100
	. 25 - 39 ans	18	10	70	100
	. 40 - 59 ans	20	9	69	100
	. 60 - 69 ans	19	(10)	69	100
	. 70 ans et plus	19	14	63	100
Diplôme	. Aucun, Cep	17	12	69	100
	. Bepc	20	9	69	100
	. Bac	20	11	67	100
	. Diplôme du supérieur	20	11	67	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	(20)	(7)	69	100
	. Cadre et prof. intell. sup.	20	(14)	64	100
	. Profession intermédiaire	17	(9)	72	100
	. Employé	19	(8)	72	100
	. Ouvrier	24	(8)	66	100
	. Reste au foyer	20	14	63	100
	. Retraité	18	11	69	100
. Etudiant	(19)	(12)	67	100	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	24	(6)	69	100
	. De 900 à 1500 €	22	10	67	100
	. De 1500 à 2300 €	19	13	66	100
	. De 2300 à 3100 €	19	12	68	100
	. 3100 € et plus	17	10	72	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	20	11	67	100
	. De 2000 à 20000 habitants	22	(6)	70	100
	. De 20000 à 100000 habitants ...	20	(7)	71	100
	. Plus de 100000 habitants	18	13	68	100
	. Paris et aggl. parisienne	18	13	66	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	19	11	68	100
	. Pas de handicap	20	10	68	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche	20	7	72	100
	. Se positionne au centre	17	12	69	100
	. Se positionne à droite	20	18	60	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	20	(7)	69	100
Ensemble de la population	19	10	68	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Tableau 33 – Selon vous, aujourd’hui en France, qu’est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ? (en %)

	Les efforts de chacun pour vivre ensemble	L'école	La protection sociale	L'engagement de certains citoyens dans des associations	L'entraide au sein des familles	
Sexe	. Homme.....	33	20	16	12	12
	. Femme.....	34	19	17	13	11
Age	. 18 - 24 ans.....	29	26	(13)	14	(12)
	. 25 - 39 ans.....	34	22	13	14	12
	. 40 - 59 ans.....	33	19	19	13	10
	. 60 - 69 ans.....	33	19	20	12	(11)
	. 70 ans et plus.....	40	13	18	(8)	15
Diplôme	. Aucun, Cep.....	35	15	24	8	13
	. Bepc.....	34	18	17	11	16
	. Bac.....	39	22	12	15	(7)
	. Diplôme du supérieur.....	29	24	14	17	8
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	45	(17)	(19)	(6)	(12)
	. Cadre et prof. intell. sup.....	31	25	(16)	(11)	(9)
	. Profession intermédiaire.....	30	27	12	20	(5)
	. Employé.....	35	21	16	11	11
	. Ouvrier.....	33	17	18	(11)	17
	. Reste au foyer.....	30	15	22	14	16
	. Retraité.....	37	16	17	11	13
. Etudiant.....	30	(23)	(15)	(19)	(7)	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	26	(16)	(20)	(19)	(10)
	. De 900 à 1500 €.....	37	18	19	9	14
	. De 1500 à 2300 €.....	36	16	19	12	11
	. De 2300 à 3100 €.....	31	23	15	15	12
	. 3100 € et plus.....	32	24	16	15	7
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	37	18	17	12	10
	. De 2000 à 20000 habitants.....	32	17	20	9	16
	. De 20000 à 100000 habitants.....	33	16	12	17	14
	. Plus de 100000 habitants.....	35	21	18	13	9
	. Paris et aggl. parisienne.....	29	25	15	13	10
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	32	17	19	12	13
	. Pas de handicap.....	34	21	16	13	11
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	28	23	19	15	10
	. Se positionne au centre.....	36	19	15	12	13
	. Se positionne à droite.....	43	16	15	9	11
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	31	17	16	12	15
Ensemble de la population.....	34	20	17	12	11	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Tableau 34 – Dans la liste suivante, qui est le mieux placé pour améliorer la cohésion sociale ? (en %)

	Les habitants eux-mêmes	L'État	Les services sociaux, services publics spécialisés	Les familles	Les mairies	Les associations	
Sexe	. Homme.....	35	24	8	7	8	7
	. Femme	35	25	10	8	6	6
Age	. 18 - 24 ans.....	34	28	(7)	(8)	(4)	(7)
	. 25 - 39 ans.....	39	25	8	9	(6)	7
	. 40 - 59 ans.....	34	25	8	6	8	7
	. 60 - 69 ans.....	32	26	12	(7)	(10)	(5)
	. 70 ans et plus	36	20	10	10	(8)	(6)
Diplôme	. Aucun, Cep.....	30	25	13	7	9	(5)
	. Bepc	34	27	7	8	8	6
	. Bac.....	40	21	9	(7)	(5)	(6)
	. Diplôme du supérieur.....	37	25	8	8	6	8
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	46	(20)	(5)	(10)	(7)	(5)
	. Cadre et prof. intell. sup.....	37	25	(6)	(11)	(6)	(6)
	. Profession intermédiaire	37	27	(6)	(6)	(5)	(9)
	. Employé.....	29	27	10	(8)	(8)	9
	. Ouvrier	35	24	(9)	(6)	(9)	(5)
	. Reste au foyer	35	28	(9)	(6)	(9)	(6)
	. Retraité.....	35	21	11	8	8	(6)
. Etudiant	34	25	(12)	(7)	(2)	(5)	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	26	31	(9)	(4)	(8)	(10)
	. De 900 à 1500 €	29	24	11	10	9	(4)
	. De 1500 à 2300 €.....	38	23	9	9	8	(5)
	. De 2300 à 3100 €.....	37	25	8	(4)	(6)	9
	. 3100 € et plus.....	38	23	9	8	8	(7)
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	37	23	9	9	7	(6)
	. De 2000 à 20000 habitants.....	37	24	9	(7)	(8)	(4)
	. De 20000 à 100000 habitants.....	38	20	12	(7)	(5)	(7)
	. Plus de 100000 habitants	34	28	7	5	9	7
	. Paris et aggl. parisienne	29	26	10	10	(6)	(8)
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	38	21	8	(5)	12	(5)
	. Pas de handicap	34	26	9	8	6	7
Préférence politique	. Se positionne à gauche	34	25	9	7	7	7
	. Se positionne au centre.....	38	23	8	9	8	(6)
	. Se positionne à droite	38	24	9	9	7	(5)
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	28	29	(10)	(6)	(7)	(6)
Ensemble de la population	35	25	9	8	7	6	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Nota : Certaines réponses n'ont pu être ventilées dans les différents groupes sociaux compte tenu d'effectifs insuffisants

Tableau 35 – Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? Partie 1 (en %)

	Assurer à tous la possibilité d'occuper un emploi	Permettre à tous de bien se loger	Délivrer à tous une éducation de qualité	Aider les jeunes à démarrer dans la vie	Garantir à tous la possibilité de se soigner	Punir plus sévèrement les délinquants	
Sexe	. Homme.....	53	36	28	16	14	11
	. Femme	52	41	22	16	18	10
Age	. 18 - 24 ans.....	42	33	27	28	14	(11)
	. 25 - 39 ans.....	49	41	23	11	14	13
	. 40 - 59 ans.....	56	40	23	16	18	9
	. 60 - 69 ans.....	52	37	28	15	18	(9)
	. 70 ans et plus	57	37	25	18	17	12
Diplôme	. Aucun, Cep.....	52	46	15	19	20	13
	. Bepc	51	42	20	19	17	11
	. Bac.....	50	34	27	16	16	11
	. Diplôme du supérieur.....	56	32	36	11	12	7
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	49	37	(18)	(21)	(19)	(9)
	. Cadre et prof. intell. sup.....	61	35	33	(8)	(11)	(7)
	. Profession intermédiaire	54	33	30	11	15	12
	. Employé.....	48	43	19	16	17	13
	. Ouvrier	53	45	20	21	16	(11)
	. Reste au foyer	51	39	19	17	24	(11)
	. Retraité.....	54	38	27	16	17	11
. Etudiant	44	33	36	25	(8)	(5)	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	40	41	22	23	(17)	(12)
	. De 900 à 1500 €	51	42	22	15	22	10
	. De 1500 à 2300 €.....	51	37	21	20	17	12
	. De 2300 à 3100 €.....	57	41	23	14	14	11
	. 3100 € et plus.....	53	34	32	13	13	11
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	54	40	23	18	19	8
	. De 2000 à 20000 habitants.....	59	40	22	14	16	13
	. De 20000 à 100000 habitants.....	50	34	28	13	12	16
	. Plus de 100000 habitants	50	37	26	18	17	12
	. Paris et aggl. parisienne	51	41	26	15	15	(7)
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	53	39	27	17	20	9
	. Pas de handicap	52	39	24	16	15	11
Préférence politique	. Se positionne à gauche	56	39	29	15	16	6
	. Se positionne au centre.....	51	39	22	17	17	11
	. Se positionne à droite	47	33	24	19	17	18
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	51	45	18	16	14	12
Ensemble de la population	52	39	25	16	16	11	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Tableau 36 – Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? Partie 2 (en %)

	Soutenir la croissance économique	Avoir une politique culturelle dynamique	Favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes	Favoriser la diversité des populations dans les quartiers	Soutenir les personnes handicapées et leur famille	
Sexe	. Homme	10	9	8	7	4
	. Femme.....	9	8	8	8	5
Age	. 18 - 24 ans	(6)	(10)	(9)	(11)	(6)
	. 25 - 39 ans	10	12	7	11	(5)
	. 40 - 59 ans	9	8	9	5	(4)
	. 60 - 69 ans	12	(7)	(7)	(6)	(6)
	. 70 ans et plus	(10)	(5)	(8)	(4)	(4)
Diplôme	. Aucun, Cep	(7)	(4)	8	(5)	(6)
	. Bepc	9	7	9	6	6
	. Bac	9	10	(8)	9	(3)
	. Diplôme du supérieur	12	12	7	10	(2)
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	(10)	(8)	(9)	(13)	(2)
	. Cadre et prof. intell. sup.....	(11)	(11)	(6)	(11)	(0)
	. Profession intermédiaire	(11)	(11)	(8)	(9)	(2)
	. Employé	(8)	10	9	(8)	(6)
	. Ouvrier.....	(7)	(5)	(8)	(6)	(4)
	. Reste au foyer.....	(8)	(6)	(10)	(5)	(8)
	. Retraité	11	(6)	7	(4)	(6)
. Etudiant.....	(9)	(16)	(8)	(10)	(4)	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	(7)	(8)	(10)	(10)	(7)
	. De 900 à 1500 €.....	(8)	(8)	8	(6)	(6)
	. De 1500 à 2300 €.....	10	9	9	7	(5)
	. De 2300 à 3100 €.....	9	8	(7)	(6)	(4)
	. 3100 € et plus	12	10	7	9	(3)
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	9	7	7	(5)	7
	. De 2000 à 20000 habitants.....	12	(6)	(7)	(5)	(5)
	. De 20000 à 100000 habitants	(9)	(10)	(8)	(9)	(4)
	. Plus de 100000 habitants.....	10	10	8	6	(4)
	. Paris et aggl. parisienne.....	(8)	10	10		(2)
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	8	6	8	(3)	7
	. Pas de handicap.....	10	9	8	9	4
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	8	9	8	8	(3)
	. Se positionne au centre	10	9	9	8	(5)
	. Se positionne à droite.....	13	(7)	(6)	(5)	(6)
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	(8)	(7)	(8)	(7)	(4)
Ensemble de la population.....	9	8	8	7	5	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Annexe 3 – Questionnaire

Connaissance et évocations associées à la notion de cohésion sociale

Q 1 - Quels sont les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit lorsque l'on vous parle de « Cohésion sociale »?

(Question ouverte – Plusieurs réponses possibles)

/ _____ /

La cohésion sociale peut être définie comme la force des liens qui unissent les citoyens. C'est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les inégalités et en évitant la marginalisation.

Q 2 – Pour vous, quelle est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale ?

(Présenter la liste- une seule réponse)

- | | |
|---|---|
| . Les citoyens doivent partager les mêmes valeurs | 1 |
| . Les citoyens doivent respecter les lois..... | 2 |
| . Les citoyens doivent se respecter les uns les autres..... | 3 |
| . Les citoyens doivent être solidaires les uns des autres ... | 4 |
| . Les citoyens doivent partager un projet d'avenir commun | 5 |
| . Les inégalités sociales ne doivent pas être importantes.. | 6 |
| . Ne sait pas..... | 7 |

Q 3 – Pour vous, le respect mutuel entre les individus c'est avant tout

(Présenter la liste – une seule réponse)

- | | |
|---|---|
| . que chacun puisse vivre sa vie comme il le souhaite | 1 |
| . que chacun soit ouvert aux valeurs et cultures des autres | 2 |
| . Ne sait pas..... | 3 |

Perception du niveau de cohésion sociale / facteurs de renforcement et de fragilité

Q 4 - Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement

(Enumérez - une seule réponse)

- | | |
|---------------------------|---|
| . Très forte | 1 |
| . Assez forte | 2 |
| . Pas très forte..... | 3 |
| . Pas du tout forte | 4 |
| . Ne sait pas | 5 |

Q 5 – Selon vous, aujourd’hui en France, qu’est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ?

(Présenter la liste – une seule réponse)

. L'école	1
. La protection sociale (assurance maladie, chômage, vieillesse)	2
. L'entraide au sein des familles	3
. Les efforts de chacun pour vivre ensemble	4
. Les services publics (hôpital, transports ...)	5
. L'engagement de certains citoyens dans des associations	6
. Autre	7
. <i>Ne sait pas</i>	8

Q 6 – Selon vous, qu’est-ce qui, aujourd’hui en France, fragilise le plus la cohésion sociale ?

(Présenter la liste – une seule réponse)

. Les discriminations	1
. L'individualisme	2
. Les comportements malhonnêtes	3
. Le repli de certains sur leur communauté	4
. Le chômage	5
. La mondialisation	6
. Le racisme	7
. La pauvreté	8
. Les inégalités entre les hommes et les femmes	9
. Autre	10
. <i>Ne sait pas</i>	11

Q 7 – Dans la liste suivante, qui est le mieux placé pour améliorer la cohésion sociale ?

(Présenter la liste – une seule réponse)

. Les mairies	1
. Les départements et les régions	2
. L'Etat	3
. Les services sociaux et services publics spécialisés (Pole emploi, Caf ...)	4
. Les habitants eux-mêmes	5

. Les familles.....	6
. Les entreprises.....	7
. Les associations	8
. Les institutions religieuses	9
. Les partis politiques et les syndicats	10
. <i>Ne sait pas</i>	11

Q 8 – Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ?

(Présenter la liste - Classez les deux premières réponses)

	1 ^{ère} réponse citée	2 ^{ème} réponse citée
. Permettre à tous de bien se loger	1	1
. Assurer à tous la possibilité d’occuper un emploi.....	2	2
. Délivrer à tous une éducation de qualité	3	3
. Garantir à tous la possibilité de se soigner	4	4
. Favoriser l’égalité entre les hommes et les femmes.....	5	5
. Aider les jeunes à démarrer dans la vie	6	6
. Soutenir les personnes handicapées ou dépendantes et leur famille.....	7	7
. Avoir une politique culturelle dynamique, qui permette des moments de partage entre les citoyens.....	8	8
. Favoriser la diversité des populations dans chaque quartier.....	9	9
. Soutenir la croissance économique	10	10
. Punir plus sévèrement les délinquants	11	11
. Autre	12	12
. <i>Ne sait pas</i>	13	13

Indicateurs de la cohésion sociale en France

Q 9 – Avez-vous le sentiment d’être intégré dans la société française ?

(Présenter la liste – une seule réponse)

. Très bien intégré.....	1
. Assez bien intégré.....	2
. Pas bien intégré.....	3
. Pas intégré du tout.....	4
. <i>Ne sait pas</i>	5

A tous

Q 10 – Qu'est-ce qui vous donne le sentiment d'être <intégré/ pas intégré> dans la société française ?

(Présenter la liste – une seule réponse)

/ _____ /

Q 11 – Pour chacun des domaines de la vie suivants, pouvez-vous attribuer une note de 1 à 7 selon l'importance que vous lui accordez

(Présentez la liste – une réponse par ligne)

(1 signifie pas du tout important, 7 signifie très important)

- | | |
|--|-------|
| a. Votre propre famille et vos enfants | / _ / |
| b. La profession et le travail (ou carrière) | / _ / |
| c. Les amis et connaissances | / _ / |
| d. La cohésion de la société | / _ / |
| e. La politique et la vie publique | / _ / |
| f. Le temps libre et la détente | / _ / |
| g. Les loisirs | / _ / |

Q 12 - En règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres ou que l'on n'est jamais assez méfiant ?

(Enumérez - une seule réponse)

- | | |
|--|---|
| . Il est possible de faire confiance aux autres..... | 1 |
| . On n'est jamais assez méfiant..... | 2 |
| . Ne sait pas | 3 |

Q 13 - Vous arrive-t-il de vous sentir seul ?

(Enumérez - une seule réponse)

- | | |
|---------------------|---|
| . Souvent | 1 |
| . Parfois | 2 |
| . Jamais | 3 |
| . Ne sait pas | 4 |

Q 14 - Avez-vous le sentiment que la société...

(Enumérez, une seule réponse)

- . Aide davantage les personnes âgées..... 1
- . Aide davantage les jeunes..... 2
- . Ni l'un ni l'autre 3
- . *Ne sait pas* 4

Equité sociale

Q 15 - Pensez-vous que, dans notre société, chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite ?

(Enumérez, une seule réponse)

- . Oui 1
- . Non 2
- . *Ne sait pas* 3